Porter à connaissance Révision

du plan local d'urbanisme de la commune de

SAINT ANDRE LA COTE

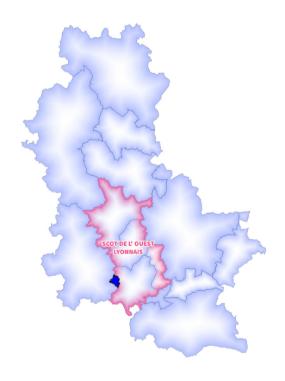


Table des matières

- ROLE DU PORTER A CONNAISSANCE	9
II - ASSOCIATION DE L'ÉTAT	10
III - PLAN LOCAL D'URBANISME	
1 - Finalité de la démarche	
1.1 - Un outil de mise en cohérence des politiques sectorielles	
1.2 - <u>Une cohérence interne du plan indispensable</u>	
2 - Contenu du PLU	
2.1 - Rapport de présentation	
2.2 - Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)	
2.3 - Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	
2.4 - Règlement.	
2.5 - Annexes	
3 - Rappel : dispositions du règlement national d'urbanisme (RNU) applic	
IV - <u>PUBLICITÉ ET MISE A DISPOSITION NUMÉRIQUE</u> V - <u>ÉLÉMENTS À PRENDRE EN COMPTE DANS LE P</u> L	-
A - <u>L'articulation des documents d'urbanisme avec les</u>	
A - <u>L'articulation des documents d'urbanisme avec les</u> <u>supérieur</u>	documents de rang
A - <u>L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur</u> B - <u>Le contexte du développement durable</u>	documents de rang 21
A - <u>L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur</u> B - <u>Le contexte du développement durable</u>	documents de rang2122
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur B - Le contexte du développement durable	documents de rang212222
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur B - Le contexte du développement durable	documents de rang2122222222
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur B - Le contexte du développement durable	documents de rang2122222222
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur B - Le contexte du développement durable	documents de rang2122222223
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur B - Le contexte du développement durable 1 - Principes généraux du code de l'urbanisme 2 - Directives territoriales d'aménagement (DTA) 3 - Schémas de cohérence territoriale (SCOT) 3.1 - Objectifs du schéma de cohérence territoriale	documents de rang2122222323
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur. B - Le contexte du développement durable. 1 - Principes généraux du code de l'urbanisme. 2 - Directives territoriales d'aménagement (DTA). 3 - Schémas de cohérence territoriale (SCOT). 3.1 - Objectifs du schéma de cohérence territoriale. 3.2 - Prise en compte du SCOT sur le territoire.	documents de rang
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur. B - Le contexte du développement durable. 1 - Principes généraux du code de l'urbanisme. 2 - Directives territoriales d'aménagement (DTA). 3 - Schémas de cohérence territoriale (SCOT). 3.1 - Objectifs du schéma de cohérence territoriale. 3.2 - Prise en compte du SCOT sur le territoire. 4 - Dispositions particulières aux communes soumises à la loi montagne	documents de rang
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur. B - Le contexte du développement durable. 1 - Principes généraux du code de l'urbanisme. 2 - Directives territoriales d'aménagement (DTA). 3 - Schémas de cohérence territoriale (SCOT). 3.1 - Objectifs du schéma de cohérence territoriale. 3.2 - Prise en compte du SCOT sur le territoire. 4 - Dispositions particulières aux communes soumises à la loi montagne 4.1 - Le développement touristique et les unités touristiques nouvelles.	documents de rang
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur. B - Le contexte du développement durable. 1 - Principes généraux du code de l'urbanisme. 2 - Directives territoriales d'aménagement (DTA). 3 - Schémas de cohérence territoriale (SCOT). 3.1 - Objectifs du schéma de cohérence territoriale. 3.2 - Prise en compte du SCOT sur le territoire. 4 - Dispositions particulières aux communes soumises à la loi montagne 4.1 - Le développement touristique et les unités touristiques nouvelles. 4.2 - L'urbanisation à proximité des plans d'eaux.	documents de rang
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur. B - Le contexte du développement durable. 1 - Principes généraux du code de l'urbanisme	documents de rang
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur B - Le contexte du développement durable 1 - Principes généraux du code de l'urbanisme 2 - Directives territoriales d'aménagement (DTA) 3 - Schémas de cohérence territoriale (SCOT) 3.1 - Objectifs du schéma de cohérence territoriale 3.2 - Prise en compte du SCOT sur le territoire 4 - Dispositions particulières aux communes soumises à la loi montagne 4.1 - Le développement touristique et les unités touristiques nouvelles 4.2 - L'urbanisation à proximité des plans d'eaux C - Politiques publiques thématiques 1 - Habitat	
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur B - Le contexte du développement durable 1 - Principes généraux du code de l'urbanisme 2 - Directives territoriales d'aménagement (DTA) 3 - Schémas de cohérence territoriale (SCOT) 3.1 - Objectifs du schéma de cohérence territoriale 3.2 - Prise en compte du SCOT sur le territoire 4 - Dispositions particulières aux communes soumises à la loi montagne 4.1 - Le développement touristique et les unités touristiques nouvelles 4.2 - L'urbanisation à proximité des plans d'eaux C - Politiques publiques thématiques 1 - Habitat 1.1 - Principes généraux de la politique de l'habitat	documents de rang
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur. B - Le contexte du développement durable. 1 - Principes généraux du code de l'urbanisme. 2 - Directives territoriales d'aménagement (DTA). 3 - Schémas de cohérence territoriale (SCOT). 3.1 - Objectifs du schéma de cohérence territoriale. 3.2 - Prise en compte du SCOT sur le territoire. 4 - Dispositions particulières aux communes soumises à la loi montagne 4.1 - Le développement touristique et les unités touristiques nouvelles. 4.2 - L'urbanisation à proximité des plans d'eaux. C - Politiques publiques thématiques. 1 - Habitat. 1.1 - Principes généraux de la politique de l'habitat. 1.2 - Outils favorisant la diversité de l'offre de logements.	documents de rang
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur. B - Le contexte du développement durable. 1 - Principes généraux du code de l'urbanisme. 2 - Directives territoriales d'aménagement (DTA) 3 - Schémas de cohérence territoriale (SCOT) 3.1 - Objectifs du schéma de cohérence territoriale 3.2 - Prise en compte du SCOT sur le territoire 4 - Dispositions particulières aux communes soumises à la loi montagne 4.1 - Le développement touristique et les unités touristiques nouvelles 4.2 - L'urbanisation à proximité des plans d'eaux C - Politiques publiques thématiques. 1 - Habitat 1.1 - Principes généraux de la politique de l'habitat 1.2 - Outils favorisant la diversité de l'offre de logements 1.3 - Plans locaux d'urbanisme et Programmes locaux de l'habitat	documents de rang
A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les supérieur	documents de rang

2 - <u>Déplacements</u>	30
2.1 - Principes	30
2.1.1 - Dispositions réglementaires en matière de transports et dépl	acements31
2.1.2 - Des déplacements pour tous	32
2.2 - Accessibilité	32
2.3 - <u>Sécurité des déplacements</u>	32
2.4 - Études pouvant être consultées	33
2.5 - Plan de déplacements urbains (PDU)	33
2.6 - Études pouvant être consultées sur les déplacements	34
3 - Milieux aquatiques : Plans d'eau, cours d'eau, et nappes aquifères.	34
3.1 - Schémas de gestion des eaux (SDAGE) et directive cadre sur l'eau (DCE).	34
3.2 - <u>SAGE</u>	37
3.3 - Contrat de rivière ou de milieux	38
3.4 - Cours d'eau	39
3.5 - Plans d'eau	41
3.6 - Nappes d'eau souterraines	
3.7 - Éléments concernant la gestion quantitative de la ressource en eau	
4 - Eau potable et assainissement	
4.1 - Eau potable	
4.1.1 - Études pouvant être consultées	
4.2 - Assainissement et gestion des eaux pluviales	
4.2.1 - Assainissement	
4.2.2 - Eaux pluviales	
5 - Protection des milieux et des espèces	
5.1 - Socle juridique	50
5.2 - Espaces naturels sensibles (ENS)	51
5.3 - Trame verte et bleue	51
5.4 - Zones humides	53
5.5 - <u>Frayères</u>	
6 - Patrimoine.	
6.1 - Patrimoine archéologique	
Principes	
7 - Socie juridique	
7.1.1 - Zones de présomption de prescription	
7.1.1 - <u>Zones de presomption de prescription</u>	
Consultation directe du préfet de région par l'autorité compétente pour délivrer le	
7.1.3 - Implications territoriales	
7.1.4 - Études pouvant être consultées	
8 - Paysages	57
8.1 - Paysages ordinaires	57
9 - <u>Air</u>	58
9.1 - Préservation de la qualité de l'air	
9.2 - Études pouvant être consultées	
10 - Énergie, climat et gaz à effet de serre	

10.1 - <u>Études pouvant être consultées</u>	61	
11 - Ressources géologiques et minières	62	
11.1 - <u>Carrières</u>	62	
11.1.1 - Le schéma régional des carrières62		
11.1.2 - Le schéma départemental des carrières62		
12 - <u>Déchets</u>	63	
12.1 - Plans et chartes départementaux	63	
12.2 - Servitudes liées au stockage de déchets	63	
13 - Risques	64	
13.1 - Principes généraux		
13.2 - Information préventive		
13.3 - Plans de prévention des risques		
13.3.1 - Plans de prévention des risques naturels prévisibles66		
13.4 - Risques identifiés, hors plan de prévention des risques	67	
13.4.1 - Risques d'inondation		
13.4.2 - Mouvements de terrain et risques géologiques		
13.4.3 - Risques sismiques		
13.4.4 - Défense incendie		
13.4.5 - Installations classées pour la protection de l'environnement		69
13.4.6 - <u>Risque Radon</u> 70		
13.4.7 - Risque de maladies vectorielles (moustiques)71		
14 - <u>Bruit</u>	72	
14.1 - Etudes pouvant être consultées.	73	
15 - Espaces agricoles	73	
15.1 - Économie agricole : prendre en compte le rôle et l'impact de l'agriculture sur le		rojet de
<u>planification</u>	75	
15.2 - Réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers	76	
15.2.1 - Instance de suivi de la consommation d'espaces agricoles : la CDF	<u> PENAF</u>	76
15.2.2 - Consultations obligatoires en cas de réduction de ces espaces		77
15.3 - Importance de l'aménagement et du règlement de la zone agricole	77	
15.4 - <u>Périmètres d'intervention pour la protection et mise en valeur des espaces agrico</u>		<u>urbains</u>
(PENAP)		
15.5 - Implications territoriales		
15.6 - Études pouvant être consultées	78	
16 - Espaces forestiers	78	
16.1 - <u>Documents à prendre en compte</u>	79	
16.1.1 - Réglementations relevant du code forestier :79		
16.1.2 - Réglementations relevant du code rural :79		
16.1.3 - <u>Défrichements</u> 80		
16.2 - <u>Documents complémentaires</u>		
17 - <u>Chasse et pêche</u>	81	
18 - Aménagement foncier	82	
18.1 - <u>EPORA</u>	82	
18.2 - <u>Droit de préemption urbain (DPU)</u>	83	
18.3 - Zone d'aménagement différé (ZAD) et réserves foncières.	83	

18.3.1 - Réserves foncières	84
19 - Équipements d'intérêt général	84
19.1 - <u>Équipements sportifs</u>	84
19.2 - Station radioélectrique	84
VI - <u>SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE</u>	86

	Liste des sigles		
ADEME	agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie		
ANAH	agence nationale de l'habitat		
ANRU	agence nationale du renouvellement urbain		
AVAP	aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine		
ССН	code de la construction et de l'habitation		
CDNPS	commission départementale de la nature, des paysages et des sites		
CDPENAF	commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et		
	forestiers		
CRHH	comité régional de l'habitat et de l'hébergement		
DCE	directive cadre sur l'eau		
DDRM	dossier départemental des risques majeurs		
DTA	directive territoriale d'aménagement		
EBC	espace boisé classé		
ENS	espaces naturels sensibles		
EPCI	établissement public de coopération intercommunale		
EPORA	établissement public foncier de l'ouest Rhône-Alpes		
ICPE	installation classée pour la protection de l'environnement		
LLS	logement locatif social		
loi ENL	loi n°2006-872 du 13/07/2006 portant engagement national pour le logement		
loi SRU	loi n°2000-1208 du 13/12/2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains		
loi UH	loi n°2003-590 du 2/07/2003 « urbanisme et habitat »		
loi Grenelle 2	loi n°2010-788 du 12/07/2010 portant engagement national pour l'environnement		
loi MAP ou LMAP	loi n°2010-874 du 27/07/2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche		
loi TECV	loi n°2015-992 du 17 août 2015 de transition énergétique pour la croissance verte		
OAP	orientations d'aménagement et de programmation		
PAC	porter à connaissance		
PADD	projet d'aménagement et de développement durables		
PB	propriétaire bailleur		
PCAET	plan climat air énergie territorial		
PDU	plan de déplacements urbains		
PENAP	protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels péri-urbains		
PIG	projet d'intérêt général		
PLAI	prêt locatif aidé d'intégration		
PLH	programme local de l'habitat		
PLS	prêt locatif social		
PLU	plan local d'urbanisme		
PLUiH	plan local de l'urbanisme intercommunal avec volet habitat		
PLUS	prêt locatif à usage social		
PO PO	propriétaire occupant		
POA	programme d'orientations et d'actions		
PPA	plan de protection de l'atmosphère		
ppa PPI	personnes publiques associées		
	parc potentiellement indigne		
PPR (PPRI, PPRM,	plan de prévention des risques (d'inondation, miniers, naturels, technologiques)		
PPRN, PPRT) SAGE	scháma d'amánagament et de gestien des eaux		
SAU	schéma d'aménagement et de gestion des eaux surface agricole utilisée		
	schémas de cohérence territoriale		
SCOT			
SDAGE	schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux		
SDC	schéma départemental des carrières		
SPANC	service public d'assainissement non collectif		
SRADDET	Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires		

SRCE	schéma régional de cohérence écologique		
SRCAE	schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie		
SRIT	schéma régional des infrastructures et des transports		
SUP	servitude d'utilité publique		
TEPCV	territoire à énergie positive pour la croissance verte		
TEPOS	territoire à énergie positive		
UTN	unité touristique nouvelle		
ZAP	zone agricole protégée		
ZNIEFF	zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique		
zone a	zone agricole		
zone au	zone à urbaniser		
zone n	zone naturelle et forestière		
zone u	zone urbaine		
zac	zone d'aménagement concerté		
ZPPAUP	zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager		

Dans un contexte où l'urbanisme est une compétence décentralisée, l'État demeure le garant des grands équilibres et de la bonne prise en compte des enjeux nationaux, notamment en matière de prise en compte du développement durable dans les projets communaux et intercommunaux. Cette responsabilité est notamment exercée dans le cadre du porter à connaissance (PAC) pour l'élaboration des documents d'urbanisme comme dans le cadre de l'association de l'État pour l'élaboration ou la révision de ces documents.

Définir une politique de développement du territoire dans un cadre durable à l'échelle locale implique en effet de rester en cohérence et en synergie avec les politiques et stratégies définies aux autres échelles territoriales : les collectivités publiques doivent «harmoniser leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie » (article L. 101-1 du code de l'urbanisme).

Toutefois, si l'État est le garant de principes fondamentaux en matière d'aménagement du territoire, c'est aux collectivités de veiller à la cohérence de leurs projets avec ces principes.

I - RÔLE DU PORTER À CONNAISSANCE

Dans ce cadre, le porter à connaissance (PAC), encadré par les articles L. 132-1 à L132-3 et R. 132-1 du code de l'urbanisme, est élaboré par l'État. Il a pour objet d'apporter à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunal les éléments à portée juridique et les informations utiles pour l'élaboration ou la révision du document d'urbanisme.

Les éléments qu'il fournit permettent de **replacer la politique communale ou intercommunale au cœur des échelles de la planification**. Dans ce cadre, le présent PAC doit permettre à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunal de disposer d'éléments lui permettant de mieux appréhender les problématiques de développement durable et celles plus spécifiques, liées à son territoire.

Outre les **éléments à portée juridique** tels que les directives territoriales d'aménagement (DTA), les dispositions de la loi « Montagne», les servitudes d'utilité publique (SUP), les projets d'intérêt général (PIG) ou les protections existantes en matière de préservation et de patrimoine, le PAC comprend des **études techniques** dont dispose l'État, notamment en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement ainsi qu'en matière d'inventaire général du patrimoine culturel.

Il peut utilement comprendre d'autres informations et documents nécessaires à l'élaboration du PLU (par exemple : des études concernant l'habitat, les déplacements, la démographie, l'emploi, ainsi que les diagnostics territoriaux, l'inventaire des logements sociaux...).

L'élaboration du PAC par les services de l'État commence dès l'engagement des documents d'urbanisme. Mais **il peut se poursuivre en continu** pendant toute la durée de la réalisation du document, à mesure de l'élaboration ou de la disponibilité des études et des informations complémentaires (d'où la possibilité de porter à connaissance complémentaire).

En application de l'article L. 132-3 du code de l'urbanisme, le porter à connaissance est **tenu à la disposition du public** par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunal.

En outre, tout ou partie de ces pièces du PAC peut être annexées au dossier d'enquête publique.

II - ASSOCIATION DE L'ÉTAT

Le code de l'urbanisme prévoit l'association des personnes publiques à l'élaboration et à la révision du PLU. Il n'y a pas lieu de définir au préalable les modalités de l'association, ce qui laisse une certaine souplesse et permet une adaptation au contexte local.

En pratique, elle peut se traduire par différents types d'intervention des services:

- en proposant, dès le début de la réflexion des élus, des documents dits « notes d'enjeux » (ou documents d'association de l'État) pour préciser les objectifs poursuivis par l'État et adaptés aux enjeux du territoire concerné,
- en participant aux réunions des personnes publiques associées (PPA) pour y porter la parole de l'État et contribuer aux réflexions,
- en formulant un avis sur les documents produits au fur et à mesure de l'établissement du projet,
- en proposant des contributions complémentaires selon les questionnements et les besoins des acteurs.

Les personnes publiques associées sont listées aux articles L.132-7 et suivants du code de l'urbanisme.

De même, toute personne publique peut demander à être consultée lors de l'élaboration du PLU (article L.132-11 du code de l'urbanisme).

III - PLAN LOCAL D'URBANISME

1 - Finalité de la démarche

1.1 - Un outil de mise en cohérence des politiques sectorielles

Le PLU est un outil privilégié de **mise en cohérence des politiques sectorielles**, notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, d'activité économique, d'agriculture et d'environnement : une collectivité chargée de l'élaboration de documents d'urbanisme intègre l'ensemble de ces préoccupations pour définir le projet de territoire communal ou intercommunal.

La réflexion constitutive du projet de territoire doit apprécier ces impacts au travers du PLU dont l'élaboration doit être menée dans l'esprit de la doctrine « éviter, réduire, compenser ».

L'urbanisation doit notamment être pensée afin de répondre aux besoins des populations tout en consommant moins d'espace, en produisant moins de nuisances et en préservant les ressources. Elle doit aussi garantir davantage de solidarité, tout en permettant de limiter les concurrences entre les territoires.

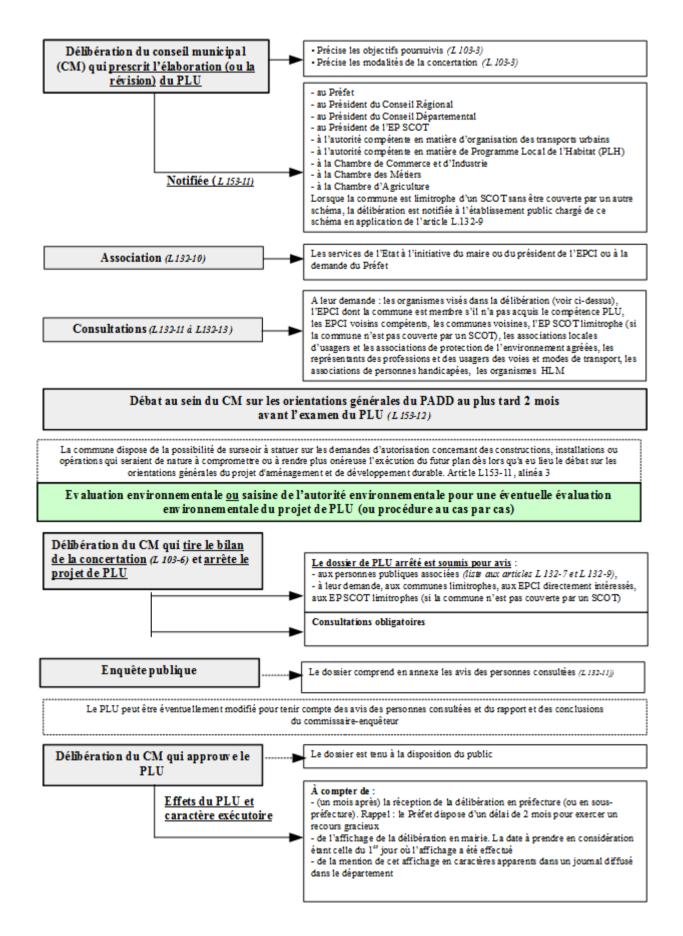
1.2 - Une cohérence interne du plan indispensable

Le plan local d'urbanisme est formé de plusieurs documents à portées juridiques différentes : rapport de présentation, projet d'aménagement et de développement durables, orientations d'aménagements et de programmation, règlement et annexes.

Ces différentes parties doivent être construites en cohérence puisque chacune d'entre elle viendra étayer le contenu des parties suivantes (le rapport de présentation permettra notamment d'expliquer les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, lequel trouvera sa traduction réglementaire dans le règlement...).

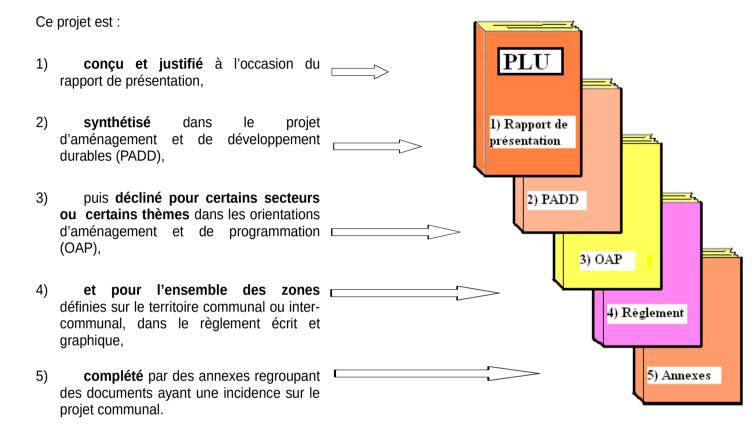
Il est donc nécessaire d'exprimer les liens entre les différents documents constitutifs du PLU.

LA PROCÉDURE D'ÉLABORATION OU DE RÉVISION DU PLU



2 - Contenu du PLU

Le contenu du PLU articule planification et urbanisme opérationnel autour du projet communal ou intercommunal. Ce document couvre la totalité du territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunal qui l'élabore, dans le respect des dispositions de l'article L. 151-1 du code de l'urbanisme.



2.1 - Rapport de présentation

Le contenu du rapport de présentation est codifié et se doit, en application de l'article L. 151-4 du code de l'urbanisme :

- d'expliquer les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement :
- d'analyser la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales;
- d'exposer les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers ;
- de justifier les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques
- de s'appuyer sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace,

- d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services :
- d'établir un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités;

L'article R. 151-1 et R. 151-2 du code de l'urbanisme définit plus précisément ce contenu. Le rapport de présentation du PLU se doit donc :

- d'exposer les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles <u>L. 153-27 à L. 153-30</u> et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues;
- d'analyser les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés par le schéma de cohérence territoriale en vertu du deuxième alinéa de l'article <u>L. 141-3</u> ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même en vertu du troisième alinéa de l'article <u>L. 151-4</u>;
- d'analyser l'état initial de l'environnement, d'exposer la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.
- de justifier la cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;
- de justifier de la nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;
- de justifier de la complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article L. 151-6 ;
- de justifier de la délimitation des zones prévues par l'article L. 151-9 ;
- de justifier de l'institution des zones urbaines prévues par l'article R. 151-19, des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article R. 151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article L. 151-41;
- de justifier de toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

<u>L'article R. 151-3 du code de l'urbanisme précise et renforce le contenu du rapport de présentation du PLU soumis à Évaluation Environnementale.</u>

Pour savoir si le projet de votre commune est soumis à évaluation environnementale systématique ou à une procédure au cas par cas, il convient de consulter le site de la DREAL (cf lien ci-dessous)

 $\underline{http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/quelle-est-la-procedure-a-suivre-\underline{r4060.html}}$

2.2 - Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) expose de façon synthétique le projet d'urbanisme de la commune pour les années à venir. Il est la « clef de voûte » du PLU.

C'est un document simple, accessible à tous les citovens, qui doit permettre de comprendre :

- le projet politique du Conseil municipal ou conseil communautaire pour le territoire du PLU. C'est la raison pour laquelle il doit faire l'objet d'un débat au sein du Conseil municipal ou communautaire – au plus tard 2 mois – avant l'arrêt du projet de PLU (article L. 153-12 du code de l'urbanisme);
- les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ; les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles (article L151-5)

Les parties du PLU qui ont une valeur juridique opposable (les orientations d'aménagement et de programmation, l'éventuel programme d'orientations et d'actions ainsi que le règlement écrit et graphique) doivent être en **cohérence** avec le PADD ;

2.3 - Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Elles sont obligatoires en zone AU disposant des réseaux (articles R151-20 du code de l'urbanisme) et possibles dans les autres secteurs.

Elles comprennent, en cohérence avec le PADD, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

Elles ont une valeur juridique opposable dans un rapport de compatibilité.

En ce qui concerne l'aménagement, les OAP peuvent (L151-7) :

- définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune;
- favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
- comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;
- porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
- prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.
- adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36.

Les différents types d'OAP (R151-6 à 8)

L'OAP sectorielle (R 151-6)

Les orientations d'aménagement et de programmation par quartier ou secteur définissent les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville.

Le périmètre des quartiers ou secteurs auxquels ces orientations sont applicables est délimité dans le ou les documents graphiques prévus à l'article R. 151-10.

L'OAP des secteurs d'aménagement (sans règlement) R 151-8

Les orientations d'aménagement et de programmation des secteurs de zones urbaines (R 151-18) ou de zones à urbaniser (R. 151-20), dont les conditions d'aménagement et d'équipement ne sont pas définies par des dispositions réglementaires, garantissent la cohérence des projets d'aménagement et de construction avec le projet d'aménagement et de développement durable.

Elles portent au moins sur :

- La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;
- La mixité fonctionnelle et sociale :
- La qualité environnementale et la prévention des risques :
- Les besoins en matière de stationnement ;
- La desserte par les transports en commun ;
- La desserte des terrains par les voies et réseaux.

Ces orientations d'aménagement et de programmation comportent un schéma d'aménagement qui précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur.

L'OAP patrimoniale (R 151-7)

Art. R. 151-7. – Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment dans les zones urbaines réglementées en application de l'article R. 151-19.

2.4 - Règlement

Le règlement a une valeur juridique opposable à toutes demandes d'autorisations d'urbanisme dans un rapport de conformité

- Il comprend une partie écrite et une partie graphique laquelle comprend un ou plusieurs documents (R151-10).
- Il fixe, en cohérence avec le PADD, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L 101-1 à 101-3 du code de l'urbanisme, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire (L 151-8 et L 151-9). Il délimite les zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU) et les zones naturelles et forestières (N) ou agricoles (A) à protéger et définit, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées (L 151-9).

Les règles pouvant être écrites et graphiques, si une règle fait exclusivement l'objet d'une représentation dans un document graphique, la partie écrite du règlement le mentionne expressément (R 151-11).

■ <u>Les destinations de constructions (R 151-27)</u>: chacune d'entre elles comprend une ou plusieurs sous-destinations décrites à l'article R 151-28 du code de l'urbanisme et qui sont définies par arrêté ministériel (R 151-29).

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des destinations et sous-destinations autorisées :

Destinations	Sous-destinations		
1° - Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole		
	Exploitation forestière		
2° - Habitation	Logement		
	Hébergement		
3° - Commerce et activités de services	Artisanat et commerce de détail		
	Restauration		
	Commerce de gros		
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle		
	Hébergement hôtelier et touristique		
	Cinéma		
4° - Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux, bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		
	Établissements d'enseignement		
	Établissements de santé et d'action sociale		
	Salle d'art et de spectacles		
	Équipements sportifs		
	Autres équipements recevant du public		
5° - Autres activités des secteurs secondaire et	Industrie		
tertiaire	Entrepôt		
	Bureau		
	Centre de congrès et d'exposition		

<u>Pour aller plus loin:</u> Arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous-destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu : https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2016/11/10/LHAL1622621A/jo/texte

■ Les secteurs de taille et de capacité limitées (STECAL) (L151-13)

A titre exceptionnel, le règlement peut délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

- des constructions ;
- des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ain-

si que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la Commission Départementale de la Préservation des espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF). Cet avis simple est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de 3 mois à compter de la saisine (R 151-26).

■ La constructibilité en zone A et N, hors STECAL

1/ Le changement de destination (L 151-11 2°)

En zones A et N, le règlement peut désigner tous les bâtiments pouvant bénéficier du dispositif. Ces bâtiments pourront faire l'objet d'un changement de destination, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole ni la qualité paysagère du site.

Le changement de destination et les autorisations de travaux liées sont soumis à l'avis conforme de la CDPENAF en zone agricole et de la CDNPS en zone naturelle.

2/ L'extension des bâtiments d'habitation et leurs annexes (L 151-12)

Tous les bâtiments d'habitation existants situés en zone A ou N peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes dès lors que cela ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement du PLU doit préciser la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. La définition d'autres règles telles que l'aspect extérieur des aménagements d'extension pourra par ailleurs contribuer à une meilleure intégration paysagère de l'ensemble. Les dispositions du règlement précitées sont soumises à l'avis simple de la CDPENAF.

Les autres bâtiments existants situés en zone A ou N ne peuvent faire l'objet d'aucune extension ou annexe (uniquement adaptation ou réfection), sauf s'il s'agit de constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière (ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole) ou de constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs (L 151-11 1°).

2.5 - Annexes

Les plans locaux d'urbanisme comportent en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

Les annexes visées dans les articles R.151-51 à R.151-53 du code de l'urbanisme comprennent notamment :

- les servitudes d'utilité publique,
- le schéma des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets,
- les prescriptions d'isolement acoustique édictées dans les secteurs qui, situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, sont affectés par le bruit et, d'autre part, la référence des arrêtés préfectoraux correspondants,
- les actes instituant des zones de publicité restreinte.
- les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain.

3 - Rappel : dispositions du règlement national d'urbanisme (RNU) applicables aux PLU

En dehors de l'obligation de compatibilité avec les documents précités, il convient également de rappeler que, même lorsqu'un PLU a été approuvé, les articles R111-2, R111-4, R111-25, R111-26 et R111-27

(articles d'ordre public) restent applicables aux constructions, aménagements, installations et travaux faisant l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une déclaration préalable, ainsi qu'aux autres utilisations du sol régies par ce même code, sur tout le territoire de la commune (article R. 111-1 du code de l'urbanisme). Ces dispositions comprennent donc une partie du règlement national d'urbanisme (RNU).

IV - PUBLICITÉ ET MISE A DISPOSITION NUMÉRIQUE

Selon les dispositions des articles L. 133-1 et suivant du code de l'urbanisme, depuis le 1^{er} janvier 2016, les communes ou leurs groupements compétents transmettent à l'État sous format électronique, au fur et à mesure des modifications de leurs dispositions, la version en vigueur des PLU ou cartes communales applicables sur leur territoire incluant les délibérations les ayant approuvés.

La numérisation des documents d'urbanisme en vue des transmissions s'effectue conformément aux standards de numérisation validés par la structure de coordination nationale prévue par les articles 18 et 19, paragraphe 2, de la directive 2007/2/ CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne. Pour la France, ces standards sont élaborés par le Conseil National de l'Information Géographique (CNIG).

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les communes ou leurs groupements compétents mettent à disposition, par voie électronique, dès leur entrée en vigueur, les plans locaux d'urbanisme applicables sur leur territoire.

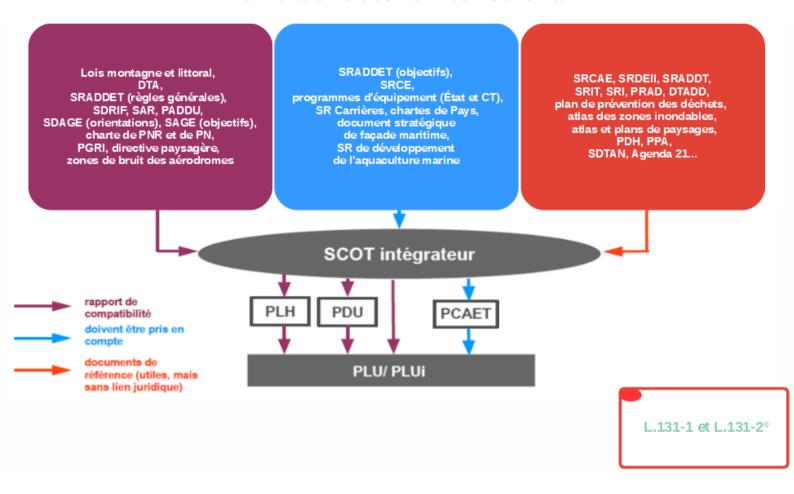
Cette mise à disposition est réalisée sur le GéoPortail de l'Urbanisme (GPU) ou, à défaut, sur le site internet de la commune ou de l'établissement public compétent ou, si ceux-ci n'en disposent pas, sur le site internet des services déconcentrés de l'État dans le département en charge de l'urbanisme.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, toute nouvelle version d'un document d'urbanisme doit être publiée sur le GPU.

V - ÉLÉMENTS À PRENDRE EN COMPTE DANS LE PLU

A - L'articulation des documents d'urbanisme avec les documents de rang supérieur

La hiérarchie des normes - Schéma



Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) prévu par la loi Notre de 2015, a été approuvé par arrêté préfectoral le 10 avril 2020, Il regroupe les SRIT (schéma régional des infrastructures et transports), SRCAE (schéma régional climat air énergie) et SRCE (schéma régional de cohérence écologique). Les documents d'urbanisme devront prendre en compte les objectifs du SRADDET et devront être compatibles avec les règles plus détaillées du fascicule.

Pour information, <u>l'ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020</u>, prise en application de l'article 46 de la loi ELAN, modifiera, entre autres, cette hiérarchie des normes pour les SCOT et les PLU dont l'élaboration ou la révision sera engagée à compter du 1^{er} avril 2021.

B - Le contexte du développement durable

1 - Principes généraux du code de l'urbanisme

Énoncés aux articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme, les principes généraux de ce code s'imposent aux documents d'urbanisme et notamment au PLU.

- Article L101-1: Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article <u>L. 101-2</u>, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.
- Article L101-2 : Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :
 - Principes d'équilibres entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales; le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux; une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ; la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ; les besoins en matière de mobilité.
 - Principe de qualité : qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville :
 - Principes de diversité : diversité des fonctions urbaines et rurale et mixité sociale dans l'habitat ;
 - Principes de sécurité et de salubrité publiques ;
 - Principes de prévention : Prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
 - Principes de respect de l'environnement : Protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
 - Principes de lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

2 - Directives territoriales d'aménagement (DTA)

Les directives territoriales d'aménagement (DTA) assurent l'interface entre les lois générales et les documents locaux. Elles représentent des documents stratégiques de planification territoriale à long terme, à mi-chemin entre la mise en œuvre des politiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Elles ont pour fonction :

- de permettre à l'État d'être le garant des grands principes d'aménagement et de développement durable du territoire définis par les articles L. 101-1 et L101-2 du code de l'urbanisme (voir point 1 ci-avant);
- de fixer les orientations fondamentales de l'État en matière d'aménagement et d'équilibre entre les perspectives de développement, de protection et la mise en valeur des territoires ;
- d'affirmer des priorités et d'établir une vision d'ensemble et transversale sur l'avenir des territoires identifiés comme porteurs d'enjeux nationaux ;

- de fixer les principaux objectifs de l'État en matière de localisation des grandes infrastructures de transport et des grands équipements, ainsi qu'en matière de préservation des espaces naturels, des sites et des paysages;
- d'organiser l'espace à une échelle géographique large et de mettre en cohérence sur ce territoire les orientations de l'État :
- de préciser, le cas échéant, les modalités d'application des lois littoral et montagne (voir point ciaprès pour la loi « montagne »).

Votre commune fait partie du périmètre de la **DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise**, approuvée par décret du Conseil d'État du 09/01/2007 et modifiée par arrêté préfectoral du 25 mars 2015.

Le territoire de votre commune est couvert par un schéma de cohérence territoriale (SCOT). Le SCOT de l'Ouest Lyonnais approuvé le 02/02/2011 (voir ci-dessous). Votre PLU devra donc être compatible avec la DTA au travers du respect des règles édictées par le SCOT, conformément à la partie III de l'article 13 de la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.

La DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise est disponible sur le site Internet de la DREAL Rhône-Alpes : http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/directive-territoriale-d-amenagement-dta-r3123.html

ou sur le site des services de l'Etat dans le Rhône :

http://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-urbanisme-construction-logement/Urbanisme/Documents-d-urbanisme/DTA

3 - Schémas de cohérence territoriale (SCOT)

3.1 - Objectifs du schéma de cohérence territoriale

Le schéma de cohérence territorial (SCOT) est un document d'urbanisme qui définit l'organisation spatiale et les grandes orientations de développement d'un territoire. Selon les dispositions de l'article <u>L,131-4</u> du code de l'urbanisme, **les PLU doivent être compatibles avec le SCoT** qui s'applique sur son territoire.

3.2 - Prise en compte du SCOT sur le territoire

Le territoire de votre commune est couvert par le SCOT de l'Ouest Lyonnais approuvé le 2 février 2011. Votre document d'urbanisme devra être compatible avec les orientations et prescriptions de ce SCOT. Une procédure de révision de ce SCOT est en cours, elle a été prescrite le 19 novembre 2014.

Le document approuvé est consultable sur le site Internet du syndicat mixte du SCOT : https://www.ouestlyonnais.fr/Le-SCoT-actuellement-en-revision a30.html

Le syndicat mixte de l'Ouest Lyonnais (structure porteuse du SCoT) est associé à l'élaboration de votre document d'urbanisme. Il vous communiquera directement les prescriptions qui s'imposent au territoire de votre commune.

4 - Dispositions particulières aux communes soumises à la loi montagne

Votre commune est concernée par la **loi Montagne** dans son intégralité.

Le lien ci-dessous permet de visualiser la carte dynamique des zones de montagne (loi montagne) dans le département du Rhône :

http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/169/zone_de_montagne.map

Les dispositions particulières aux communes soumises à la loi montagne, énoncées au **chapitre II du titre II du livre I** du code de l'urbanisme, s'appliquent aux zones définies par la loi « Montagne » n° 85-30 du 9 janvier 1985 modifiée, complétée par la loi de modernisation, de protection et de développement des territoires de montagne promulguée le 28 décembre 2016.

Ces éléments sont précisés aux articles L. 122-1 à L. 122-25 et R. 122-1 à R. 122-17 du code de l'urbanisme :

- Les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols doivent prévoir des dispositions propres à **préserver les espaces, paysages et milieux** caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard. Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares doivent notamment être protégées sur une distance de 300 m à compter de la rive : y sont interdits toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements. Les exceptions à ce principe sont strictement encadrées.
- Les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières doivent être préservées. Dans cette optique, la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche prévoit que, dans les régions qui comprennent des territoires classés en zone de montagne, le plan régional de l'agriculture durable détaille les actions spécifiques ou complémentaires que l'État mène pour l'agriculture de montagne, en tenant compte des orientations fixées en ce domaine par le schéma interrégional d'aménagement et de développement de massif, et en indiquant lesquelles ont vocation à être contractualisées dans le cadre de conventions interrégionales de massif (article L. 111-2-1 du code rural et de la pêche maritime).
- La capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation doit être compatible avec la préservation des espaces naturels et agricoles mentionnée ci-avant. Sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées, l'urbanisation devra se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux ou groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants (article L. 122-5 du code de l'urbanisme).

La commune ne pourra permettre d'urbaniser en discontinuité que :

- Si le schéma de cohérence territoriale (SCOT) applicable sur son territoire ou si le PLU comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus à l'article L. 122-7 du code de l'urbanisme ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels. Cette étude sera soumise, avant l'arrêt du projet de PLU, à la commission départementale de la nature, de paysages et de sites (CDNPS) dont l'avis devra être joint au dossier de l'enquête publique. Le PLU devra alors délimiter les zones à urbaniser (AU) dans le respect des conclusions de cette étude ;
- Ou, en l'absence d'une telle étude, le PLU peut délimiter des hameaux et des groupes d'habitations nouveaux intégrés à l'environnement ou, à titre exceptionnel et après accord de la chambre d'agriculture et de la CDNPS, des zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées, si le respect des dispositions prévues aux articles L122-9 et L122-10 du code de l'urbanisme ou la protection contre les risques naturels imposent une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante.

4.1 - Le développement touristique et les unités touristiques nouvelles

Le développement touristique et, en particulier, la création d'unités touristiques nouvelles (UTN), doivent prendre en compte les communautés d'intérêt des collectivités locales concernées et contribuer à l'équilibre des activités économiques et de loisirs, notamment en favorisant l'utilisation rationnelle du patrimoine bâti existant et des formules de gestion locative pour les constructions nouvelles. Leur localisation, leur conception et leur réalisation doivent respecter la qualité des sites et les grands équilibres naturels.

Pris pour l'application de l'article 71 de la loi du 28 décembre 2016, le décret n°2017-1039 du 10 mai 2017 modifie, à compter du 1^{er} août 2017, la procédure de création des UTN. Le texte entérine ainsi, aux nouveaux articles R. 122-4 et suivants du Code de l'urbanisme, la **nouvelle répartition législative entre UTN « structurantes »** (anciennes UTN de massif) qui continueront d'être planifiées au niveau des schémas de cohérence territoriale (Scot) **et UTN « locales »** (anciennes UTN départementales) qui devront être précisées dans les plans locaux d'urbanisme (PLU). Le texte modifie également plusieurs seuils existants.

Le champ d'application et les conditions d'autorisation d'UTN sont prévues aux articles L. 122-15 à L. 122-25 et R. 122-4 à R. 122-18 du code de l'urbanisme.

4.2 - L'urbanisation à proximité des plans d'eaux

L'article <u>L. 122-12 à L122-14</u> du code de l'urbanisme prévoit la protection des rives des plans d'eau partiellement situés en zone de montagne. Ainsi :

« Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive ; y sont interdits toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements.

Peuvent toutefois être exclus du champ d'application du présent article :

- 1. Par arrêté du préfet coordonnateur de massif, les plans d'eau dont moins du quart des rives est situé dans la zone de montagne ;
- 2. Par un plan local d'urbanisme, un schéma de cohérence territoriale ou une carte communale, certains plans d'eau en fonction de leur faible importance. »

Dans les secteurs protégés en application des premier et deuxième alinéas, ne peuvent être autorisés que des bâtiments à usage agricole, pastoral ou forestier, des refuges et gîtes d'étapes ouverts au public pour la promenade et la randonnée, des aires naturelles de camping, un équipement culturel dont l'objet est directement lié au caractère lacustre des lieux, des installations à caractère scientifique si aucune autre implantation n'est possible et des équipements d'accueil et de sécurité nécessaires à la pratique de la baignade, des sports nautiques, de la promenade ou de la randonnée ainsi que des projets visés au 1° de l'article L. 111-4.

Par dérogation aux dispositions de l'article L122-12, des constructions et aménagements peuvent être admis, en fonction des spécificités locales, dans certains secteurs délimités :

- 1. Soit par un plan local d'urbanisme ou un schéma de cohérence territoriale, avec l'accord du préfet et au vu d'une étude réalisée et approuvée dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 122-7;
- 2. Soit par une carte communale, avec l'accord du préfet, après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, et au vu d'une étude justifiant que l'aménagement et l'urbanisation de ces secteurs sont compatibles avec la prise en compte de la qualité de l'environnement et des paysages. Dans ce cas, chaque permis de construire est soumis pour avis à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites.

C - Politiques publiques thématiques

1 - Habitat

1.1 - Principes généraux de la politique de l'habitat

Votre document d'urbanisme doit prendre en compte l'ensemble des populations vivant sur le territoire communal ou celles appelées à y venir. Les différents types d'habitat doivent être recensés et intégrés au projet communal qui doit comporter un diagnostic, évaluer les besoins et les traduire en termes d'utilisation du sol.

Les dispositions réglementaires principales en matière d'habitat sont les suivantes :

- Articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme ;
- Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) ;
- Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat (UH) ;
- Loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine :
- Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;
- Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;
- Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion :
- Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
- Loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;
- Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- Les articles L. 511-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, concernant les bâtiments menaçant ruine ;
- Les articles L. 1311-4, L. 1331-22 à L. 1331-31, du code de la santé publique, concernant les bâtiments insalubres ;
- Les articles L. 1334-1 à L. 1334-12 du code de la santé publique, sur le saturnisme.
- L'article L. 1334-13 du code de la santé publique, sur l'amiante.
- Loi n° 2018 -1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi Elan)

1.2 - Outils favorisant la diversité de l'offre de logements

Le règlement du PLU peut délimiter :

- dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements comportent une proportion de logements d'une taille minimale qu'il fixe(article L151-14 du CU)
- dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale (article L151-15 du CU)
- des terrains sur lesquels sont institués dans les zones urbaines et à urbaniser des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit (article L151-41 4° du CU)

Un programme d'intérêt général (PIG) ou une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) peuvent être des outils mis en œuvre par la collectivité afin d'accompagner l'amélioration de son parc de logements privés. Les actions mises en œuvre à travers ces outils peuvent concerner plusieurs thématiques : l'adaptation des logements au vieillissement des occupants, la sortie de logements locatifs conventionnés privés, la lutte contre la précarité énergétique, la lutte contre l'habitat indigne ou bien encore l'accompagnement des copropriétés en difficulté.

1.3 - Plans locaux d'urbanisme et Programmes locaux de l'habitat

Un programme local de l'habitat (PLH) est un document réalisé, conformément aux articles L. 302-1 à L. 302-10 et R. 302-1 à R. 302-33 du code de la construction et de l'habitation, par un établissement public de coopération intercommunale, **visant à répondre à des objectifs communs en matière d'habitat.**

Le PLH définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et à favoriser la mixité sociale en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements (Logement locatif social public ou privé, accession sociale ou libre...).

L'article L. 131-4 du code de l'urbanisme dispose que les PLU doivent être compatibles avec les PLH. Lorsque le PLH est approuvé après l'approbation du PLU, ce dernier doit être, si nécessaire, rendu compatible dans un délai de 3 ans. Toutefois ce délai est réduit à 1 an pour permettre la réalisation d'un ou de plusieurs programmes de logements prévus dans un secteur de la commune par le PLH et nécessitant une modification du PLU.

La commune de Saint-André-la-Côte fait partie de la Communauté de Communes du Pays Mornantais (COPAMO) depuis le 26 décembre 1996.

Par délibération en date du 11 septembre 2020, la commune a fait part de son intention de réviser son Plan Local d'Urbanisme. La COPAMO a approuvé son premier Programme Local de l'Habitat (PLH) en 2008 et le 2ème le 25 février 2014. La révision du PLH a été lancée le 17 décembre 2019.

Le territoire de la commune est couvert par le SCoT de l'Ouest Lyonnais approuvé 2 décembre 2011. La commune de Saint-André-la-Côté est située dans polarité 4. Le SCOT indique un plafond des logements à construire :

- 40 % maximum de logement individuels (10 à 20 logements/hectare) ;
- 35 % minimum d'habitat groupé (20 à 50 logements/hectare);
- 25 % minimum d'habitat collectif (50 logements/hectare).

La production maximale de logements pour la commune de Saint-André-la-Côte sur la période 2006-2020 est de 25, dont 16 % de logements locatifs sociaux.

Pour la commune de Saint-André-la-Côte, le Programme Local de L'Habitat fixe pour objectif maximum la production de 12 logements sur la période 2014-2019, dont :

- 25 % de logement individuel pur
- 45 % de logement individuel groupé
- 30 % de logement collectif.

Le PLH prévoit 15 % de logements locatifs sociaux au sein de la production globale de logements, dont 15 % de PLAI.

Seuls trois logements ont été autorisés et un conventionné avec l'Anah.

Le PLH préconisait, en cas de révision du PLU, d'alléger la contrainte pour la commune en les dégageant du droit de délaissement des emplacements réservés en les remplaçant par des OAP et des servitudes de mixité sociale.

Le nouveau PLH est actuellement au stade du diagnostic. La commune doit cependant être encouragée à intégrer les orientations du nouveau PLH dès qu'elles seront définies.

En 2015, selon les données Filocom, la commune compte 101 résidences principales et 14 résidences secondaires. Elle comptabilise 17 logements vacants pour un parc total de 132 logements soit près de 13 % de vacance. 84 % des ménages sont des propriétaires occupants.

1.4 - Mixité sociale

L'objectif de mixité sociale anime l'ensemble de la politique du logement en allant de la programmation au financement, à l'attribution et à la gestion des logements.

En matière de mixité sociale, les villes peuvent aller au-delà de la notion réglementaire issue de la loi SRU qui s'applique aux logements.

Logement social

<u>définition du logement locatif social (LLS)</u>: les différents types de logements ou de foyers considérés comme logements sociaux sont listés à l'article L 302-5 du code de la construction et de l'habitat.

La loi SRU, indépendamment des instruments d'amélioration de la qualité de l'habitat existant, a fait de l'objectif de mixité sociale un enjeu essentiel du renouvellement urbain.

Son article 55 renforcé par la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social a ainsi permis de réaffirmer le principe d'atteindre un **minimum de 25 % (ou 20%)** de logements sociaux dans le parc total de logement des communes de plus de 3 500 habitants situées dans une agglomération, ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, de plus de 50 000 habitants et comportant une commune de plus de 15 000 habitants (article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation).

La loi prévoit également que les communes concernées atteignent leur objectif de 25 % d'ici 2025, entraînant ainsi un renforcement du rythme de rattrapage. À ce titre, les objectifs de la 5° période triennale (2014-2016) sont fixés à 25 %, ceux de la 6° période (2017-2019) à 33 %, de la 7° (2020-2022) à 50 % et ceux de la 8° (2023-2025) à 100 % des logements manquants. Cependant, si la commune est couverte par un PLH, ce sont les objectifs fixés par ce dernier qui seront à prendre en compte.

Enfin la loi favorise la mobilisation du foncier public en faveur du logement. À ce titre, elle instaure la possibilité d'une cession gratuite des terrains, bâtis ou nus, appartenant au domaine privé de l'État et de ses établissements publics (dont la liste est fixée par décret) au profit du logement social (article L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques).

La commune de Saint-André-la-Côte n'est pas située dans le périmètre de l'unité urbaine de Lyon ou de Vienne au sens de l'INSEE. **Elle n'est pas donc pas soumise à l'obligation de produire au moins 25 % de logements locatifs sociaux**. Un logement a été subventionné par l'Anah. Aujourd'hui, la commune compte 284 habitants (données population INSEE 2017).

Dans le cadre de la loi solidarité et renouvellement urbains (SRU), la commune de Saint-André-la-Côte doit cependant veiller à la mixité sociale, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, tout en prenant en compte par ailleurs les objectifs fixés par le SCOT en matière d'habitat et par le PLH. Tous les outils visant à favoriser la réalisation de logements sociaux devront être utilisés au mieux par la commune dans son document d'urbanisme.

1.5 - Accueil et habitat des gens du voyage

Il est rappelé que le plan local d'urbanisme doit satisfaire aux besoins en habitat (article L. 101-2 du code de l'urbanisme). Ainsi, il ne devra pas empêcher l'utilisation dans les zones constructibles de terrains aménagés afin de permettre l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage stipule dans son 1er article que les communes de plus de 5000 habitants figurent obligatoirement au schéma départemental. Le schéma précise la localisation des aires permanentes d'accueil et leur capacité. Il localise également les aires de grand passage, ouvertes ponctuellement durant l'année, ainsi que les terrains familiaux locatifs aménagés et implantés dans les conditions prévues à l'article L. 444-1 du code de l'urbanisme et destinés à l'installation prolongée de résidences mobiles. Si la commune appartient à un EPCI dotés de la compétence en matière d'accueil des gens du voyage, l'EPCI est maître d'ouvrage et responsable de la mise en œuvre des actions du schéma. Toutefois, comme le rappelle le schéma départemental, toutes les communes, quelle que soit leur taille et qu'elles soient soumises ou non à la réalisation d'une aire d'accueil ou de grand passage, ont un devoir d'accueil des gens du voyage. Cette obligation découle de la jurisprudence issue de l'arrêté du Conseil d'État "ville de Lille c/Ackerman" n°13.205 du 2 décembre 1983.

Dans le Rhône, le schéma, co-signé par le Préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de département et le Président du conseil départemental et le président de la Métropole de Lyon, a été approuvé par arrêté conjoint le 14 février 2020, pour la période 2019-2025. Les principaux enjeux portés par le schéma sont les suivants :

- La finalisation de la réalisation des équipements d'accueil temporaire ;
- L'accompagnement des gens du voyage ancrés territorialement pour répondre à leurs éventuels besoins en habitat pérenne ;
- L'amélioration de l'accès aux soins, de l'inclusion sociale et économique des ménages et de la connaissance du public.

Il est disponible sur le site internet des services de l'État dans le Rhône, http://www.rhone.gouv.fr, rubrique Politiques-publiques/Aménagement du territoire urbanisme construction logement/Logement/Gens-duvoyage :

http://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-urbanisme-construction-logement/Logement/Gens-du-voyage/Schema-departemental-metropolitain-d-accueil-et-d-habitat-desgens-du-voyage

Je vous rappelle par ailleurs pour information qu'une aire d'accueil prévue pour de l'habitat permanent des gens du voyage doit être classée en zone U dans le futur PLU (cf. article L. 444-1 du code de l'urbanisme : « l'aménagement de terrains bâtis ou non bâtis pour permettre l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs est soumis, selon la capacité d'accueil de ces terrains, à permis d'aménager ou à déclaration préalable. Ces terrains doivent être situés dans des secteurs constructibles »).

1.6 - Habitat et énergie

L'article L. 151-28 3° du code de l'urbanisme stipule que « Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit qui peut être modulé mais ne peut excéder 30 %, pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive. La limitation en hauteur des bâtiments ne peut avoir pour effet d'introduire une limitation du nombre d'étages plus contraignante d'un système constructif à l'autre. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application de la majoration

Ce dépassement ne peut excéder 20 % dans un secteur sauvegardé, dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine créée en application de l'article L. 642-1 du code du patrimoine, dans le périmètre de protection d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques défini par l'article L. 621-30-1 du même code, dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du même code, ni aux travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou adossé à un immeuble classé, ou sur un immeuble protégé en application de l'article L. 151-19.

Pour bénéficier de ce dépassement, les constructions concernées doivent répondre aux exigences de l'arrêté interministériel du 3 mai 2007 (NOR : SOCU0750659A). La partie de la construction en dépassement ne sera pas assujettie au versement résultant du dépassement du plafond légal de densité.

De plus, L'application combinée des 2° et 4° de l'article L151-28 ne peut conduire à autoriser un dépassement de plus de 50 % du volume autorisé par le gabarit de la construction.

Pour des informations sur la démarche EcoQuartier: voir le site du ministère de la transition écologique : http://www.ecoquartiers.logement.gouv.fr/, ainsi que le site du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales : https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/demarche-ecoquartiers

1.7 - Études pouvant être consultées

■ Données Majic disponibles sur votre commune (source DGFIP) L'outil proposé mesure l'évolution de la "tache urbaine" dans le temps, sur votre commune, entre 1968 à 2011. Cette "tâche" est constituée de l'ensemble du parcellaire comportant un bâti.

Voir annexe n°1 : Evolution de la tâche urbaine

■ <u>Vidéo foncier de l'urbanisation du Rhône</u>: Il s'agit d'une succession de cartes établies année par année entre 1900 et 2012. L'effet produit par le défilement des images permet de montrer, à l'échelle communale ou intercommunale, une "tâche urbaine" qui se propage et de visualiser le phénomène d'urbanisation au fil du temps :

http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/videos-foncier-des-communes-du-rhone-a3941.html

2 - Déplacements

2.1 - Principes

L'offre de transports doit répondre aux besoins de mobilité (droit au transport) existants et futurs tout en limitant les nuisances.

Le rapport de présentation de votre document d'urbanisme devra notamment traiter les points ciaprès :

- fonctionnement du réseau par une approche multimodale, une analyse urbaine et une étude des accidents ;
- hiérarchisation du réseau et propositions d'aménagements induits ;
- conditions d'accessibilités, du territoire et de la chaîne de déplacements (personnes à mobilité réduite...), de desserte en transport en commun et de sécurité interne des futures zones urbaines.

En outre, le projet communal devra s'interroger sur la place dévouée à chacun des modes de transports, notamment celle de l'automobile et développer les modes de transports collectifs, et les modes de transports doux (pistes cyclables, aménagements piétons). La notion de rabattement vers les pôles desservis par les transports collectifs doit orienter la réflexion. Le projet de territoire transcrit dans votre document d'urbanisme devra viser les objectifs suivants :

- La maîtrise de l'étalement urbain et des déplacements automobiles :
 - renforcement de l'attractivité du centre urbain ou noyau villageois et aménagements qualitatifs des espaces publics ;
 - desserte des zones à urbaniser, à partir des voiries existantes dans le cadre de l'étude du schéma de voirie concomitante à l'étude du projet de document d'urbanisme ;

- mettre en cohérence la localisation des secteurs d'urbanisation avec l'offre de transports en commun :
- faire des axes forts de déplacements une armature urbaine structurante.
- Le droit au transport pour tous et la liberté du choix au moyen de déplacement :
 - accessibilité aux services pour tous, y compris les personnes à mobilité réduite, les personnes âgées et les habitants des guartiers défavorisés ;
 - desserte des quartiers prioritaires de la politique de la ville par les réseaux transports en communs et/ou modes doux :
 - choix possible d'un mode « doux » alternatif à la voiture particulière (deux roues, cheminement piéton).
- Le développement équilibré des différents modes de transport :
 - assurer des conditions favorables au fonctionnement et à l'extension du réseau de transports en commun;
 - incitation aux déplacements des deux roues par la sécurisation et la continuité des parcours, ainsi que des normes de stationnement adaptées devant les équipements publics ainsi que pour les lieux publics ;
 - maillages piétonniers pour l'accès aux services et pour permettre la perméabilité entre quartiers ;
 - optimisation des réseaux et des équipements de transport existants ;
 - définition d'une politique de stationnement adaptée aux différents types d'usage et de lieux (des normes doivent être édictées en tenant compte de l'automobile et des vélos), n'incitant pas à l'usage de la voiture et conforme au PDU s'il existe.

La question de la sécurité routière devra être intégrée tout au long de l'élaboration du PLU tant au niveau du diagnostic, que du rapport de présentation, du PADD et du règlement (L101-2).

L'étude de votre document d'urbanisme devra être l'occasion de faire le point sur les accidents corporels de la circulation routière, d'analyser le réseau des voies pour en saisir le fonctionnement et en optimiser les fonctions et étudier les cheminements (piétons et deux roues) induits par les équipements publics.

Par ailleurs, les emplacements réservés pour les voiries et les équipements devront être choisis pour permettre de créer des liaisons confortables et sûres pour les déplacements engendrés.

La localisation des zones d'habitation, de commerces, de services, d'emplois ou d'équipements induit des besoins de déplacement. Ainsi, les choix d'urbanisme peuvent permettre de diminuer les besoins de déplacement : la proximité des différentes fonctions urbaines (la mixité urbaine) permet de se dispenser de nombreux déplacements motorisés, et la création de voies dédiées aux circulations douces (piétons, vélos) diminue les risques routiers.

Conformément à l'article L. 153-13 du code de l'urbanisme, le maire devra recueillir l'avis de l'autorité organisatrice des transports urbains suivantes sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables du PLU :

 SYTRAL (Syndicat Mixte des Transports pour le Rhône et l'Agglomération Lyonnaise) pour tout le département

2.1.1 - Dispositions réglementaires en matière de transports et déplacements

- Le code des transports ;
- Les articles L. 222-1 à L. 222-8 et R. 222-1 à R. 222-36 du code de l'environnement ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiée « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » ;
- Les articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-1 à L. 2213-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
- Le code de la route ;

■ les articles L. 123-8 et R. 123-5 du code de la voirie routière.

2.1.2 - Des déplacements pour tous

Afin de respecter le principe de « diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile » énoncé à l'article L. 101-2 3° du code de l'urbanisme, le PLU devra justifier ou démontrer que le trafic automobile généré a été limité ou fait l'objet de mesures permettant de maîtriser la circulation automobile.

Il devra ainsi préciser les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritairement dans les secteurs desservis par les transports en commun (ferroviaires, cars réguliers ou scolaires...).

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) définit les orientations générales concernant les transports et les déplacements (article L151-5 de ce même code).

L'établissement d'un document d'urbanisme doit être l'occasion d'appréhender de façon globale le sujet des déplacements et de la sécurité de tous les usagers piétons, cyclistes, deux roues motorisées, conducteurs de poids lourds et automobilistes.

2.2 - Accessibilité

Le Code des transports reconnaît le droit de tous les usagers, y compris ceux dont la mobilité est réduite ou souffrant d'un handicap, à se déplacer et la liberté d'en choisir les moyens (articles L. 1111-1 à L. 1111-6 du Code des transports). Le code prévoit sa mise en œuvre dans les conditions économiques, sociales et environnementales les plus avantageuses pour la collectivité et dans le respect des objectifs de limitation ou de réduction des risques, accidents, nuisances, notamment sonores, émissions de polluants et de gaz à effet de serre.

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pose le principe de l'accessibilité de la ville à tous et notamment de l'accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite sur toute la chaîne de déplacements (article 45). En cas d'impossibilité avérée, des moyens de transport adaptés doivent être mis à disposition des concernés sans surcoût par rapport à l'offre existante. Par ailleurs, cette loi prévoyait :

- à chaque commune ou établissement public de coopération intercommunale ayant compétence à cet effet d'élaborer un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics avant le 23 décembre 2009 (décret n°2006-1657 du 21 décembre 2006). Ce plan de mise en accessibilité précise les conditions et délais de réalisation des équipements et aménagements prévus. Il tient compte des dispositions du plan de déplacements urbains et du plan local de déplacement s'ils existent;
- aux autorités organisatrices de transport d'élaborer des schémas directeurs d'accessibilité, dans les trois ans à compter de la publication de la loi.

Il conviendra de prendre en compte si nécessaire, dans le cadre de l'élaboration des PLU, les emprises de voirie et d'espace public permettant la mise en œuvre de ce plan et de ces schémas.

2.3 - Sécurité des déplacements

Le code général des collectivités territoriales (CGCT) donne aux maires les pouvoirs de police, c'est-à-dire « le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique », dont « notamment la sécurité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques » (articles L. 2212-1 et L. 2212-2 du CGCT). Le maire, de par ses pouvoirs de police, prend des arrêtés de circulation : par des arrêtés motivés, il organise la circulation, le stationnement... (articles L. 2213-1 à L. 2213-6 de ce même code). Toutefois, l'avis du préfet est requis pour les voies classées « route à grande circulation ».

Le code de l'urbanisme fixe un certain nombre de règles liant l'urbanisation et les voiries. Ceci est le cas en particulier pour les reculs par rapport aux voies, les prescriptions relatives aux accès, les obligations en termes d'aires de stationnement et les emplacements réservés. On peut noter en particulier les articles L111-6 à L111-10 qui encadrent la constructibilité le long des grands axes routiers. Le principe étant que la construction est interdite le long des axes à grande circulation sauf si le PLU ou la carte communale comporte une étude justifiant de l'opportunité d'occuper ces espaces.

Le code de la voirie routière fixe les conditions de gestion, d'occupation du domaine routier.

Le SYTRAL organise les transports urbains et routiers interurbains sur l'ensemble du territoire rhodanien :

- le réseau TCL, les services Optibus et Rhônexpress sur le territoire de la métropole de Lyon, les 6 communes adhérentes et la Communauté de Communes de l'Est lyonnais
- le réseau Libellule sur le territoire de l'Agglomération de Villefranche Beaujolais Saône
- le réseau des Cars du Rhône sur le territoire du département du Rhône (hors métropole de Lyon)

Lien vers le site du SYTRAL:

http://www.sytral.fr/415-le-reseau-cars-du-rhone.htm

Accidentologie

La méthode d'analyse des accidents conduit à identifier sur la base d'une période de 5 ans des zones d'accumulation d'accidents de la circulation (ZAAC) sur les axes routiers selon des tests statistiques. Cette méthode est basée sur la recherche des zones où la densité d'accidents est significativement plus élevée que sur la référence.

	Nombre d'accidents			Nombre de victimes		
ST ANDRE LA COTE	total	graves	mortels	tués	blessés Hospitalisés	blessés légers
Hors agglo	0	0	0	0	0	0
En agglo	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0	0

Période d'étude : 01/01/2015 - 31/12/2019

2.4 - Études pouvant être consultées

■ Carte dynamique des accidents de la route dans le Rhône – Année 2018

http://carto.geo-ide.application.i2/1277/accident route 069 2018.map

2.5 - Plan de déplacements urbains (PDU)

Outil de planification et de coordination, le plan de déplacements urbains (PDU) vise à réduire la place et l'usage de l'automobile dans l'espace public au profit des transports publics et des modes de transport « doux ». Le partage de l'espace public qu'il prévoit tend à favoriser une intégration des piétons et cyclistes dans la chaîne des déplacements.

Le PDU vise également à organiser le stationnement et à aménager la voirie.

L'élaboration d'un PDU a pour but de penser le lien entre urbanisme et déplacements ainsi que la cohérence d'ensemble des transports sur un territoire.

Les PLU doivent être compatibles avec les dispositions du PDU (art L. 131-4 du code de l'urbanisme).

Les documents de planification traitent à des échelles différentes de l'organisation des transports de voyageurs et de marchandises sur leur territoire particulier.

2.6 - Études pouvant être consultées sur les déplacements

- Le plan de mobilité rural : élaboration, mise en œuvre et évaluation (CEREMA) en téléchargement gratuit : https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/plan-mobilite-rurale-elaboration-mise-oeuvre-evaluation-0
- Tout sur le plan local d'urbanisme en 4 fiches (CEREMA) en téléchargement gratuit : https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/plu-plan-local-urbanisme-fiches-ndeg-1-2-3-4
- Mobilités actives au quotidien Rôle des collectivités (2013,Réseau français des Villes-Santé de l'OMS) : https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/07guide methodo mobilites actives.pdf

3 - Milieux aquatiques : Plans d'eau, cours d'eau, et nappes aquifères

Le cycle de l'eau doit être respecté pour garantir une qualité en rapport avec ses usages, ce qui implique au-delà de la gestion de l'assainissement et de la gestion de la distribution d'eau potable, la prise en compte des fonctions régulatrices des zones humides et des fonctionnements des réseaux hydriques, à une échelle territoriale cohérente.

L'article L. 211-1 du code de l'environnement instaure et définit l'objectif d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, gestion qui prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique.

À cette fin, il est notamment préconisé :

- d'intégrer les différents enjeux de l'eau dans les projets d'urbanisme et d'aménagement, en concevant des formes urbaines soucieuses de la gestion de l'eau (voirie, densité, limitation de l'étalement urbain, imperméabilisation) :
- de prendre en compte les enjeux de préservation de la biodiversité et des milieux aquatiques et des espaces de fonctionnalité de ces milieux (zones d'expansion des crues, zones nécessaires au bon fonctionnement et à la recharge des nappes, zones humides, corridors biologiques);
- d'élaborer un document d'urbanisme permettant une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains et ruraux, la préservation de l'eau, des écosystèmes et la prévention des
- pollutions;
- d'analyser économiquement les projets d'urbanisme en intégrant les coûts induits du point de vue de la ressource en eau (traitement de l'eau, eau potable, ...).

3.1 - Schémas de gestion des eaux (SDAGE) et directive cadre sur l'eau (DCE)

Prévu aux articles L. 212-1 et suivants et R. 212-1 et suivants du code de l'environnement, le **schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)** est un outil de planification réglementaire chargé d'assurer la gestion de la ressource et des écosystèmes aquatiques. Il fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et définit les actions à mettre en œuvre pour en améliorer la qualité au niveau de chaque grand bassin hydrographique. Il couvre la période 2016-2021 et précise les objectifs de qualité (bon état, bon potentiel,...) à atteindre pour chaque « masse d'eau » (rivière, lac, eau souterraine, ...) et les échéances associées (2021, 2027). Il définit également les orientations fondamentales à retenir pour atteindre ces objectifs et sont accompagnés d'un programme de mesures à mettre en œuvre.

Les communes du territoire du département du Rhône relèvent soit du **SDAGE Rhône-Méditerranée** approuvé par arrêté du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, coordonnateur de bassin en date du 03 décembre 2015 (NOR: DEVL1526029A), soit du **SDAGE Loire-Bretagne**, approuvé par arrêté du préfet

de la région Centre Val de Loire, coordonnateur de bassin, en date du 18 novembre 2015 (NOR: DEVL1526024A).

Prévu aux articles L. 212-3 et suivants et R. 212-26 et suivants du code de l'environnement, **le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)** est un outil de planification réglementaire chargé d'assurer la gestion de la ressource et des écosystèmes aquatiques à long terme à l'échelle des bassins versants de cours d'eau.

Lorsqu'un SDAGE ou un SAGE est approuvé après l'approbation d'un PLU, ce dernier doit si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de 3 ans (article L. 111-1-1 précité).

Votre territoire est concerné par le **SDAGE du bassin Loire-Bretagne**, approuvé le 18 novembre 2015 par arrêté du préfet de la région Centre Val de Loire, préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne (NOR: DEVL1526024A).

Orientations fondamentales du SDAGE Loire-Bretagne

Le SDAGE arrête pour une période de 6 ans la politique du bassin selon **14 orientations fondamentales** (OF) de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques :

- OF 1 : Repenser les aménagements de cours d'eau ;
- OF 2 : Réduire la pollution par les nitrates ;
- OF 3 : Réduire la pollution organique et bactériologique ;
- OF 4 :Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides ;
- OF 5 :Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses ;
- OF 6 : Protéger la santé en protégeant la ressource en eau ;
- OF 7 :Maîtriser les prélèvements d'eau ;
- OF 8 :Préserver les zones humides ;
- OF 9 :Préserver la biodiversité aquatique ;
- OF 10 :Préserver le littoral ;
- OF 11 :Préserver les têtes de bassin versant ;
- OF 12 :Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques;
- OF 13 :Mettre en place des outils réglementaires et financiers ;
- OF 14 :Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

Objectifs DCE

Le SDAGE fixe des **objectifs d'atteinte du bon état des eaux**, conformément à la Directive Cadre européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000. Un objectif ambitieux est visé par le SDAGE Loire Bretagne 2016-2021 avec 61 % des masses d'eau en bon état d'ici 2021. Le SDAGE est en cours de révision pour le prochain cycle 2022-2027.

Ce bon état est en effet réputé atteint pour les cours d'eau si :

- l'état chimique est bon, notamment au regard des normes de qualité concernant 41 substances dangereuses prioritaires,
- l'état écologique est bon ou très bon, selon plusieurs indices biologiques (invertébrés, diatomées, poissons) dans un contexte morphologique favorable.

Pour les eaux souterraines, le bon état est apprécié en fonction de la qualité chimique et de l'équilibre quantitatif entre prélèvements et alimentation de la nappe.

Dans certains cas, l'objectif de bon état n'ayant pas été atteint en 2015 pour des raisons techniques ou économiques, le délai est alors reporté à 2021 ou au plus tard à 2027.

Le SDAGE s'accompagne d'un **programme de mesures** qui propose les actions à engager sur le terrain pour atteindre les objectifs d'état ainsi fixés. Ce programme vise des mesures réglementaires appliquant intégralement la législation européenne et nationale aux rejets et prélèvements, au traitement des eaux résiduaires urbaines, aux captages prioritaires d'eau potable, à la restauration des milieux aquatiques. Il décline des mesures clés territorialisées et ciblées, identifiées dans chacun des bassins versants avec les

collectivités territoriales et partenaires en fonction des problèmes rencontrés. Elles sont de natures très variées : diagnostics, plans de gestion des eaux pluviales, restauration de berges, prévention des pollutions d'origine agricole, protection des zones humides, etc.

Les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau (réglementation locale, programme d'aides financières, etc.), aux SAGE et en particulier aux documents tels que les schémas départementaux de carrière, les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les schémas de cohérence territoriale (SCOT).

Si la commune de **Saint André la Cote** fait partie du district Loire Bretagne, votre territoire est tout de même concerné sur l'est de la commune par le **SDAGE Rhône-Méditerranée**, approuvé pour la période 2016-2021 par arrêté du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée-Corse, en date du 03 décembre 2015 (NOR: DEVL1526029A).

Orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée

Le SDAGE arrête pour une période de 6 ans la politique du bassin selon **9 orientations fondamentales** (OF) de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques :

- OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique
- OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- OF 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- OF 3: Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- OF 4: Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- OF 5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- OF 6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
- OF 7: Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- OF 8: Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Masses d'eau concernées :

Votre territoire est concerné par les masses d'eau (ME) suivantes :

- la Masse d'eau (ME) souterraine FRGG048 Bassin versant de la Loire forézienne. L'état des lieux actualisé en 2019 montre un bon état physico-chimique et quantitatif de la masse d'eau.
- Masse d'eau superficielle FRGR0167a La Coise et ses affluents depuis la source jusqu'à Saint-Galmier

L'état des lieux actualisé en 2019 montre un risque de non atteinte du bon état lié aux pressions sur la morphologie, la continuité écologique des cours d'eau, l'hydrologie et la pression liées aux macropolluants.

■ la Masse d'eau (ME) souterraine FRDG611 – Socle Monts du Lyonnais, beaujolais, maconnais et chalonnais

La masse d'eau est en bon état quantitatif et en bon état chimique, d'après l'état des lieux du SDAGE approuvé en 2019 par le comité de bassin Rhône-Méditerranée. Cette masse d'eau présente cependant un risque de non atteinte du bon état en 2027 du fait de la pression de pollution par les pesticides.

Les états des lieux actualisés pour les deux SDAGE sont disponibles sous :

– pour le SDAGE Loire-Bretagne :

https://donnees-documents.eau-loire-bretagne.fr/home/donnees/etat-2017-cours-deau.html https://donnees-documents.eau-loire-bretagne.fr/home/donnees/etat-2017-plans-deau.html https://donnees-documents.eau-loire-bretagne.fr/home/donnees/etat-2017-eaux-souterraines.html

PAC 2021 : PLU de Saint André la Cote

- pour le SDAGE Rhône-Méditerranée :

https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion-de-leau/sdage-2022-2027-elaboration/donnees-techniques-de-reference-du-sdage-2022-2027

Le SDAGE pour la période 2016-2021 est consultable sur le site Internet de l'agence de l'eau Loire Bretagne : http://www.eau-loire-bretagne.fr/.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 est consultable sur le site Internet du bassin Rhône-Méditerranée http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/.

Les SDAGE Rhône-Méditerranée et Loire-Bretagne et leurs programmes de mesures associés sont actuellement en révision pour le cycle 2022-2027.

SDAGE et document d'urbanisme

Un **guide "Eau et urbanisme en Rhône-Méditerranée »** est disponible sur le site Internet du bassin, afin d'aider les collectivités locales, territoriales et syndicat mixte dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme à assurer la compatibilité avec ce SDAGE et avec le PGRI :

https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion-de-leau/sdage-2016-2021-en-vigueur/eau-et-urbanisme

Il a vocation à donner des clés de lecture pour que les documents d'urbanisme intègrent les éléments à prendre en compte au titre du SDAGE et du PGRI du bassin Rhône-Méditerranée, et donc pour s'assurer de leur compatibilité, que ce soit dans le domaine de la lutte contre les pollutions, la préservation des milieux aquatiques, l'eau potable, la gestion des eaux pluviales, la prévention des inondations.

3.2 - SAGE

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux – SAGE – (articles L. 212-3 et suivants et R. 212-26 et suivants du code de l'environnement), dont l'élaboration est conduite par le président de la commission locale de l'eau, fixe les objectifs généraux et les dispositions permettant de satisfaire aux principes énoncés aux articles L. 211-1 et L. 430-1 du code de l'environnement. C'est un document de planification qui guide l'ensemble des décisions des acteurs du territoire concernant les eaux souterraines (nappes), les eaux superficielles (rivières, milieux humides...) et par conséquent les usages des sols.

- Il fixe des objectifs de qualité à atteindre dans un délai donné et contribue ainsi à l'atteinte de l'objectif de bon état des eaux poursuivi par la directive cadre sur l'eau ;
- Il identifie et protège les milieux aquatiques sensibles ;
- Il définit des actions de protection de la ressource et de lutte contre les inondations.

Votre territoire est concerné par :

- le SAGE Loire en Rhône-Alpes approuvé le 30 août 2014
- l'émergence d'une démarche de SAGE sur les bassins versants du Garon et de l'Yzeron

Concernant le SAGE Loire en Rhône-Alpes :

Orientations générales :

L'état des lieux et le diagnostic ont permis à la Commission Locale de l'eau de définir 6 enjeux pour le SAGE Loire en Rhône Alpes :

- Enjeu n°1 : Préservation et amélioration de la fonctionnalité (hydrologique, épuratoire, morphologique, écologique) des cours d'eau et des milieux aquatiques.
- Enjeu n°2 : Réduction des émissions et des flux de polluants.
- Enjeu n°3 : Économie et partage de la ressource.
- Enjeu n°4 : Maîtrise des écoulements et lutte contre le risque d'inondation.
- Enjeu n°5 : Prise en compte de l'eau et des milieux aquatiques dans le développement et l'aménagement du territoire.
- Enjeu n°6 : Gestion concertée, partagée et cohérente de la ressource en eau et des milieux

Sur le site Internet du SAGE Loire en Rhône-Alpes (https://sage-loire-rhone-alpes.fr/), sont notamment disponibles l'état des lieux complet réalisé en 2012 (ex. cartographie des zones humides, des captages...) et la stratégie déclinée en règles de gestion et programmes d'actions pour les années à venir.

Les périmètres, l'état d'avancement et les documents relatifs aux SAGE sont également disponibles sur le site Internet : http://www.gesteau.eaufrance.fr et sur le site internet du SAGE (https://sage-loire-rhone-alpes.fr).

Un premier bilan de la mise en œuvre du SAGE a notamment démontré la nécessité de **renforcer le volet gestion quantitative de la ressource en eau dans une logique d'adaptation au changement climatique.** En effet, les distributions temporelles et géographiques de la ressource en eau ont évolué de manière significative depuis l'élaboration du premier schéma, avec des périodes d'étiages plus longues et plus sévères et une augmentation des besoins agricoles liée au changement climatique. La question du partage de la ressource entre les usages et les besoins des milieux naturels devient un enjeu de première importance sur le périmètre du SAGE Loire en Rhône-Alpes.

A la demande des services de l'État et des acteurs locaux, la commission locale de l'eau envisage de s'orienter vers l'élaboration d'un Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) répondant aux objectifs de l'instruction du gouvernement du 7 mai 2019 et de la disposition 7B du SDAGE Loire-Bretagne.

Concernant l'émergence d'une démarche de SAGE sur les bassins versants du Garon et de l'Yzeron :

Ce SAGE fait partie des SAGE nécessaires inscrits dans le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021. Le périmètre « Ouest-Lyonnais » inscrit dans le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 concerne les 4 sous-bassins Garon, Yzeron, Brévenne et Azergues et a été identifié comme « SAGE nécessaire » en raison des enjeux « eau » à traiter et du contexte d'évolution démographique et donc d'urbanisation rapide dans ces territoires. Le projet de SAGE 2022-2027 adapte ce périmètre en proposant un SAGE sur les bassins Garon-Yzeron.

Le SMAGGA et le SAGYRC ont lancé en fin d'année 2020 une étude sur la préfiguration et le périmètre d'un SAGE sur les bassins du Garon et de l'Yzeron.

3.3 - Contrat de rivière ou de milieux

Un contrat de milieux est un instrument d'intervention à l'échelle de bassin versant.

Les contrats de milieux (rivière, lac, nappe, baie, ...) sont des outils d'intervention à l'échelle de bassin versant donnant lieu à un important programme d'études puis de travaux coordonné et animé généralement par une structure porteuse et une équipe technique permanente. En pratique, les contrats de milieux déclinent les objectifs majeurs du SDAGE sur leur bassin versant. Ils sont aussi les outils à privilégier pour permettre l'atteinte du bon état des masses d'eau à l'horizon 2015 comme le demande la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE).

L'objet essentiel du contrat de milieu est d'aboutir à un programme d'actions, généralement à horizon 3-6 ans, en terme d'études, de travaux, etc. financé par différents partenaires. Ces actions sont décidées après un travail important en terme de définition des objectifs poursuivis et leur mise en œuvre est évaluée au travers d'indicateurs précis. De plus, à mi-parcours du contrat et à son achèvement, un bilan doit être dressé. A noter toutefois que les objectifs du contrat de milieu n'ont pas de portée juridique.

Aussi, dispose-t-on sur les territoires qui font l'objet d'un contrat de milieu d'une connaissance fine des enjeux liés à l'eau et de centres de ressource (comité de rivière, équipe technique permanente) à associer aux démarches d'aménagement du territoire.

Si les objectifs du contrat de rivière n'ont pas de portée juridique, il est néanmoins important de les prendre en compte dans le cadre de l'élaboration des PLU.

Contrat en cours ou en projet :

Votre territoire est concerné par :

1- le contrat Coise (2017-2021)

Le contrat territorial de la Coise et affluents est porté par le SIMACOISE.

Les axes et enjeux suivants ont été définis :

Axe : Amélioration de la qualité de l'eau

- restauration de la qualité de l'eau dont lutte contre les pollutions diffuses d'origine agricole ;
- restauration de la qualité de l'eau vis-à-vis des produits phytosanitaires en ZNA ;
- suivre l'évolution de la qualité de l'eau

Axe 2 : amélioration de l'état écologique des cours d'eau

- restauration des milieux dégradés ;
- restauration de la continuité écologique :
- luttes contre les espèces invasives ou indésirables ;
- connaissance et mise en valeur des milieux aquatiques ;

Axe 3: Gestion quantitative:

- mieux gérer les eaux pluviales ;
- améliorer la connaissance des quantités d'eau disponible ;
- aménager le territoire pour limiter les écoulements ;
- sensibiliser les acteurs locaux aux problèmes liés aux faibles débits d'étiage ;

Axe 4: communication et concertation.

Suite à la fin du contrat territorial de la Coise et de ses affluents en 2021, le SIMA Coise lance une étude bilan sur la procédure de contrat territorial qui sera réalisée par un bureau d'étude.

Le diagnostic hydrogéomorphologique permettra de :

- Etablir un état des lieux en fin de procédure et le comparer à celui réalisé en 2013 pour l'intégrer dans l'étude bilan globale
- Définir les nouveaux objectifs de gestion des milieux aquatiques du bassin de la Coise.

2- le contrat de rivière du Garon (2013-2018)

Ce contrat est achevé.

Un prochain contrat de bassin 2021-2024 devrait prochainement voir le jour.

Les périmètres, état d'avancement et documents relatifs aux contrats de rivières sont consultables sur le site : www.gesteau.fr/presentation/contrat), et sur le site des collectivités porteuses de la démarche :

- contrat Coise http://www.sima-coise.fr/-Le-contrat-de-Riviere-.html
- contrat Garon : https://www.contratderivieredugaron.fr/

3.4 - Cours d'eau

La prise en compte de l'existence, de la qualité et du fonctionnement des cours d'eau et des zones humides présents sur le territoire est un préalable nécessaire à la révision du PLU.

La qualité actuelle des cours d'eau et les objectifs des pouvoirs publics sont également consultables sur le site :

• Loire-Bretagne: https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html

La commune portera une attention toute particulière aux enjeux suivants :

 assurer la qualité et la bonne gestion des cours d'eau du territoire communal, et plus particulièrement des « corridors rivulaires », c'est-à-dire les bandes de terrain le long des cours d'eau dont la végétation naturelle boisée (ou ripisylve) est influencée par la rivière et interagit avec elle.

Les outils réglementaires de protection de ces cours d'eau devront être étudiés, en lien avec les enjeux des continuités écologiques, puis retranscrits dans le règlement graphique par un zonage approprié à proximité (N) ou l'utilisation d'une mesure de protection spécifique (Espace Boisé Classé ou protection au titre du L. 151-23 du code de l'urbanisme). Il est conseillé de consulter le guide « L'arbre, la rivière et l'homme » du Conseil Scientifique du Patrimoine Naturel et de la Biodiversité

L'interface entre les zones urbanisées et les cours d'eau doit être bien géré, notamment afin d'assurer un entretien de la ripisylve et de prévenir de possibles désordres hydrauliques. Dans ce sens, un classement de la ripisylve en espace boisé classé (EBC) peut s'avérer compliqué sur le plan réglementaire.

Une réflexion est à avoir dans le cadre du PLU.

D'une part, le classement en EBC entraîne le rejet de plein droit d'une demande de défrichement (L113-2 du code Urbanisme). Lorsque la ripisylve constitue un cordon boisé de plus de 30 mètres de largeur et d'une superficie supérieure à 4 hectares, il est susceptible de relever du code forestier imposant alors l'instruction d'une demande de défrichement lors de la réalisation de travaux sur la berge du cours d'eau.

D'autre part, concernant l'entretien des arbres bordant le cours d'eau, le classement en EBC entraîne l'application du code de l'urbanisme et en particulier les dispositions réglementaires liées à une déclaration préalable en mairie des coupes et abattages d'arbres (hors arbres dangereux ou créant des embâcles) L421-4 du code de l'urbanisme modifié par la Loi Biodiversité du 8/8/2016. Le classement en EBC d'une ripisylve de plus de 30 mètres de largeur et constituant un boisement au sens du code forestier entraîne cependant l'application un régime de dispense au titre du code forestier selon l'arrêté préfectoral 2008-4095 du 25 août 2008 :

« article 1. Sont dispensées, en application du quatrième cas.d'exemption évoqué à l'article R. 130.21 du code de l'urbanisme, de la déclaration préalable prévue par l'article L. 130-1 de ce même code, les coupes d'une superficie maximum de quatre hectares entrant dans une des catégories ainsi définies :

catégorie 5 coupes réalisées dans les haies, les boisements linéaires de moins de 30 mètres de large et dans les bandes boisées bordant les cours d'eau sur une largeur de 30 mètres de part et d'autre des deux rives, prélevant moins de la moitié du volume et moins d'un tiers des tiges sur pied »

L'espace boisé classé est à réserver pour des secteurs à enjeu paysager, architectural pour des tronçons de cours d'eau en bon état sanitaire, hors des zones instables dues à des souches ou branches gênantes.

Consulter: http://www.graie.org/graie/graiedoc/doc_telech/Doc_rivieres_vol2.pdf

• prendre en compte la protection des berges (érosion, ...) et la cohabitation entre le lit de la rivière et les usages et activités humaines (espace de mobilité du cours d'eau ou bande de débordement).

Il est à noter que de nombreuses masses d'eau de ce territoire sont en bon état et il est important que le développement de la commune et l'aménagement de son territoire ne vienne pas porter atteinte à ce bon état. Lorsque les masses d'eau sont dégradées, ce développement devra être compatible avec les objectifs de « bon état » 2021 ou 2027.

Votre territoire est concerné par les cours d'eau suivants :

Le ruisseau des Reculées

Ce cours d'eau est classé en 1ère catégorie piscicole.

Le Conseil Département du Rhône dispose d'une cartographie des cours d'eau sur lesquels s'applique la réglementation police de l'eau issue des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement. Cette cartographie, qui couvre 100 % du territoire départemental, présente des cours d'eau confirmés et des présomptions de cours d'eau, qui sont des secteurs qui nécessitent en cas de besoin, une expertise de terrain.

Les références cartographiques sur les thématiques cours d'eau et plans d'eau sont consultables sur le site des services de l'Etat dans le Rhône:

http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/365/cours eau spe 069.map

Au titre de la continuité écologique, l'article L. 214-17 du Code de l'environnement prévoit l'établissement d'un classement des cours d'eau selon deux listes :

 une liste 1 de cours d'eau, sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages, s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique; • une liste 2 de cours d'eau, sur lesquels tout ouvrage doit être géré, entretenu et équipé dans un délai de cinq ans après la publication des listes, pour assurer le transport suffisant de sédiments et la circulation des poissons migrateurs.

Ces classements constituent un des moyens permettant de maîtriser l'aménagement des cours d'eau par des ouvrages faisant obstacle partiellement ou totalement à la libre circulation des poissons et au déplacement naturel des sédiments.

Ils visent à la fois la préservation de la continuité écologique sur des cours d'eau à valeur patrimoniale reconnue, et la réduction de l'impact des obstacles existants notamment dans les cours d'eau dégradés.

Les arrêtés de classement sont consultables en utilisant les liens ci-dessous :

Pour le bassin Loire-bretagne :

- liste 1: https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000026209154/2020-12-04/
- liste 2: https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000026209166/2020-12-04/

3.5 - Plans d'eau

La problématique des plans d'eau est à la croisée de différents enjeux :

- environnementaux : qualité de l'eau, gestion quantitative, milieu humide, peuplement piscicole...;
- économiques : tourisme, agriculture, pêche...;
- et sécuritaires : sécurité publique, réglementation « barrage », rétention d'eaux pluviales...

Les plans d'eau sont donc des **éléments structurants**. C'est pourquoi il convient à la fois de veiller à leur situation administrative et/ou technique au regard de la loi sur l'eau et de les prendre en considération dans les projets d'urbanisation, notamment ceux identifiés comme prioritaires par les services en charge de la police de l'eau.

Principaux textes législatifs et réglementaires concernant les plans d'eau :

- décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques
- article L214-18 du code de l'environnement et circulaire du 21 octobre 2009 relative à la mise en œuvre du relèvement au 1er janvier 2014 des débits réservés des ouvrages existants ;
- arrêtés ministériels modifiés du 27 août 1999 (création et vidange de plans d'eau).

Dans le cadre de la préservation des espaces naturels, le zonage et le règlement du PLU, doivent permettre, sous réserve de mesures compensatoires et conformément à la réglementation en vigueur, des travaux notamment ceux liés à l'entretien courant et la mise en conformité/agrandissement des retenues collinaires à usage irrigation.

Cartographie départementale

La police de l'eau a identifié et cartographié, en vue de leur mise en conformité, plus de 1500 plans d'eau sur le département du Rhône, dont 600 à vocation agricole.

Les références cartographiques sur les thématique cours d'eau et plan d'eau sont consultables sur le site des services de l'Etat dans le Rhône : https://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-developpement-durable-risques-naturels-et-technologiques/Eau/Cours-d-eau-milieux-aquatiques-zones-humides-frayeres

Les plans d'eau existants sur votre territoire sont les suivants (liste non exhaustive) :

ac	Id dministrati f DDT IdPE	bassin versant	lieu- dit	situation	hauteur digue (m)	volume m³	surface m ²	usage	Priorité de mise en conformit é
	26	Coise	La Villardière	En dérivation du cours d'eau	5	5000	1300	Irrigation	IV
	27	Coise	La Gironière	En travers du cours d'eau	5,2	10000	4500	Irrigation	I
	115	Coise	La Chourelière	En dérivation du cours d'eau	6	6500	2300	Irrigation	IV
	134	Coise	La Chalaye	En haut de bassin versant	-	4000	1600	Abreuve ment	IV
	143	Coise	Les Saignes	En travers du cours d'eau	1,5	300	400		IV
	1514	Coise	Le Plat du Foin	En dehors de tout cours d'eau	3	1000	500	Irrigation	IV

Il est nécessaire de tenir compte dans le document d'urbanisme des contraintes et impacts potentiels de ces ouvrages sur la gestion des eaux pluviales, et sur la sécurité des habitations situées en aval.

Loi montagne et plans d'eau

Il est rappelé que la loi Montagne prévoit des dispositions pour certains plans d'eau. Se reporter à la partie sur la loi Montagne.

3.6 - Nappes d'eau souterraines

Principaux textes législatifs et réglementaires concernant les nappes d'eaux souterraines :

- L211-1, L214-2, L 214-8 à 11, R 214-1 à 31, R 214-32 à 62 du code de l'environnement
- arrêtés ministériels du 11/09/03 modifiés relatifs aux modalités de création d'un ouvrage d'accès à la nappe et au prélèvement associé
- décret du 2 juillet 2008 relatif à la déclaration en mairie des ouvrages domestiques

La protection des eaux souterraines portent à la fois sur les aspects qualitatifs et quantitatifs :

- sur le volet qualitatif :
 - l'analyse des incidences du PLU doit s'assurer que l'occupation du sol et les aménagements prévus prennent en compte la sensibilité du milieu au transfert de pollutions et le cas échéant fixent des prescriptions sur l'implantation d'activités sensibles, sur les modalités de gestion des eaux pluviales ou des rejets, ainsi que sur la surveillance qualitative de la nappe.

Plus particulièrement :

- le développement d'activités à risques utilisant des produits toxiques pour l'homme et l'environnement sont à éviter autant que possible au droit d'aquifères perméables et à proscrire des zones de protection d'aires d'alimentation de captages ou de périmètres de captage.
- ➤ Il est proposé dans le cadre de l'élaboration du PLU un programme de surveillance des eaux souterraines amont-aval de zones industrielles finalement positionnées au droit d'aquifères sensibles
- les zones A et N sont maintenues à l'intérieur des zones de protection de captage ou des périmètres de protection de captage, et l'implantation de prairies ou cultures bas niveaux d'intrants y est recherché.
- la réalisation des forages est réglementée, ceux-ci devant permettre de limiter le risque d'infiltration préférentiel. L'analyse des incidences du PLU doit comprendre un levé environnemental des points d'accès à la nappe accompagné d'un diagnostic de leur état

et une appréciation de leur degré d'exposition à des produits toxiques et dangereux pour l'homme et l'environnement afin de définir une hiérarchisation d'ouvrages à reprendre pour améliorer la protection de la ressource en eau souterraine.

■ sur le volet quantitatif :

• le PLU tient compte de toutes les orientations détaillées au paragraphe 1.7, notamment en Zone de Répartition des Eaux.

3.7 - Éléments concernant la gestion quantitative de la ressource en eau

Principaux textes législatifs et réglementaires :

 L211-1, L214-2, L 214-8 à 11, R 211-71 à 74, R 214-1 à 31, R 214-32 à 62 du code de l'environnement

Quelle que soit la sensibilité du territoire, l'analyse des incidences du PLU doit quantifier l'impact cumulé des prélèvements permanents et saisonniers réalisés sur les différents aquifères et le comparer à la recharge naturelle des aquifères et des cours d'eau du territoire communal. Les projets d'aménagements prennent en compte les dispositions pouvant découler de la mise en œuvre d'un arrêté restreignant de manière conjoncturelle l'usage en eau. Une période d'interdiction d'arrosage de 4 à 6 semaines est notamment possible dans certains territoires. Les projets d'aménagements envisagés précisent les modalités avec lesquelles cette contrainte à l'arrosage est prise en compte.

Les Zones de Répartition des Eaux (ZRE) sont définies sur des secteurs à forte tension quantitative. Leur délimitation est précisée sur la cartographie dynamique suivante :

 $\underline{https://geo.data.gouv.fr/fr/datasets/11cb24a9354c4d87d03f97ad3d17cfba5625d191}\\ et:$

https://catalogue.datara.gouv.fr/rss/atomfeed/atomdataset/edd8cbbd-281b-459c-8d58-eba3fb0dac18

L'objectif visé sur ces zones est de cadrer et réduire progressivement la pression annuelle de prélèvement afin d'éviter l'apparition systématique d'épisodes de sécheresse nécessitant la mise en place de mesures conjoncturelles contraignantes.

En Zone de Répartition des Eaux :

- un levé environnemental des points d'accès à la nappe est nécessaire à l'évaluation des incidences du PLU. Il comprendra les renseignements sur le maître d'ouvrage ou le cas échéant le propriétaire, l'usage du puits, s'il constitue réglementairement un forage domestique, un IOTA, ou est utilisé au sein d'une ICPE, et les volumes annuels prélevés (estimés le cas échéant).
- tout projet d'aménagement dont les exigences en eau remettent en cause l'équilibre quantitatif de l'aquifère considéré est interdit. De manière prospective, l'analyse des incidences du PLU quantifie les besoins en eau des différents projets d'aménagements envisagés en identifiant pour chacun d'entre eux les solutions de substitutions possibles à l'aquifère classé en ZRE.
- tout projet d'aménagement nécessitant l'utilisation d'une ressource en eau classée en ZRE justifie de son usage au moyen de l'analyse poussée d'une séquence Eviter-Réduire-Compenser, détaillant notamment :
 - les solutions de substitution : autre aquifère ou autre ressource pouvant être utilisée
 - les mesures de réductions de consommation déployées : amélioration, pilotage de procédé, choix d'espèces végétales ou de couvert faiblement consommateur, ...
 - les mesures de compensations éventuelles : réinjection, financement de dispositifs économes de la ressource
- L'analyse des incidences du PLU doit permettre de faire un état des lieux prospectif de la consommation en eau sur le territoire communal, identifiant les ressources en eau sollicités ou envisagées.

Les projets d'aménagements fortement consommateurs d'eau (nouvelle zone d'activité avec des entreprises de production/transformation, stades, piscine) sont privilégiés en dehors de la ZRE.

La commune n'est pas en ZRE.

Elle est cependant concernée par :

- l'émergence d'un Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) sur le territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes. Il s'agit d'une démarche de gestion concertée de la ressource, afin d'anticiper une dégradation de la situation et d'intégrer une adaptation au changement climatique.

Une étude de préfiguration de la révision du SAGE Loire en Rhône Alpes portant sur un bilan des connaissances en matière de gestion quantitative de la ressource en eau est en cours de réalisation.

- le Plan de Gestion de la Ressource en eau (PGRE) du Garon 2016-2021

Le bassin versant du Garon est identifié en déficit quantitatif par le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée et son orientation fondamentale 7. Le PGRE constitue une déclinaison opérationnelle du SDAGE. Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du bassin versant du Garon (SMAGGA) est la structure porteuse du PGRE élaboré. Le syndicat porte l'animation de la mise en œuvre du PGRE. L'étude de volumes prélevables réalisée a permis notamment la détermination d'un volume prélevable global sur les ressources superficielle et souterraine du territoire, et la répartition entre les différentes catégories d'usagers, qui sert à l'ajustement des autorisations de prélèvement sur le bassin versant du Garon. Le PGRE fixe un ensemble d'actions visant les différentes catégories d'usagers du bassin versant.

4 - Eau potable et assainissement

4.1 - Eau potable

Ouelques textes législatifs et réglementaires :

- Protection des eaux potables :
 - articles L. 1321-2, L. 1321-3 et R. 1321-13 du code de la santé publique. Voir notamment le droit de préemption urbain dans les périmètres de protection rapprochée :
 - titre I^{er} du livre II du code de l'environnement, notamment ses articles L. 210-1, L. 211-1 à L. 211-3, L. 211-5 à L. 211-9 et L. 211-11, R. 212-14;
 - articles R. 114-1 à R. 114-10 du code rural sur les aires d'alimentation des captages ;
 - articles R. 2224-6 à R. 2224-22-6 du code général des collectivités territoriales;
 - circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine.

L'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales énonce que « les communes sont compétentes en matière de distribution d'eau potable. Dans ce cadre, elles arrêtent un schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution . Elles peuvent également assurer la production d'eau potable, ainsi que son transport et son stockage. Toutefois, les compétences en matière d'eau potable assurées à la date de publication de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques par des départements, des associations syndicales autorisées ou constituées d'office ne peuvent être exercées par les communes sans l'accord des personnes publiques concernées ».

Les collectivités territoriales sont responsables de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et, à ce titre, ont le devoir de protéger ces eaux et leurs points de prélèvement. Elles doivent également s'assurer que les besoins actuels et futurs sont satisfaits et prévoir une alimentation de secours dans tous les secteurs desservis.

L'instauration des **périmètres de protection des captages** est obligatoire par arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique (DUP). Cet arrêté fixe les limites de chaque périmètre (immédiat, rapproché et éventuellement éloigné) et les servitudes qui s'y appliquent.

L'article L1321-2 du code de la santé publique précise que : « Dans les périmètres de protection rapprochée de captage d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme. Ce droit peut être délégué à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale responsable de la production d'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues à l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme. » Cette démarche permet de maîtriser l'usage des espaces via un bail intégrant des clauses environnementales pour la préservation de la ressource en eau.

Par ailleurs, le recours à une alimentation différente de celle du réseau public, par prélèvement d'eau dans le milieu naturel (source, puits, forage...) n'est possible qu'en l'absence de desserte par un réseau public (article 14 du règlement sanitaire départemental). En l'absence de réseau public, le recours aux captages privés (sous réserve de la réglementation en vigueur) doit être limité aux seules constructions existantes en zones agricoles (A) ou naturelles et forestières (N), et éventuellement aux futures constructions en zone agricole. Pour ces captages privés d'eau potable, déclarés en mairie (usage monofamilial) ou autorisés par le préfet (autres usages), le projet d'urbanisme devra prendre en compte la protection de la nappe exploitée au voisinage de ces ouvrages qui ne peuvent bénéficier de servitudes d'utilité publique.

(Rappel: depuis le 1^{er} janvier 2009, la déclaration auprès des mairies des forages à usage domestique (prélèvement inférieur ou égal à 1000 m³ d'eau par an) existants ou à créer est obligatoire. Plus d'informations sont disponibles sur : https://www.ecologie.gouv.fr/protection-ressource-en-eau#:~:text="Deux raisons essentielles justifient la déclaration des, réseau public si%2C à l'issue d'une... More

Alimentation en eau potable (AEP)

La commune est adhérente du *syndicat Des Monts du Lyonnais et de la Basse Vallée du Gier.* Le syndicat a confié la gestion de son réseau de distribution à la société *SUEZ-LYONNAISE DES EAUX.* L'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS) tient à disposition le rapport annuel 2017 sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Votre territoire est alimenté par les captages de l'Ile du Grand Gravier situés à Grigny et exploitant la nappe alluviale du Rhône.

Avant distribution, l'eau subit un traitement de un traitement de chlore à la station de traitement de Grigny.

Par ailleurs, l'alimentation en eau potable du syndicat est sécurisée, en cas d'incident sur le réseau ou de pollution accidentelle de la ressource, par une alimentation de secours : interconnexion entre le territoire de distribution qui intègre Saint-André-la-Côte à :

- le syndicat de production Saône Turdine (par la Station de Traitement du Jonchay) ;
- le syndicat de production Rhône Sud (interconnectée avec la station de traitement de l'Ile du Grand Gravier) ;
- la commune d'Ampuis ;

Eau potable et SDAGE :

SDAGE Loire-Bretagne

Deux orientations fondamentales du **SDAGE Loire Bretagne** s'attachent particulièrement à la préservation de l'eau potable tant sur le plan qualitatif que quantitatif :

- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau : dispositions 6B, 6C, 6D, 6E;
- Maîtriser les prélèvements d'eau : dispositions 7A, 7B, 7C, 7D, 7E.

Etudes pouvant être consultées :

Etude de préfiguration de la révision du SAGE Loire en Rhône Alpes : bilan des connaissances en matière de gestion quantitative de la ressource en eau (lancement de l'étude en novembre 2020).

SDAGE Rhône-Méditerranée

Les dispositions spécifiques à la protection de la ressource utilisée pour la production d'eau destinée à la consommation humaine sont encadrées par l'orientation fondamentale n°5E

« évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine ».

La préservation des capacités d'accès à une eau potable de qualité, actuelle et future, s'appuie notamment sur la délimitation de zones de sauvegarde, au sein des masses d'eau souterraine ou des aquifères stratégiques pour l'alimentation en eau potable, conformément à l'article R. 212-4 du code de l'environnement.

Votre territoire n'est pas concernée par une zone de sauvegarde.

Les dispositions spécifiques sur la gestion quantitative de la ressource sont encadrées par l'orientation fondamentale n°7 d'«atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ».

Dans le cadre de ces dispositions, les politiques d'aménagement dans les territoires doivent respecter le principe de non dégradation des milieux aquatiques notamment par la mise en œuvre exemplaire de la séquence « éviter-réduire-compenser » appliquée à l'ensemble des projets, plans et programmes territoriaux.

L'application du principe de non dégradation est requise dans le cadre d'aménagement et de planification. Elle suppose d'assurer une meilleure prise en compte de l'environnement dans les processus de décision et d'orienter les différents scénarios d'aménagement vers la recherche systématique de la meilleure option environnementale dans une logique de développement durable.

Les SCOT et, en l'absence de SCOT, les PLU doivent être compatibles avec les objectifs fixés par le plan de gestion de la ressource en eau. Dans ce cadre :

- Une urbanisation nouvelle ne peut être planifiée sans avoir vérifié au préalable la disponibilité suffisante de la ressource en eau. Pour l'application de l'objectif de non dégradation des masses d'eau et des milieux naturels, les projets de SCOT ou de PLU analysent l'adéquation entre la ressource en eau disponible et les besoins en eau des aménagements envisagés, en tenant compte des équipements existants et de la prévision de besoins futurs en matière de ressource en eau, des études d'évaluation des volumes prélevables globaux et des plans de gestion de la ressource en eau (y compris économies d'eau, règles de partage de l'eau et ressources de substitution) lorsqu'ils existent ainsi que des éléments prospectifs développés au titre de la disposition 0-03.
- Les collectivités établissent les schémas de distribution d'eau potable prévus à l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales en s'appuyant sur ces éléments.
- D'une manière générale, les acteurs économiques et de l'aménagement du territoire, notamment les collectivités, prennent en compte la disponibilité de la ressource et son évolution prévisible dans leurs projets de développement et donnent la priorité aux économies d'eau et à l'optimisation des équipements existants.

Votre territoire est concerné par le secteur en équilibre fragile suivant :

■ le bassin versant du Garon

Un plan de gestion de la ressource en eau (PGRE) est mis en place (2016-2021).

Études pouvant être consultées :

Les documents du PGRE peuvent être consultés sur le site internet du SMAGGA qui est la structure porteuse.

Captages:

Votre territoire n'est pas concerné par les périmètres de protection des captages.

Il existe 2 ouvrages et captages privés enregistrés dans la base de données du BRGM et consultables sur le site Infoterre (données anonymisées).

4.1.1 - Études pouvant être consultées

- Les cartes de localisation des captages d'eau potable et leurs arrêtés de déclaration d'utilité publique (DUP) sont disponibles sur le site internet de l'Agence Régionale de la Santé (ARS) https://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/eau-potable-6. En l'absence de DUP, l'étude environnementale préalable et le rapport de l'hydrogéologue agréé peuvent être consultés directement auprès du maître d'ouvrage (mairie ou syndicat d'eau) ou de l'ARS
- Les fiches de synthèse annuelles réalisées par l'ARS sur la qualité des eaux par commune sont également consultables sur ce même site internet : https://carto.atlasante.fr/1/ars-metropole-udi-infofactures.map.
- Rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement en application du L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, et notamment les indicateurs définis dans l'arrêté du 2 mai 2007 relatif à ces rapports;
- Rapport annuel au maire sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, réalisé par l'ARS ;
- Aires d'alimentation des captages prioritaires (et programmes d'actions agricoles) : http://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-developpement-durable-risquesnaturels-et-technologiques/Eau/Ressources-en-eau/Protection-des-aires-d-alimentation-decaptages-contre-les-pollutions-diffuses.

4.2 - Assainissement et gestion des eaux pluviales

4.2.1 - Assainissement

Les articles L. 210-1 et L. 211-1 et suivants du code de l'environnement précisent les obligations des collectivités dans le domaine de l'assainissement. Ils traduisent la nécessité d'une **gestion équilibrée et solidaire de l'eau**, induite par l'unité de la ressource et l'interdépendance des différents besoins ou usages, afin de concilier simultanément les exigences de l'économie et de l'écologie. La préservation des écosystèmes aquatiques et zones humides est ainsi clairement affirmée.

En application des dispositions relatives à l'assainissement énoncées au code de la santé publique et au code général des collectivités territoriales, la commune présentera une synthèse du mode de collecte et de traitement des eaux usées.

Les systèmes d'assainissement non collectif devront être réalisés conformément aux dispositions de :

- l'arrêté du 7 septembre 2009 (NOR: DEVO0809422A) fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif (recevant à une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5);
- l'arrêté du 27 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif recevant une charge de pollution organique > à 1,2 kg/j de DBO5

En application des principes des articles L. 101-2 du code de l'urbanisme et L. 211-1 du code de l'environnement, confortés par les orientations du SDAGE, le projet d'urbanisme devra garantir la préservation de la qualité de l'eau. Ainsi, le PLU ne pourra prévoir l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation que dans la mesure où les équipements d'assainissement (réseau, station d'épuration, dispositifs de gestion des eaux pluviales) sont en capacité de traiter efficacement l'ensemble des effluents engendrés.

La lettre préfectorale du 11 septembre 2007 à l'attention des élus (jointe en annexe n°2: Assainissement) précise les modalités de prise en compte de l'assainissement dans l'élaboration des documents d'urbanisme et l'ensemble des informations à fournir dans le rapport de présentation, le règlement et les annexes sanitaires.

Les modes de traitement et d'évacuation des eaux usées et pluviales devront prendre en compte les contraintes de protection liées aux usages des milieux récepteurs, tant pour la baignade que pour les eaux destinées à l'alimentation humaine, et à l'objectif d'atteinte du bon état des milieux aquatiques.

Les articles L. 2224-7 et suivants et R. 2224-6 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) définissent les compétences des collectivités locales dans la gestion et la maîtrise des eaux, notamment en matière d'assainissement et dans le domaine de la sécurité de la distribution de l'eau potable. En particulier, l'article L. 2224-10 du CGCT vous fait **obligation de délimiter sur votre territoire des zones d'assainissement** : "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- 2° les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif (...)"

Conformément aux dispositions des articles L.151-39 et R 151-49 du code de l'urbanisme, le règlement du PLU peut délimiter ces zones.

La lettre préfectorale du 11 septembre 2007 précitée précise les modalités de prise en compte de l'assainissement dans l'élaboration des documents d'urbanisme. Elle rappelle la nécessité de mise en conformité réglementaire des installations d'assainissement (en place ou à venir) et de leur adéquation avec les projections établies dans les documents d'urbanisme.

Par ailleurs, l'article L. 1331-10 du code de la santé publique précise que tout déversement **d'eaux usées non domestiques** dans le réseau public de collecte (y compris les eaux de vidange des bassins de natation) doit être préalablement autorisé par le maire ou le président de l'établissement public compétent en matière de collecte à l'endroit du déversement. L'autorisation fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement.

Autres textes sur l'assainissement :

- directive européenne n° 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU) ;
- circulaire interministérielle du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées des communes soumises aux échéances des 31 décembre 1998, 2000 et 2005 en application de la directive n° 91/271/CEE (ci-dessus).

4.2.2 - Eaux pluviales

L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales prévoit que "les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique : (...)

- 3° les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- 4° les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement."

Conformément aux dispositions des articles L 151-39 et R 151-49 du code de l'urbanisme, le règlement du PLU peut délimiter ces zones.

La loi traduit ainsi la nécessité de prendre en compte les impacts négatifs que l'augmentation des surfaces imperméabilisées et l'absence de réflexion sur l'assainissement et les eaux pluviales, impliquent sur les réseaux, la ressource et les milieux (engorgement des réseaux, dysfonctionnements des systèmes d'épuration, pollution des milieux récepteurs, inondations...).

Les eaux de ruissellement doivent être **maîtrisées** au plus près du lieu où elles sont générées, par des techniques appropriées. Ces techniques consistent à :

- stocker localement et restituer progressivement l'eau à faible débit dans le réseau aval, au moyen d'un ouvrage hydraulique de régulation ;
- aider l'infiltration des eaux dans le sol pour limiter les problèmes d'érosion, d'inondation et de ruissellement.

Elles permettent de diminuer la quantité d'eau ruisselée et de réalimenter les nappes phréatiques. Les techniques d'infiltration doivent être privilégiées, lorsque les caractéristiques du sol le permettent, et moyennant des mesures prises pour que les eaux infiltrées soient de bonne qualité de façon à ne pas polluer les nappes souterraines. Quand les techniques d'infiltration ne sont pas suffisantes, une rétention doit être mise en place. Le dimensionnement d'un ouvrage de stockage consistera à calculer le volume maximum arrivant dans un ouvrage de rétention pour une période de retour donnée.

La norme européenne NF EN 752-2, relative aux réseaux d'évacuation propose les prescriptions suivantes :

LIEU	FREQUENCE D'INONDATION		
Zones rurales	1 tous les 10 ans		
Zones résidentielles	1 tous les 20 ans		
Centres-villes, zones industrielles ou commerciales : 1- risque d'inondation vérifié 2- risque d'inondation non vérifié	1 tous les 30 ans		
Passages souterrains routiers ou ferrés	1 tous les 50 ans		

Le débit de fuite est choisi de manière à ne pas aggraver la situation par rapport au ruissellement généré par le terrain naturel avant aménagement.

Il est rappelé que **le rejet d'eaux pluviales** dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol **est soumis à une procédure préalable** au titre des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement, dès lors que la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est supérieure à 1 hectare.

Zonage d'assainissement

La commune dispose d'un zonage d'assainissement approuvé en date du 19/12/2007.

Le zonage ne comprend pas de zonage d'assainissement des eaux pluviales.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, il sera nécessaire de **veiller à la cohérence entre le zonage d'assainissement et les projets d'urbanisation du PLU.** Il est fortement conseillé de mettre en enquête publique les deux documents (PLU et zonage d'assainissement) conjointement.

Assainissement

Assainissement collectif

La commune a compétence pour le service d'assainissement collectif.

Il conviendra donc que la commune s'assure de la compatibilité de ses choix d'urbanisme qu'elle arrêta avec le fonctionnement et les capacités actuelles du système d'assainissement et avec les projets d'investissement du syndicat.

La commune est concernée par une zone sensible au sens de la directive « eaux résiduaires urbaines ». Les eaux usées sont épurées par *la* station d'épuration suivante :

• Station d'épuration de Saint André la Côte : filtres plantés de roseaux mis en service en 2012, d'une capacité de 320 EH.

Le réseau est de type majoritairement séparatif, avec quelques secteurs mixtes.

Le fonctionnement du réseau d'assainissement ne présente pas de dysfonctionnements particuliers. Conformité/obligations d'auto-surveillance : la station d'épuration est conforme ERU et aux prescriptions du dossier loi sur l'eau

La collectivité dispose d'un schéma directeur d'assainissement élaboré en 2007.

Assainissement non collectif

La commune adhère à une structure intercommunale (SIMA Coise) pour le service d'assainissement non collectif.

Prise en compte de l'assainissement dans le document d'urbanisme

Le document d'urbanisme devra mentionner le nombre d'habitants concernés par de l'assainissement non collectif, actuellement et dans le futur (en relation avec le projet d'urbanisation de la commune. L'étude de faisabilité réalisée dans l'étude de zonage qui préconise et décrit les filières les mieux adaptées au territoire communal devra être jointe à l'annexe sanitaire pour les zones où la desserte par le réseau public ne sera pas assurée.

Gestion des eaux pluviales

La commune de **Saint André la Cote** est dans le périmètre du PPRNI du Garon qui demande l'élaboration d'un zonage pluvial communal dans les 5 ans à compter de l'approbation du PPRNi. Sur le bassin versant du Garon il existe un **schéma directeur de gestion des eaux pluviales** (SDGEP) qui a été décliné en zonages communaux. Ces zonages communaux doivent être intégrés au PLU des communes : dans le règlement du PLU et le plan de zonage pluvial en annexe (voir règlement du PPRNi). Il faut se rapprocher du contrat de rivière (SMAGGA): https://www.contratderivieredugaron.fr/

5 - Protection des milieux et des espèces

Protéger les espaces naturels et les paysages nécessite une préservation des écosystèmes, notamment la protection des grandes infrastructures naturelles. Ce principe est directement relié au principe de préservation de la biodiversité. Il est nécessaire de conserver et de valoriser dans le projet d'urbanisme cette richesse du territoire. Le rapport de présentation doit donc présenter comment ces milieux et espaces sont préservés et en cas d'atteinte à ces milieux, comment la démarche « éviter, réduire, compenser » a été menée.

Les milieux naturels constituent un atout pour votre territoire et leur préservation doit être intégrée en amont dans la construction de votre projet.

5.1 - Socle juridique

Principaux textes législatifs et réglementaires :

- Inventaire du patrimoine naturel (ex-inventaire ZNIEFF) : article L. 411-5 du code de l'environnement ;
- Espaces naturels sensibles : articles L. 113-8 à L. 113-14 et R. 113-15 à R. 113-18 du code de l'urbanisme :
- Directives de protection et de mise en valeur des paysages : articles L. 350-1 et R. 350-1 à R. 350-1 du code de l'environnement ;
- Espèces protégées : articles L. 411-1, L. 411-2 et R. 411-1 à R. 411-14 du code de l'environnement et arrêtés fixant la liste des espèces protégées ;
- Arrêtés préfectoraux de protection de biotopes : articles R. 411-15 à R. 411-17 du code de l'environnement :

PAC 2021 : PLU de Saint André la Cote

- Sites Natura 2000 : articles L. 414-1 à L. 414-7 et R. 414-1 à R. 414-24 du code de l'environnement :
- Trame verte et bleue : articles R. 371-16 et suivants du code de l'environnement ;
- Espaces boisés classés : articles L 113-1 et L 113-2 R 113-1 à R 113-14 du code de l'urbanisme ;
- Identification et localisation des éléments du paysage à protéger : articles L. 153-23 du code de l'urbanisme pour des motifs d'ordre écologique.

Le document d'urbanisme doit « prendre en compte » les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

5.2 - Espaces naturels sensibles (ENS)

Les dispositions législatives et réglementaires relatives aux espaces naturels sensibles (ENS) figurent aux articles L 113-8 à L 113-14 et R 113-15 à R 113-18 du code de l'urbanisme.

Les ENS visent à **préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux et habitats naturels** et **des champs naturels d'expansion des crues**. Les sites répertoriés dans le département font l'objet d'un inventaire, réalisé par le Conseil départemental du Rhône et de la métropole de Lyon.

Ces éléments sont à prendre en compte lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.

Votre territoire est concerné par l'ENS suivant :

■ N° 47 - Signal de Saint André : situé au nord de la commune.

Il convient, pour plus de précisions, de vous rapprocher du Conseil Départemental et de la métropole de Lyon qui sont les collectivités gestionnaires de ces espaces.

Une présentation de la démarche ENS est disponible sur le site Internet du département du Rhône : https://www.rhone.fr/departement/territoire/les_espaces_naturels_sensibles

et sur le site de la métropole : http://www.grandlyon.com/metropole/nature.html

5.3 - Trame verte et bleue

Le contexte de changement climatique renforce la nécessité de préserver les possibilités de déplacement des espèces animales et végétales pour qu'ils puissent s'adapter progressivement aux évolutions à venir.

Dans ce cadre, les trames vertes et bleues constituées de grands ensembles naturels et des corridors qui les relient sont un outil majeur d'aménagement du territoire. Le titre VII du livre III du code de l'environnement les définit à l'article L. 371-1 comme suit : "La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural." Il est précisé dans cet article que la trame verte comprend notamment les espaces protégés et les corridors écologiques constitués d'espaces naturels ou semi-naturels et que la trame bleue comprend les cours d'eau et les zones humides. À titre d'exemple peuvent être considérés comme éléments constitutifs de ces trames vertes et bleues : les réseaux composés des forêts, zones humides, haies, ripisylves, et jardins, complétés par le réseau hydrographique et ses abords de cours et les plans d'eau...

Afin de préserver ces enjeux de biodiversité, les espaces assurant les continuités écologiques devront être préservés. C'est pourquoi l'article L. 101-1 du code de l'urbanisme prévoit que les collectivités doivent harmoniser leurs décisions d'utilisation et d'occupation du sol afin notamment d'assurer « la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques ».

Article L371-1 du code de l'environnement

Modifié par LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 17

stipule que:

I-La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural ainsi que la gestion de la lumière artificielle la nuit.

A cette fin, ces trames contribuent à :

- 1° Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
- 2° Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- 3° Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;
- 4° Prendre en compte la biologie des espèces sauvages :
- 5° Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
- 6° Améliorer la qualité et la diversité des paysages.
- II. La trame verte comprend :
- 1° Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre ler du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;
- 2° Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;
- 3° Les surfaces mentionnées au I de <u>l'article L. 211-14.</u>
- III. La trame bleue comprend :
- 1° Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de <u>l'article L. 214-17</u>;
- 2° Tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L. 211-3 ;
- 3° Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III.
- IV. Les espaces naturels, les corridors écologiques, ainsi que les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux ou zones humides mentionnés respectivement aux 1° et 2° du II et aux 2° et 3° du III du présent article sont identifiés lors de l'élaboration des schémas mentionnés à l'article L. 371-3.
- V. La trame verte et la trame bleue sont notamment mises en œuvre au moyen d'outils d'aménagement visés aux articles L. 371-2 et L. 371-3.

La trame verte et bleue est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires ainsi que par les documents de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements auxquels des dispositions législatives reconnaissent cette compétence et, le cas échéant, celle de délimiter ou de localiser ces continuités. (article R. 371-16 du code de l'environnement.)

Les PLU devront donc **décliner les corridors identifiés dans ces documents supra-communaux** qui concernent son territoire, mais **également dans les autres cartographies** permettant une connaissance des corridors potentiels, notamment celle élaborée par le Conseil départemental. Ces corridors devront être cartographiés aux échelles adaptées et protégés par zonage indicé et un règlement adaptés.

Votre territoire est concerné par les éléments suivants :

Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire Auvergne Rhône Alpes (SRADDET)

Le dossier est consultable sur le site https://jeparticipe.auvergnerhonealpes.fr/sraddet/sraddet-projet-definitif

L'Atlas: https://fr.calameo.com/read/000119781c2cb637392f8

(La carte de l'Atlas correspondant à votre commune se trouve en page 44/90)

Des éléments méthodologiques sont disponibles sur le centre de ressources sur la Trame verte et bleue : http://www.trameverteetbleue.fr/

Site de la DREAL : http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-sraddet-auvergne-rhone-alpes-est-approuve-a18111.html

Le SRADDET fixe des objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région pour 11 thématiques :

- équilibre et égalité des territoires,
- implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional
- désenclavement des territoires ruraux,
- habitat.
- gestion économe de l'espace,
- intermodalité et développement des transports,
- maîtrise et valorisation de l'énergie
- lutte contre le changement climatique
- pollution de l'air
- protection et restauration de la biodiversité,
- prévention et gestion des déchets.

5.4 - Zones humides

Les zones humides, espaces de transition entre la terre et l'eau, constituent **un patrimoine naturel exceptionnel, à préserver**, en raison de leur richesse biologique et des fonctions naturelles qu'elles remplissent. Par leur richesse en habitats et en espèces, leur rôle d'infrastructure naturelle, leur place comme support d'activités et cadre de vie de qualité, les zones humides sont des espaces à forts enjeux écologique, économique et social.

Leur préservation et leur gestion durable sont d'intérêt général.

Elles font l'objet de protection réglementaire, notamment au titre du code de l'environnement :

- articles L. 211-1, L. 211-1-1, L. 211-3, L. 211-7, L. 211-12, R. 211-108 et R. 211-109 du code de l'environnement ;
- arrêté du 24 juin 2008 modifié précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement ;

Le SDAGE Loire-Bretagne (version 2016-2021) encadre la politique à mener en faveur des zones humides au travers de son orientation fondamentale 8, relative à « la préservation des zones humides ».

Les schémas de cohérence territoriale (SCOT), conformément à l'article L.111-1-1 du code de l'urbanisme, doivent être compatibles avec les objectifs de protection des zones humides prévus dans le SDAGEs et dans les SAGEs.

Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou les syndicats de SCOT rappellent, a minima, les objectifs de préservation et orientations de gestion des zones humides définis dans le PAGD des SAGEs du territoire.

En présence ou en l'absence de SAGE, ils sont invités à préciser, dans le document d'orientation et d'objectifs, les orientations de gestion et les modalités de protection qui contribuent à la préservation des zones humides, afin qu'elles puissent être déclinées dans les plans locaux d'urbanisme, ou les documents en tenant lieu, et les cartes communales.

Le PLU doit ainsi définir des affectations des sols qui respectent l'objectif de non-dégradation des zones humides et de leur bassin d'alimentation. Ainsi, il conviendra dans le diagnostic du rapport de présentation.

de mettre en évidence ces milieux par une cartographie s'appuyant sur les données de l'inventaire départemental des zones humides, et sur la prospection de zones non encore inventoriées.

Afin de préciser ou de compléter les données existantes, un inventaire de terrain pourra être effectué par la collectivité sur les zones humides connues ou pressenties, permettant également dans le cadre de la révision de documents d'urbanisme de vérifier que les terrains ouverts à l'urbanisation sont compatibles avec le changement de destination du sol.

Les structures publiques sont encouragées à développer des stratégies foncières en faveur des zones humides pour pérenniser les actions. Ces stratégies impliquent la maîtrise des usages, qui est privilégiée, ou l'acquisition foncière. Elles sont mobilisées en priorité sur les zones humides en relation étroite avec les masses d'eau et dont les fonctions contribuent à l'atteinte du bon état.

Le PLU incorpore dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement et de programmation, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides identifiées.

Pour répondre à cet objectif, il apparaît très opportun de veiller à la protection des zones humides inventoriées, mais aussi de celles identifiées lors des futurs inventaires environnementaux. Et ainsi, utiliser des zonages spécifiques (par exemple indicés « zh ») dans les documents d'urbanisme auxquels seront attachées des préconisations adaptées à la préservation, la restauration et la gestion de ces zones, telles que : interdire ou encadrer les affouillements, les exhaussements, et toute autre action pouvant endommager le fonctionnement de ces zones humides. De plus, des zonages N, semblent plus adaptés à cet objectif.

Les ouvrages et travaux en zone humide, inventoriée ou non, et indépendamment de tout zonage d'urbanisme, peuvent être soumis à l'application de la loi sur l'eau, pour la rubrique 3.3.1.0. de l'article R214-1 du code de l'environnement.

Les zones humides identifiées à l'inventaire du département du Rhône et de la Métropole sur votre territoire sont notamment :

« prairies humides de la Villardière »

Lien vers l'inventaire départemental des zones humides :

http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/cartographies-interactives-r3542.html

5.5 - Frayères

L'arrêté ministériel du 8 décembre 1988, fixe la liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire national, et interdit la destruction, l'altération ou la dégradation des milieux particuliers, et notamment des lieux de reproduction.

L'arrêté ministériel du 21 juillet 1983 fixe la liste des espèces d'écrevisses autochtones protégées, et interdit d'altérer et de dégrader sciemment leurs milieux particuliers.

De plus, l'arrêté préfectoral n°2013-A35 fait l'inventaire des frayères et des zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole départementale, dans le cadre de la préservation des frayères et zones de croissance et d'alimentation de certaines espèces, pris en application de l'article L432-3 du code de l'environnement, lequel précise notamment que le fait de détruire les frayères ou les zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole est puni de 20 000 euros d'amende.

La commune est concernée par l'arrêté préfectoral n°2013-A35 relatif à l'inventaire des frayères et des zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole départementale, mis en place dans le cadre de la préservation des frayères et zones de croissance et d'alimentation de certaines espèces.

http://www.rhone.gouv.fr (<u>Accueil</u> > <u>Politiques publiques</u> > <u>Environnement, développement durable, risques naturels et technologiques</u> > <u>Eau</u> > <u>Cours d'eau - milieux aquatiques - zones humides - frayères</u> > Inventaire départemental des frayères)

Votre territoire est concerné par les tronçons suivants :

■ le Rieu et ses affluents (poisson liste 1 : Truite fario)

Enfin, les installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet peuvent être soumis à l'application de la loi sur l'eau, pour la rubrique 3.1.5.0. de l'article R214-1 du code de l'environnement.

6 - Patrimoine

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), promulguée le 7 juillet 2016, prévoit de nouvelles dispositions en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager.

Le décret n° 2017-456 du 29 mars 2017, relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables, est paru au JO du 31 mars 2017. Ce décret définit notamment le régime de travaux applicables aux immeubles situés aux abords de monument historique et en site patrimonial remarquable.

6.1 - Patrimoine archéologique

Principes

Protection de l'environnement et du patrimoine culturel (article L132-2 du code de l'urbanisme).

Détection, conservation et sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement (article L. 521-1 et suivants du code du patrimoine).

7 - Socle juridique

La protection et l'étude du patrimoine archéologique, ainsi que l'organisation de la recherche archéologique relèvent du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie et notamment de ses titres II et III (archéologie préventive, fouilles archéologiques programmées et découvertes fortuites).

La recherche archéologique est placée sous le contrôle de l'État. Cette recherche est qualifiée de préventive dès lors que la mise en œuvre d'opérations archéologiques est rendue nécessaire par la réalisation d'aménagements ou de travaux portant atteinte au sous-sol ou susceptibles de générer une telle atteinte.

L'article L. 521-1 du code du patrimoine précise que l'archéologie préventive relève de missions de service public. À ce titre, l'article L. 522-1 de ce même code énonce notamment que « L'État veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social ».

D'autre part, s'applique la réglementation relative aux découvertes fortuites susceptibles de présenter un caractère archéologique (article L. 531-14 du code du patrimoine), à savoir déclarer la découverte en mairie et au service régional de l'archéologie.

PAC 2021 : PLU de Saint André la Cote

7.1.1 - Zones de présomption de prescription

Pour satisfaire le double objectif de sauvegarde et d'étude du patrimoine archéologique dans le cadre des travaux d'aménagements et de constructions, l'article L. 522-5 énonce, dans son deuxième alinéa, que « dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'État peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation ».

Ces zones de présomption de prescription archéologique, délimitées par arrêté du préfet de région, ont vocation à figurer dans les annexes du PLU et à être mentionnée dans le rapport de présentation et à être représentées sur les documents graphiques, dans le cadre de l'article R. 151-34 du code de l'urbanisme.

7.1.2 - Informations archéologiques géo-référencées par la carte archéologique nationale

La carte archéologique nationale rassemble toutes les données disponibles sur la présence de sites ou de vestiges archéologiques sur le territoire national.

En fonction de ces données, les PLU peuvent classer certaines zones archéologiques en zones N, classement qui peut être justifié dans le document graphique, permettant ainsi de protéger un sous-sol non exploré ou sauvegarder des vestiges déjà mis au jour.

En outre, il est possible de limiter, voire d'interdire, toute occupation du sol qui serait incompatible avec la conservation du patrimoine archéologique repéré par la carte archéologique nationale.

 Consultation directe du préfet de région par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme

En dehors des zones de présomption de prescription archéologique (voir le point ci-avant), l'autorité compétente pour autoriser les aménagements, ouvrages, constructions soumis à permis ou pour recevoir les déclarations préalables peut décider, de sa propre initiative, de saisir le préfet de région (DRAC – service régional de l'archéologie), au vu des informations issues de la carte archéologique (voir le point ci-dessus) dont elles ont connaissance, ou qui lui ont été communiquées lors du porter-à-connaissance à l'occasion de l'élaboration ou la révision du document d'urbanisme.

7.1.3 - Implications territoriales

Entités archéologiques :

Dans l'état actuel des connaissances, et en l'absence de recherche spécifique la carte archéologique nationale ne répertorie à ce jour que 4 sites archéologiques sur le territoire de la commune, dont voici la liste :

69 180 0001 / SAINT-ANDRE-LA-COTE / Eglise / / église / Moyen-âge classique

69 180 0002 / SAINT-ANDRE-LA-COTE / Le Châtel / Sur un crêt au nord-est / Gallo-romain / mur

69 180 0003 / SAINT-ANDRE-LA-COTE / Le Châtel / Sur un crêt au nord-est / château fort ? / Moyen-âge 69 180 0004 / SAINT-ANDRE-LA-COTE / Voie vers le Forez, Strata Publica, Strata Viennensis / Non localisé / voie / Gallo-romain

Zones de présomption de prescriptions archéologiques :

Votre commune n'est pas concernée par un arrêté préfectoral de zones de présomptions archéologiques sur les projets d'aménagement ou de construction.

7.1.4 - Études pouvant être consultées

Des extraits de la carte archéologique sont consultables à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) – service de l'archéologie de Rhône-Alpes.

PAC 2021 : PLU de Saint André la Cote

Site internet : DRAC Auvergne Rhône Alpes

Atlas des patrimoines : http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/

8 - Paysages

8.1 - Paysages ordinaires

Principes juridiques:

■ Directives de protection et de mise en valeur des paysages : articles L. 350-1 et R. 350-1 à R. 350-1 du code de l'environnement ;

- Architecture: loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment son article 1^{er} qui dispose que « La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public » :
- Possibilité d'identifier et de localiser des éléments du paysage à protéger (article L151-19 du CU). « Le PLU peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant les prescriptions de nature à assurer leur préservation ;
- Une protection plus forte (EBC) est également possible pour préserver des espaces paysagers de qualité existant ou permettre leur futur boisement.

En 2006, un observatoire des paysages rhône-alpins a été réalisé. Cet observatoire se concentre sur l'observation des évolutions pour mettre en exergue les dynamiques du territoire.

Cet observatoire a identifié trois-cent-deux unités paysagères, sur l'ex-région Rhône-Alpes, classées en sept grandes familles qui correspondent à des degrés croissants d'occupation humaine du territoire sans hiérarchie de valeur, selon un point de vue sociologique prédominant :

- paysages naturels;
- paysages naturels de loisirs ;
- paysages agraires;
- paysages ruraux-patrimoniaux ;
- paysages émergents ;
- paysages marqués par de grands aménagements ;
- paysages urbains et périurbains.

Votre territoire est concerné par les unités paysagères suivantes, issues de cet observatoire :

- 110 Plateau du sud-ouest Lyonnais (famille des paysages émergents)
- 109 Bassin de la Coise (famille des paysages agraire)

Pour plus d'information, il convient de se référer à la brochure « Les 7 familles de paysages en Rhône-Alpes » de la DREAL (septembre 2005).

Cette brochure, ainsi que les fiches relatives aux familles de paysages et aux unités paysagères, sont disponibles sur le site Internet de la DREAL: http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/observatoire-des-paysages-en-rhone-alpes-a10298.html

La délimitation de ces unités paysagères est également consultable sur le site Internet de la DREAL : http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/cartographies-interactives-r3542.html

https://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

Charte paysagère

Votre territoire est concerné par la **Charte paysagère de l'Ouest lyonnais** (Syndicat mixte de l'Ouest Lyonnais -SOL- avril 2006). Ce document, annexé au rapport de présentation du SCOT de l'Ouest Lyonnais et dont plusieurs objectifs ont été intégrés dans la partie prescriptive du SCOT, est consultable auprès du SOL.

Carnet de territoire - Le Lyonnais monts et coteaux

Ce document est un élément de connaissance précieux de compréhension des enjeux du paysage. Il est disponible sur le site du CAUE: http://www.caue69.fr/modules/smartsection/item.php? http://www.caue69.fr/modules/smartsection/item.php?

9 - Air

« L'État, les collectivités territoriales ainsi que les personnes privées concourent à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à la santé. Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et utiliser rationnellement l'énergie » (article L. 220-1 du code de l'environnement).

L'article L. 101-2 du code de l'urbanisme prévoit que les documents d'urbanisme doivent déterminer "les conditions permettant (...) la préservation de la qualité de l'air (...) la prévention des pollutions et des nuisances de toute nature". Dans ce cadre ils doivent veiller à la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme cohérente avec les objectifs de l'article L. 220-1 du code de l'environnement et des plans mentionnés ci-avant et notamment veiller à limiter les conséquences des émissions dues aux transports.

L'impact sanitaire de la pollution de l'air concerne à la fois les effets à court terme survenant rapidement après l'exposition (irritations oculaires ou des voies respiratoires, crises d'asthme, hospitalisations pour motif cardio-vasculaire...) et les **effets à long terme** (développement de processus pathogènes au long court qui peuvent conduire à une pathologie chronique ou même au décès).

La pollution atmosphérique constitue la première cause de mortalité prématurée par un facteur environnemental et, selon l'Agence européenne de l'environnement, chaque année, environ <u>45 000 décès</u> sont attribuables à la pollution aux particules fines en France.

En termes de santé publique, l'impact sanitaire lié à l'exposition chronique de tous les jours est plus important que l'impact sanitaire lié aux seuls épisodes de pollution. Ainsi il importe plus d'agir au quotidien sur la **pollution de fond**, notamment particulaire, qu'uniquement lors des épisodes de pollution.

Enfin, certaines catégories de la population sont plus vulnérables que d'autres aux effets d'une exposition à la pollution atmosphérique : les enfants, les personnes âgées, les personnes souffrant de pathologies chroniques respiratoires (asthme, allergie respiratoire, bronchite chronique) et cardio-vasculaires (insuffisances coronariennes et cardiaques). Les actions de prévention des effets sur la santé de la pollution atmosphérique ne peuvent donc se contenter de gérer les pics de pollution; elles doivent en premier lieu viser à diminuer l'exposition de fond de la population en agissant sur les sources d'émission.

Ainsi, le PLU peut intégrer diverses mesures visant à améliorer la qualité du cadre de vie par la diminution des émissions et de l'exposition des populations aux différents types de pollution de l'air, telles que :

- structurer la forme urbaine pour limiter les besoins en déplacements et favoriser l'utilisation des transports alternatifs à la voiture,
- Intégrer davantage la santé dans les opérations d'aménagement, à travers les orientations d'aménagement des PLU. Impulser une évolution des pratiques des aménageurs pour aboutir à un urbanisme opérationnel favorable à la santé.
- ne pas implanter les zones industrielles ou artisanales à proximité immédiate des zones à vocation principale d'habitat ou d'établissement accueillant des populations sensibles, si les usages se révèlent incompatibles (en tenant compte des vents dominants),

- garantir une implantation optimale pour les établissements accueillant des populations sensibles en tenant compte des modalités d'accès tout en les éloignant des axes routiers où sont observés des dépassements des valeurs limites de polluants,
- réduire les inégalités d'exposition aux polluants de l'air, en particulier à proximité du trafic routier ou de sites industriels, inégalités se cumulant fréquemment à d'autres inégalités d'exposition telles que le bruit,
- au voisinage des zones agricoles, limiter l'exposition aux produits phytosanitaires sur la santé des personnes vulnérables conformément à l'arrêté préfectoral n°2016-A53 du 19 juillet 2016 fixant les mesures de protection des personnes vulnérables lors de l'application des produits phytopharmaceutiques (RAA, p,165 http://www.rhone.gouv.fr/content/download/24554/142948/file/RAA normal 69-2016-041 010816.pdf).

Concernant le risque allergique, pouvant par ailleurs être accentué par la pollution de l'air et le réchauffement climatique, les documents d'urbanisme peuvent imposer une diversification des plantations (propositions architecturales et paysagères) afin de limiter les effets de certains **pollens** sur la santé des populations sensibles, et interdire certaines essences en zone U et AU (art. R.151-43-2° du code de l'urbanisme). Cette diversification des essences végétales peut se faire à l'occasion de maladie ou de mort des arbres anciens. Elle permet d'éviter la superposition des périodes d'émissions de pollens et peut être complétée par des techniques de taille..

Concernant plus spécifiquement l'ambroisie, l'évaluation de la situation départementale révèle pour l'ambroisie à feuilles d'armoise (Ambrosia artemisiifolia L.), une zone de forte infestation dans la quasitotalité du département. L'impact de ces pollens est en pleine augmentation. L'ARS a démontré, dans les zones fortement infestées, un doublement du pourcentage de personnes allergiques à l'ambroisie (10 %) au cours des 10 dernières années. Ainsi l'arrêté préfectoral du 28 mai 2019 (https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rhone_2019.pdf) oblige tout propriétaire, locataire, ayant-droit ou occupant à prévenir et à détruire la pousse de cette plante. Les documents d'urbanisme peuvent aussi recommander le recourt aux techniques préventives comme la végétalisation, les membranes textiles, les paillis... pour les terrains identifiés comme favorables au développement de la plante : espaces verts, terrains en friche, chantiers de travaux publics, zones pavillonnaires en construction, voies de communication.

9.1 - Préservation de la qualité de l'air

Les articles L. 222-1 à L. 222-7 et R. 222-1 à R. 222-36 du code de l'environnement prévoient la mise en place d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement sous forme de plans de protection de l'atmosphère (PPA) et de schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE).

9.2 - Études pouvant être consultées

- Association régionale de surveillance de la qualité de l'air : https://www.atmo-auvergnerhonealpes.fr/
- Outil cartographique ORHANE, pour identifier les zones exposées à la pollution atmosphérique et sonore : http://www.orhane.fr/
- Plantes allergisantes: <u>www.pollens.fr, www.vegetation-en-ville.org</u>, <u>ambroisie.fredon-aura.fr, www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/ambroisie-attention-aux-allergies</u>;
- Fiche CEREMA « qualité de l'air et PLUI » : https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/qualite-air-plan-local-urbanisme

10 - Énergie, climat et gaz à effet de serre

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte est venue préciser les objectifs de la politique énergétique en France, qui vise entre autre à "préserver la santé humaine et l'environnement,(...) en réduisant l'exposition des citoyens à la pollution de l'air.

A cet effet, outre le SRADDET, des plans climat air énergie territoriaux (PCAET) doivent être adoptés pour certaines collectivités (article L 229-26 du code de l'environnement).

La Métropole de Lyon et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 1er janvier 2015 et regroupant plus de 50 000 habitants doivent adopter un PCAET avant le 31 décembre 2016.

Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 1er janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants doivent adopter un PCAET avant le 31 décembre 2018.

La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015 prévoit que tout syndicat exerçant la compétence mentionnée au 2ème alinéa du IV de l'art L 2224-31 du CGCT peut assurer à la demande et pour le compte d'un ou plusieurs EPCI qui en sont membres, l'élaboration du PCAET. C'est le cas du syndicat de l'Ouest Lyonnais qui a élaboré un PCAET pour les 4 intercommunalités qui le composent.

Le PCAET est un projet territorial de développement durable dont la finalité est la lutte contre le changement climatique, l'adaptation du territoire au changement climatique et la lutte contre la pollution de l'air. Il doit être révisé tous les 6 ans.

Pour mémoire, l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme dit : « Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable (...) la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Pour répondre à ces objectifs, le document d'urbanisme devra d'une part limiter la demande en énergie, notamment en permettant :

- le développement préférentiel des zones d'activité desservies par les modes ferroviaire, ou fluvial, ou les deux :
- la constitution de réserves foncières en vue de créer des ports publics ou de permettre l'extension de ports existants lorsqu'une commune est desservie par la voie d'eau;
- l'aménagement d'interfaces fluviales en ville pour la desserte urbaine en marchandises.

D'autre part, il devra favoriser l'utilisation d'énergies renouvelables, notamment par une politique de déplacement volontariste minimisant l'usage de la voiture individuelle ou par une politique de développement des énergies renouvelables (solaire, éolien, filière bois...) ainsi que par une politique d'urbanisme visant à une implantation relativement dense des logements et des activités à proximité des transports en commun.

Enfin, le PCAET doit être « pris en compte » par le PLU (article L131-5 du CU).

En application de la loi TECV du 17/08/15, le PADD doit désormais déterminer les orientations générales concernant les réseaux d'énergie, c'est à dire les réseaux de chaleur, de gaz et d'électricité".

En application des articles L. 151-28 3° du code de l'urbanisme, Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit qui peut être modulé mais ne peut excéder 30 %, pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive.

La limitation en hauteur des bâtiments ne peut avoir pour effet d'introduire une limitation du nombre d'étages plus contraignante d'un système constructif à l'autre.

St André la côte fait partie de la COPAMO, dans le territore de l'Ouets Lyonnais, **support au PCAET de l'Ouest Lyonnais** (élaboré par le SOL à l'échelle du SOL). Ce PCAET a fait l'objet d'un avis de l'Etat favorable sous réserve de la prise en compte de 2 points : nouvel examen des possibilités de baisses des émissions de GES pour mieux se rapprocher des objectifs régionaux et nationaux et prise en compte des nouvelles dispositions de la LOM via l'élaboration d'un « plan air » complétant le PCAET.

A terme, le PLU communal devra prendre en compte les orientations du PCAET.

Le PCAET vise des objectifs ambitieux de baisse des consommations d'énergie et de développement des EnR (multiplication par presque 4 de la production EnR entre 2015 et 2050 avec la mobilisation de 90% du potentiel EnR identifié à horizon 2050 avec un accent particulier sur le solaire PV et thermique) que la commune doit avoir à l'esprit dans le cadre de l'élaboration de son PLU. Voir la fiche action PCAET sur la valorisation du potentiel photovoltaïque qui explique que le PLU peut être l'outil permettant la détermination de zones spécifiques à la production EnR (PCAET de janvier 2020 : "Plan d'actions / fiches actions en page 64").

Par ailleurs, le PCAET met en avant de forts enjeux dans le domaine des mobilités. Un potentiel de réduction significatif des consommations d'énergie de ce secteur se trouve dans l'amélioration des performances des véhicules et dans l'optimisation du transport de marchandises mais l'exploitation de ce potentiel ne suffira pas atteindre les objectifs sans des interventions importantes en termes d'urbanisme et de politique foncière.

Le PCAET, dans son volet "adaptation au changement climatique" prévoie des actions relatives à la préservation du cadre de vie (mise en œuvre d'actions d'aménagement visant la réduction des îlots de chaleur, la végétalisation de l'espace public, l' inscription d'un coefficient de biotope dans les PLU, la prise en compte du réchauffement dans les opérations d'aménagement...) : ces éléments pourront être utilement repris dans le PLU.

Profil énergie-climat

L'Observatoire régional de l'énergie et des gaz à effet de serre (OREGES) Rhône-Alpes a réalisé en 2017 les "profil climat - énergie" des EPCI en se basant sur des données de 2015. Ils comprennent un bilan des consommations d'énergie (par secteur ou par produit énergétique), un bilan des missions de Gaz à Effet de Serre (d'origine énergétique et non-énergétique) et un état du parc de production d'énergies renouvelables du territoire.

L'Observatoire régional de l'énergie et des gaz à effet de serre est disponible sur le site Internet suivant : www.oreges.rhonealpes.fr

10.1 - Études pouvant être consultées

- les fiches "profil climat territorial" publiées en mars 2018 par l'ORECC (observatoire régional des effets du changement climatique) sont également disponibles à l'échelle intercommunale : http://orecc.auvergnerhonealpes.fr/fr/donnees-territoriales/profils-climat.html
- des fiches CEREMA " PLUi et énergie janvier 2017" sont aussi téléchargeables sur le site internet du CEREMA. Plusieurs fiches thématiques existent : "Planification énergie/climat, PLUI : quelle articulation", "les dispositions du PLUI et réseaux de chaleur", "les dispositions du PLUI et photovoltaïque", "les dispositions du PLUI en matière d'éolien" : https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/general?boutique%5B0%5D=thematique%3A10
- Guide ADEME "Convergence des actions Bruit, Climat, Air, Energie pour une planification performante" (mars 2019): https://www.ademe.fr/convergence-actions-bruit-climat-air-energie-planification-performante

■ Avis du CESE (juillet 2018) "La nature en ville : comment accélérer la dynamique ?" https://www.lecese.fr/travaux-publies/la-nature-en-ville-comment-accelerer-la-dynamique

11 - Ressources géologiques et minières

11.1 - Carrières

11.1.1 - Le schéma régional des carrières

Des travaux sont en cours pour l'élaboration par l'État du schéma régional des carrières.

11.1.2 - Le schéma départemental des carrières

Le schéma départemental des carrières (SDC) approuvé par arrêté préfectoral n° 2001-2254 du 18 juillet 2001 fait apparaître les **zones à préjugé favorable au prélèvement de granulats** (selon classification des cartes géologiques du SDC).

Rappelons que seules les zones de classe I comprennent les espaces où les carrières sont interdites. Dans toutes les autres zones, les ouvertures de carrières sont potentiellement réalisables. Le contour de ces zones figure de façon approximative sur la carte annexée (extraction à faire avec le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) à partir des données digitalisées du SDC).

Dans le cadre des orientations prioritaires du schéma visant à préserver l'accessibilité aux gisements essentiels, à rechercher des gisements de proximité et à économiser la ressource en matériaux alluvionnaires, il conviendrait d'examiner la possibilité d'inscrire ces zones en tout ou partie dans le document d'urbanisme pour un tel usage du sol.

Il convient que le document d'urbanisme communal, en ce qui concerne les interdictions d'exploitations de carrières, prenne en considération les orientations et objectifs du schéma départemental des carrières du Rhône.

Dans le cadre des orientations prioritaires du schéma visant à préserver l'accessibilité aux gisements essentiels, à rechercher des gisements de proximité et à économiser la ressource en matériaux alluvionnaires. Bien que le schéma départemental des carrières ne soit pas opposable aux documents d'urbanisme, il conviendrait de prendre en compte ses orientations dans le document d'urbanisme, notamment en veillant à ce que le zonage et le règlement permettent un tel usage du sol dans ces zones (dans leur totalité ou en partie). Le zonage ne préjuge pas de l'obtention du droit des tiers et des autorisations nécessaires pour l'exploitation.

Lorsqu'ils existent et sont applicables sur le territoire de la commune, les PLU doivent **être compatibles** avec les schémas d'exploitation coordonnée des carrières (article L. 109-1 du code minier, qui prévoit une obligation de compatibilité réciproque entre ces schémas et les documents d'urbanisme opposables aux tiers).

Il n'y a pas de carrières sur le territoire communal, néanmoins :

Les documents graphiques joints au schéma départemental des carrières (SDC -approuvé par arrêté préfectoral n° 2001-2254 du 18/07/2001), et la carte des ressources en matériaux de carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes, font apparaître que votre territoire comporte des **zones à éléments ou préjugés favorables de roches massives** (ZEF ou ZPF selon la classification des cartes géologiques du SDC) sans contrainte environnementale majeure (contraintes de niveau I à interdiction directe ou indirecte <u>ou</u> de niveau II à sensibilité forte, selon classification des contraintes du SDC).

http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/schemas-departementaux-et-cadre-regional-r4336.html

12 - Déchets

Le titre IV du livre V du code de l'environnement comporte les dispositions relatives notamment à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

12.1 - Plans et chartes départementaux

Le plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés du Rhône approuvé par arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 (plan qui se substitue au précédent plan du 26 janvier 1996) fournit les données concernant les gisements de déchets produits dans le département du Rhône et leurs filières de traitement. Il intègre les nouvelles réglementations et prend en compte les orientations définies par la circulaire du 28 avril 1998 pour une meilleure gestion future des déchets ménagers et assimilés. Ce document est à la fois un outil d'information et un outil d'aide à la décision pour les collectivités.

Le **plan départemental de gestion des déchets du BTP** a été terminé en juin 2003. Il rappelle la réglementation en vigueur à cette date, la situation, les enjeux et propose des orientations.

Parallèlement, la **charte de gestion des déchets du BTP** signée en 2005 entre l'État, les représentants des collectivités territoriales (le président du conseil général du Rhône, le président du Grand Lyon, le président des maires du Rhône) et les organisations professionnelles du bâtiment et des travaux publics prévoit un objectif de planification de la gestion des déchets du BTP à travers une démarche volontariste. En particulier, son article 5 précise que les communes ou leurs établissements publics compétents s'engagent à :

- lutter contre les dépôts sauvages ;
- inciter à, voire initier, la mise en place d'installations de stockage de déchets inertes dans les conditions réglementaires en vigueur ;
- établir des diagnostics sur les déchets de chantier à une échelle pertinente :
- ne pas interdire les centres de tri ou de stockage notamment dans les documents d'urbanisme sans avoir préalablement étudié les flux et l'offre en déchets.

12.2 - Servitudes liées au stockage de déchets

S'agissant des installations de stockage de déchets, les **servitudes d'utilité publique** peuvent être instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement. Elles prennent effet après l'arrêt de la réception des déchets ou après la réalisation du réaménagement du site. Elles cessent d'avoir effet si les déchets sont retirés de la zone de stockage.

Pour ce qui concerne les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés, les servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Elles peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

En outre, l'exploitant a la possibilité de demander l'instauration de servitudes d'utilité publique sur la zone d'exploitation et dans la bande de 200 mètres, à tout moment.

NB: Les garanties, prévues à l'article 9 de l'arrêté du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage des déchets ménagers et assimilés, fournies par l'exploitant sur l'isolement par rapport aux tiers, ne sont pas des servitudes d'utilité publique telles que celles prévues à l'article L. 515-12 précité; ce sont des actes à caractère privé, sous la forme de contrats, conventions ou servitudes.

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) Auvergne Rhône-Alpes est en cours d'élaboration. Lorsqu'il sera approuvé, les décisions prises en matière de déchets devront être compatibles avec ce plan :

http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/politiques-regionale-et-departementale-a13139.html

Votre territoire est concerné par :

- Le plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés du Rhône approuvé par arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 03/12/2003. La compétence du suivi de ces plans a été transférée aux Conseils généraux depuis 2005. Le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône a été adopté le 11 avril 2014 : http://www.rhone.fr/developpement_innovation/environnement/gestion_des_dechets/ plan_dechets_non_dangereux
- Le plan départemental de gestion des déchets du BTP finalisé en juin 2003. Ce plan est disponible sur le site des services de l'État dans le Rhône : http://www.rhone.gouv.fr/content/download/5420/31932/file/Plan_de_gestion_des_dechets_du_BT-P-dans_le_Rhone-juin_2003.pdf ;
- La charte de gestion des déchets du BTP, signée en 2005 entre l'État, les représentants des collectivités territoriales (le Président du Conseil Général du Rhône, le Président du Grand Lyon, le Président des Maires du Rhône) et les organisations professionnelles du bâtiment et des travaux publics. Cette charte est disponible sur le site des services de l'État dans le Rhône : http://www.rhone.gouv.fr/content/download/5418/31924/file/Charte Dechet BTP cle2f5dfe.pdf

13 - Risques

13.1 - Principes généraux

Principales dispositions législatives et réglementaires encadrant la politique de prévention des risques :

- principe de précaution et prévention des atteintes à l'environnement : charte de l'environnement adossée à la Constitution, art. L. 110-1 du code de l'environnement ;
- organisation de la sécurité civile : loi n° 2004-811 du 13 août 2004 ;
- risques naturels: la prévention des risques est traitée au titre IV du livre V du code de l'environnement (art. L. 561-1 à L. 565-2 et et R. 561-1 à R. 565-12); l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles dans la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée;
- risques technologiques: leur prévention et les installations classées pour la protection de l'environnement sont régies par le titre le du livre V du code de l'environnement (articles L. 511-1 à L. 517-2 et R. 511-1 à R. 517-10); l'indemnisation des victimes de catastrophes technologiques est notamment traitée aux articles L. 128-1 à L. 128-3 du code des assurances.

La prévention des risques consiste à améliorer la connaissance des risques, à organiser leur surveillance, à en informer la population, à faire adopter les réglementations nécessaires, à promouvoir et à encourager les mesures de réduction de la vulnérabilité et enfin à généraliser le retour d'expériences sur les catastrophes. Les actions directes sur les risques, bien qu'efficaces, restent limitées.

En matière de prévention des risques, l'objectif majeur sera donc de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens afin de limiter les conséquences des catastrophes.

Le principe de précaution correspond à l'adoption de mesures visant à prévenir un risque, même en l'absence de certitudes compte-tenu des connaissances scientifiques du moment.

Les principes de prévention et de précaution visent tous deux à limiter l'apport de population nouvelle et d'activités dans les zones soumises à des risques ou à des nuisances : cette maîtrise du développement et ces mesures de réduction de la vulnérabilité doivent être prises en compte lors du choix et de la définition des conditions de l'extension de l'urbanisation.

Il est donc essentiel que le projet d'urbanisme mesure ses impacts en termes de risques et les traduise dans son parti d'aménagement.

C'est pourquoi tout document d'urbanisme doit permettre d'assurer (articles L. 101-1 et L101-2 du code de l'urbanisme) :

- la **sécurité** et la salubrité publiques ;
- la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques. En particulier, dans les zones de montagne, en l'absence de plan de prévention des risques naturels prévisibles, le document doit prendre en compte les risques naturels spécifiques à ces zones, qu'il s'agisse de risques préexistants connus ou de ceux qui pourraient résulter des modifications de milieu envisagées.
- et la **prévention des nuisances** de toute nature (notamment la réduction des nuisances sonores).

La prise en compte de ces risques, pollutions et nuisances de toute nature devra donc clairement apparaître dans le PLU et notamment dans son rapport de présentation.

S'agissant de la délivrance des autorisations d'urbanisme, je vous rappelle que lorsque la sécurité des personnes et des biens n'est pas assurée, les autorités compétentes ont l'obligation de refuser, sur le fondement de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme, les permis de construire dans les secteurs exposés à des risques naturels ou des risques technologiques graves.

Pour la prise en compte des risques technologiques, de nouvelles préconisations sont issues de la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 4 mai 2007 qui recouvre deux cas :

- les bâtiments soumis à autorisations avec servitudes ;
- l'aléa engendré par des bâtiments existants où sont classées cinq types de recommandations en fonction du niveau d'aléa et du type d'effets.

S'agissant du projet de document d'urbanisme, les secteurs où l'existence de risques naturels ou technologiques sont identifiés devront être repérés dans le rapport de présentation. Les secteurs où l'existence de risques naturels ou technologiques sont identifiés devront figurer dans les documents graphiques du PLU. Une traduction réglementaire appropriée devra par conséquent être adoptée conformément.

En application du principe de précaution dans les documents d'urbanisme, le projet de planification devra s'assurer de :

- prévenir les dommages sur les zones moins exposées en adaptant les constructions et en développant l'information préventive, et réaliser si nécessaire des dispositifs de protection, de qualifié l'aléa des risques de défaillance des ouvrages de protection et vérifier qu'ils n'aggravent pas les risques.
- ne pas développer les secteurs localisés sur une zone soumise à un aléa (événement potentiellement dangereux à l'origine du risque) moyen ou fort et privilégier ce développement hors des zones de risque.

13.2 - Information préventive

Le domaine de l'information préventive relève essentiellement de la **charte de l'environnement** adossée à la Constitution et du **livre l**er **du code de l'environnement** (articles L. 110-1, L. 124-1 à L. 124-8, L. 125-2, R. 124-1 à R. 124-5 et R. 125-1 à R. 125-27), en particulier :

des articles L. 125-2 et R. 125-9 à R. 125-22 pour ce qui est du droit des citoyens à l'information sur les risques technologiques et naturels majeurs auxquels ils sont exposés, ainsi que sur les mesures de sauvegarde qui les concernent; des articles R. 125-23 à R. 125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.

Votre territoire est concerné par les documents et obligations suivants :

Dossier départemental des risques majeurs (DDRM).

Ce dossier précise, pour chaque commune du département, le ou les risques naturels ou technologiques auxquels ses habitants peuvent être confrontés. La dernière version du DDRM date du 24 janvier 2018. Ce dossier est consultable sur le site Internet des services de l'État dans le Rhône :

http://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/La-securite-civile/Les-risques-majeurs/Les-risques-majeurs-dans-le-Rhone/Le-Dossier-Departemental-sur-les-Risques-Majeurs

Conformément à cet arrêté, votre territoire fait l'objet d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM : **Droit à l'information des citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs**).

L'arrêté préfectoral n°69-2018-01-24-001 du 24 janvier 2018 précise cette information. La liste des communes concernées par cette obligation est disponible sur le site internet de la préfecture :

http://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/La-securite-civile/Les-collectivites-locales-et-la-securite-civile/Les-obligations-des-maires

 Dossier d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques (IAL).

Le dossier spécifique à la commune de Saint André la Cote comporte :

- l'arrêté préfectoral fixant les risques et les documents à prendre en compte dans le cadre de l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires sur les risques majeurs dans la commune concernée;
- une fiche d'information précisant la nature des risques, leur intensité, les documents de référence à consulter et la liste des arrêtés de catastrophe naturelle ou technologique sur la commune ;
- des éléments cartographiques délimitant les zones exposées ;
- un exemplaire d'état des risques.

13.3 - Plans de prévention des risques

Les plans de prévention des risques approuvés valent servitude d'utilité publique, doivent être annexés au PLU et sont opposables aux tiers, conformément à l'article L. 151-43 ou L161-1 du code de l'urbanisme.

Doivent figurer en annexe du PLU les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au chapitre VI du titre II du livre I^{er} du code de l'urbanisme (partie réglementaire) et à l'article L. 562-4 du code de l'environnement.

13.3.1 - Plans de prévention des risques naturels prévisibles

Les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN), prévus aux articles L. 562-1 et suivants et R. 562 et suivants du code de l'environnement, sont élaborés par l'État, en association avec les collectivités territoriales, **pour des risques naturels majeurs** tels que les inondations, mouvements de terrain, avalanches, incendies de forêt, séismes, éruptions volcaniques, tempêtes ou cyclones. Ils ont pour objet, en tant que de besoin :

« 1° De délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles, notamment afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines, pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

- 2° De délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1°;
- 3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
- 4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs. » (art. L. 562-1 du code de l'environnement).

Le PPRN établit des dispositions réglementaires à partir de la connaissance du phénomène naturel et des enjeux du territoire. Il comprend une note de présentation, un ou plusieurs documents graphiques et un règlement. Après avoir été soumis à l'avis des organes délibérants des collectivités territoriales concernées (notamment communes et établissements publics de coopération intercommunale, conseil général...), à la procédure de l'enquête publique et avoir été approuvés par arrêté préfectoral, ils ont valeur de **servitude** d'utilité publique.

Ils sont **opposables à tout mode d'occupation ou d'utilisation des sols** et doivent être annexés aux plans locaux d'urbanisme (articles L.151-43 du code de l'urbanisme).

Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRNI) approuvé :

Les informations sur les PPRNI du département sont consultables sur le site Internet des services de l'État dans le Rhône : http://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/La-securite-civile/Les-risques-majeurs/Les-risques-majeurs-dans-le-Rhone/Risques-inondations.

Saint André la Cote est concernée par le PPRNI du Garon a été approuvé par arrêté préfectoral du 11 iuin 2015 :

Seule la partie Est de la commune se trouve dans le bassin versant du Garon. Elle se trouve en zone blanche du PPRNi.

Ce PPRNi approuvé vaut servitude d'utilité publique.

Il doit être **annexé au PLU** et est **opposable aux tiers**, conformément à l'article L.151-43 du code de l'urbanisme. Le document d'urbanisme devra prévoir un projet communal et des dispositions d'urbanisme cohérentes avec ce PPRI.

Votre document d'urbanisme devra déterminer les conditions permettant d'assurer la prise en compte de ce risque d'inondation. Cette prise en compte doit se traduire notamment par des **informations et des explications** dans le rapport de présentation, par le **repérage des zones exposées** à ce risque sur le plan de zonage du PLU et par des **dispositions d'urbanisme cohérentes** dans le règlement.

Voir annexe n°4 : Servitudes d'utilité publique

13.4 - Risques identifiés, hors plan de prévention des risques

13.4.1 - Risques d'inondation

Concernant le risque inondation, par circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 (NOR : EQUU9400411C) relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables, complétée par les circulaires ministérielles du 24 avril 1996 (NOR : EQUU9600585C), du 30 avril 2002 (NOR : ATEE0210198C), et du 5 juillet 2011 (NOR : DEVP1114677C) l'État a défini une politique de gestion de ces

zones dont les objectifs sont d'arrêter les nouvelles implantations humaines dans les zones les plus dangereuses, de préserver les capacités de stockage et d'écoulement des crues et de sauvegarder l'équilibre et la qualité des milieux naturels. Ces objectifs conduisent à mettre en œuvre les principes suivants :

- Veiller à ce que soit interdite toute nouvelle construction dans les zones inondables soumises aux aléas les plus forts ;
- Contrôler strictement l'extension de l'urbanisation, c'est-à-dire la réalisation de nouvelles constructions, dans les zones d'expansion des crues ;
- Éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux fortement urbanisés.

Votre territoire est traversé par :

- Le ruisseau des Reculées

État de la connaissance des risques d'inondation

Ce ruisseau n'a pas été étudié, il n'y a donc aucune connaissance du risque inondation le concernant.

Une partie de la commune fait également partie du bassin versant de la Coise, cependant elle ne fait pas partie des communes du PPRNi de la Coise prescrit en 2014.

Remontées de nappes aquifères souterraines :

https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/les-inondations-par-remontee-de-nappe

13.4.2 - Mouvements de terrain et risques géologiques

Un guide de la DDT du Rhône sur la prise en compte des risques mouvements de terrain dans les PLU est en cours d'élaboration. Ce guide a pour objectif de guider les communes dans la prise en compte des risques mouvement de terrain : de la réalisation de l'étude à l'interprétation de celle-ci pour sa bonne intégration dans le document d'urbanisme. Dans l'attente de la parution de ce guide, les services de la DDT vous transmettront les éléments qui vous seront importants pour vous accompagner sur cette thématique.

La cartographie de la susceptibilité aux mouvements de terrain est la superposition des trois cartographies :

- la cartographie de susceptibilité aux glissements de terrain, à trois niveaux (fort, moyen, faible)
- la cartographie des zones susceptibles d'être exposées aux coulées de boue, à deux niveaux (faible et moyen)
- la cartographie des zones susceptibles d'être concernées par des phénomènes de chutes de blocs Son échelle de validité est le 1/25 000°.

Il ne s'agit en aucun cas d'une carte d'aléa intégrable dans un PLU mais plutôt d'un document général permettant d'orienter des actions locales : étude de constructibilité, études d'aléa à plus grande échelle.

Pour chaque phénomène et en fonction du niveau de susceptibilité, le BRGM a établi un mémorandum des phénomènes éventuellement attendus et de la conduite à tenir en termes de prévention.

Sur la base de cette étude, le PAC relatif aux mouvements de terrain du 7 janvier 2013 demande qu'une étude d'aléas soit réalisée sur l'ensemble de la commune dès lors qu'un document d'urbanisme est élaboré ou révisé. Vous devez donc réaliser cette étude sur l'intégralité de votre commune dans la cadre de l'élaboration du PLU au stade du diagnostic en respectant le PAC de 2013 (méthodologie du BRGM).

Le PAC du Préfet et la cartographie de la susceptibilité aux mouvements de terrain peuvent être consultés sur le site internet des services de l'État dans le Rhône:

http://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/La-securite-civile/Les-risques-majeurs/Les-risques-majeurs-dans-le-Rhone/Risques-geologiques.

13.4.3 - Risques sismigues

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de <u>sismicité</u> croissante (<u>articles R.563-1 à R.563-8 du code de l'environnement</u>, modifiés par le décret <u>no 2010-1254 du 22 octobre 2010</u>, et <u>article D.563-8-1 du code de l'environnement</u>, créé par le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010) :

- une zone de <u>sismicité</u> 1 (très faible) où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les ouvrages « à risque normal »,
- quatre zones de <u>sismicité</u> 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux bâtiments et ponts « à risque normal ».

En application des décrets n°2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention du risque sismique, votre commune est située en **zone de sismicité 2 (faible)**.

La carte nationale d'aléas sismique est disponible sur le site internet du bureau de recherches géologique et minière (BRGM) (https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/aleea-et-risque-sismique#carte-du-zonage-reglementaire).

Pour le risque sismique, un site internet est à la disposition du public pour apporter des éléments d'informations : http://www.planseisme.fr/. Des informations sur les séismes ressentis sont également disponibles sur le site Internet : http://www.sisfrance.net.

Vous trouverez également des informations sur le site internet des services de l'État dans le Rhône : https://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/La-securite-civile/Les-risques-majeurs/Les-risques-majeurs-dans-le-Rhone/Risques-sismiques

13.4.4 - Défense incendie

Les documents d'urbanisme devant aussi prendre en compte les enjeux de sécurité publique, il est nécessaire de faire figurer dans le rapport de présentation du document d'urbanisme un recensement des bornes ou poteaux incendie (cartographie ou texte) qui assurent la défense incendie de la commune. La détermination des zones constructibles doit de même tenir compte de la localisation et des capacités de ces équipements.

13.4.5 - Installations classées pour la protection de l'environnement

Les dispositions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont réunies au titre ler du livre V du code de l'environnement (art. L. 511-1 à L. 517-2, D. 511-1 à R. 517-10).

13.4.5.1 - Réglementation des ICPE

Est considérée comme ICPE « les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par une personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients pour :

- la commodité du voisinage ;
- la santé, la sécurité, la salubrité publiques ;
- l'agriculture ;
- la protection de la nature et de l'environnement ;
- la conservation des sites et monuments ;
- les éléments du patrimoine archéologiques » (art. L. 511-1 du code de l'environnement).

S'agissant de la **gestion du risque et de la crise** liée à ces installations, la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile a redéfini le rôle de l'État, affirmé que la sécurité civile est l'affaire de tous et prévu la mise en place obligatoire des plans communaux de sauvegarde pour certaines communes, ainsi que les modalités de conduite des opérations de secours et leur financement.

Par ailleurs, en matière de **sûreté nucléair**e, la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire a permis la création d'un haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire et d'une autorité de sûreté nucléaire, précisé les conditions d'autorisation des installations nucléaires de base...

13.4.5.2 - ICPE et plans locaux d'urbanisme

En matière d'ouverture des installations classées, l'opposabilité du PLU ne s'exerce qu'à l'encontre des catégories qu'il détermine expressément. Le règlement d'un PLU, qui détermine par ailleurs la nature des activités qui peuvent être exercées dans chaque zone, doit donc établir un croisement entre types d'activités et catégories d'installations classées.

De manière générale, afin de prévenir et limiter l'exposition de la population aux nuisances (bruit, odeurs, poussières... à l'origine de plaintes) provenant de certains établissements ou équipements situés à proximité (industries, commerces, élevages...) mais aussi à l'inverse afin de ne pas imposer des contraintes trop fortes pour tout projet de développement de ces établissements qui seraient trop proches des habitations, il convient de **respecter les distances** réglementaires d'éloignement lorsqu'elles existent et le cas échéant de délimiter des zones tampon constituées par exemple d'entreprises ou d'activités sans nuisances, d'espaces verts...

L'implantation respective entre les zones industrielles ou artisanales et les zones d'habitat ou les établissements accueillant des populations sensibles, doit tenir compte également des vents dominants.

Installations classées au titre des productions végétales et animales

Quatre établissements visés par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dans le cadre de la production agricole ou agro-alimentaire sont implantés sur le territoire de la commune :

Établissement	Adresse	Régime	Activité	Rubrique	Distance
GAEC DE LA VILLARDIERE	LD LA VILLARDIERE D		Bovins (élevage, vente, transit, de)	2101	100 m
GAEC FERME DE BONNEFOND	LD LE BOURG	D	Bovins (élevage, vente, transit, de)	2101	100 m
BERTRAND JEAN-PIERRE	LD LA VILLARDIERE	D	Bovins (élevage, vente, transit, de)	2101	100 m
PERROT Alexandre	57 ROUTE DE BONNEFOND	D	Bovins (élevage, vente, transit, de)	2101	100 m

(1) Distance d'éloignement des tiers prévue par la réglementation, qui peut varier en fonction du type d'élevage, des solutions techniques retenues pour le fonctionnement des bâtiments d'élevage ainsi qu'en fonction de la zone dans laquelle le bâtiment est implanté.

Pour plus d'information sur les ICPE, vous pouvez également consulter :

- le fichier national des études d'impact (voir : installations classées pour la protection de l'environnement) :
 - http://www.fichier-etudesimpact.developpement-durable.gouv.fr/diffusion/recherche
- les sites Internet : https://aida.ineris.fr/ et https://aida.ineris.fr/ et https://aida.ineris.fr/ et https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/les-installations-classees-pour-la-protection-de-lenvironnement

13.4.6 - Risque Radon

Le code de la santé publique (<u>art. R1333-29 du CSP</u>) répartit les communes du territoire français en **3 zones à potentiel radon** sur la base de critères géologiques :

- Zone 1 : zones à potentiel radon faible ;

- Zone 2 : zones à potentiel radon faible mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments ;
- Zone 3 : zones à potentiel radon significatif.

La liste des communes du territoire français réparties entre ces trois zones est fixée par l'arrêté <u>du 27 juin 2018</u> (cf **carte de l'IRSN** : https://www.irsn.fr/FR/connaissances/Environnement/expertises-radioactivite-naturelle/radon/Pages/5-cartographie-potentiel-radon-commune.aspx#carto).

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle, inodore, incolore et inerte chimiquement. Ce gaz est issu de la désintégration du radium issu de la famille de l'uranium présent dans la croûte terrestre et plus particulièrement dans les **roches granitiques et volcaniques**. Il migre dans l'air ambiant à travers les pores du sol et les fissures des roches. Dans l'air extérieur, le radon se dilue rapidement et sa concentration moyenne reste généralement très faible. Dans les espaces clos où l'air est confiné (pièces d'habitation au rez-de-chaussée, lieux de travail, caves, vides sanitaires...), il peut **s'accumuler dans l'air intérieur** pour atteindre des concentrations parfois très élevées.

Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a classé le radon comme cancérigène certain pour le poumon depuis 1987. A long terme, l'inhalation de radon conduit à augmenter le risque de développer un cancer du poumon. Cette augmentation est proportionnelle à l'exposition cumulée tout au long de sa vie. En France, l'exposition au radon est le second facteur de risque de cancer du poumon après le tabac. Cela correspond à environ 10% des cancers du poumon (environ 3 000 morts par an).

Le code de la santé publique (<u>article R 1333-28</u>) fixe le niveau de référence de l'activité volumique moyenne annuelle en radon dans les immeubles bâtis à **300 Bg/m**³.

Pour savoir si l'on est exposé dans son habitation, il est nécessaire de réaliser une mesure de la concentration en radon dans l'air (cf. site internet de l'IRSN___: https://www.irsn.fr/FR/connaissances/Environnement/expertises-radioactivite-naturelle/radon/Pages/6-Comment-reduire-son-exposition-au-radon.aspx).

L'arrêté du 27 juin 2018 classe la commune en zone 3 (à potentiel radon significatif).

En conséquence, afin d'informer les populations et de réduire le risque de concentration du radon à l'intérieur des bâtiments, les annexes sanitaires du PLU doivent être complétées par un chapitre sur le radon en vue de :

- (neuf) préciser les aménagements permettant de prévenir la concentration du radon dans les bâtiments : étanchéité des sous-sols, des murs, des planchers et des passages de canalisations, vide sanitaire équipé d'une bonne ventilation...
- (existant) de mesurer la concentration du radon dans les bâtiments et le cas échéant de la réduire sur la base d'un diagnostic.

Sites à consulter :

- Agence Régionale de Santé (ARS) : https://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/le-radon-0
- CSTB: http://extranet.cstb.fr/sites/radon/Pages/G%C3%A9n%C3%A9ralit%C3%A9s Rn.aspx
- ASN: https://www.asn.fr/Informer/Dossiers-pedagogiques/Le-radon
- $IRSN: \underline{https://www.irsn.fr/FR/connaissances/Environnement/expertises-radioactivite-naturelle/\underline{radon/Pages/Le-radon.aspx}$
- CEREMA: https://www.cerema.fr/fr/projets/diagnostics-remediation-du-radon-batiments

13.4.7 - Risque de maladies vectorielles (moustiques)

Aedes albopictus, dit « moustique tigre » est durablement implanté dans le département du Rhône depuis 2012. Le département est classé au niveau 1 du <u>plan national anti-dissémination du chikungunya, de la dengue et du Zika</u>.

Un certain nombre d'ouvrages urbains peuvent favoriser la rétention et la stagnation des eaux pluviales et constituer ainsi des gîtes larvaires parfois extrêmement productifs en moustiques soit du fait de leur conception soit parce qu'ils sont utilisés en dehors des règles de l'art. C'est par exemple les cas, selon les observations de terrain, des terrasses sur plots, des bassins de rétention, des bacs de relevage, de certains éléments du réseau pluvial, des gouttières ou des toits terrasses mal entretenus, présentant des défauts de pente ou de planéité... et de certains "points noirs" particuliers comme les cimetières, garages, casse-autos, dépôts de pneus, déchetteries, dépôts sauvages, jardins familiaux, ventes de plantes... Les réseaux enterrés peuvent aussi favoriser la multiplication des moustiques par les retentions possibles des eaux pluviales (collecteurs, décanteurs, coffrets techniques par exemple) ainsi que certains éléments d'ornementation urbaine (bambous, poteaux ouverts, sculpture...).

Les responsables de l'aménagement doivent intégrer cette prise en compte lors de la conception de ce type d'infrastructure afin de diminuer ce risque selon les contraintes du milieu. Se reporter au **guide 2016** du Centre National d'Expertise sur les Vecteurs (CNEV) :

https://www.anses.fr/fr/system/files/CNEV-Ft-Juin2016-Guide_collectivites_lutte_antivectorielle.pdf, (en particulier l'annexe 1 : Gîtes larvaires et recommandations de contrôle).

Autres sites internet à consulter :

- Entente Interdépartementale Rhône-Alpes pour la Démoustication (EIRAD) : https://www.eid-rhonealpes.com/
- carte de présence du moustique : https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/risques-microbiologiques-physiques-et-chimiques/especes-nuisibles-et-parasites/article/cartes-de-presence-du-moustique-tigre-aedes-albopictus-en-france-metropolitaine).
- Agence Régionale de Santé (ARS) : https://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/maladies-virales-transmises-par-le-moustique-tigre

14 - Bruit

Les principes d'un urbanisme qui favorise la diversité des fonctions urbaines et une utilisation économe des espaces, multiplie les points de conflits entre les sources de bruit et les secteurs calmes. Le PLU devra s'attacher à limiter au maximum l'exposition des populations aux nuisances sonores, en particulier les populations sensibles (crèches, écoles, hôpitaux...), et à maintenir et développer les zones de calme. Dans ce cadre, l'aménageur doit mettre en œuvre, à travers l'affectation des sols et le règlement, des moyens destinés à assurer le bon fonctionnement des activités sans perturber la tranquillité et la santé des habitants, populations sensibles.

Ainsi, il conviendra:

- d'éviter l'implantation de zones d'activités artisanales et industrielles en limite immédiate de zones urbanisables résidentielles, et réciproquement (prévoir une zone tampon, ou des prescriptions particulières de type merlon, murs, isolation...).
- de limiter l'implantation d'activités au sein de zones d'urbanisation, aux seules activités qui ne génèrent pas de nuisances pour le voisinage,
- de limiter l'ouverture de nouvelles zones d'habitat à proximité des voies bruyantes,
- d'être vigilant quant au choix de l'implantation éventuelle d'une salle (y compris les salles des fêtes communales) destinée à accueillir des événements festifs, même occasionnels, susceptibles de générer des nuisances sonores, tant par la diffusion de sons amplifiés (musique, micro...) que par les comportements des usagers aux abords de l'établissement.

La prévention des nuisances sonores est encadrée par le titre VII du livre V du code de l'environnement (articles L. 571-1 à L. 572-11 et R. 571-1 à R. 572-11). Ces dispositions « ont pour objet, dans les domaines où il n'y est pas pourvu, de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement » (article L. 571-1 précité).

PAC 2021 : PLU de Saint André la Cote

14.1 - Etudes pouvant être consultées

- Guide « PLU & BRUIT La boîte à outil de l'aménageur » disponible sur le site internet du Ministère de la santé sur : https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/plu06.pdf (ex : mesures d'éloignement, d'orientation, de protection et d'isolation des bâtiments)
- Guide ADEME "Convergence des actions Bruit, Climat, Air, Energie pour une planification performante" (mars 2019) : https://www.ademe.fr/convergence-actions-bruit-climat-air-energie-planification-performante
- Outil cartographique ORHANE, pour identifier les zones exposées à la pollution atmosphérique et sonore: http://www.orhane.fr/
- Site du Centre d'Information sur le Bruit (CidB) : https://www.bruit.fr/
- Guide Bruit & Santé (2005) « Bien utiliser la salle des fêtes » : http://www.bruit.fr/images/stories/pdf/bien utiliser salle fetes.pdf

15 - Espaces agricoles

L'agriculture, dans ses fonctions économiques, environnementales et sociales, participe à l'aménagement durable du territoire.

Le projet d'urbanisme, dans un objectif de développement durable, doit intégrer et assurer la protection des terres agricoles en raison de leur potentiel agronomique et biologique, donc économique, en les préservant de l'urbanisation et des pressions foncières, nuisibles à leur exploitation et à leur pérennité.

Différentes lois viennent confirmer cette préservation des espaces agricoles :

- La loi d'orientation agricole comme la loi n° 2010-874 du 27/07/2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche (MAP) rappellent que la préservation des espaces agricoles est essentielle en raison de la très faible réversibilité des décisions d'urbanisme portant sur ces espaces. Elle introduit un objectif de réduction de moitié de la consommation des espaces agricoles et prévoit la création dans chaque département d'une commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA) qui a été remplacée par une commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) depuis la LAAAF du 13 octobre 2014.
- la **loi du 12 juillet 2010** portant engagement national pour l'environnement qui demande une analyse de la consommation des espaces agricoles et naturels dans les PLU et impose des objectifs de modération de cette consommation et renforce leur protection.
- la loi d'accès au logement et pour un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 précise dans l'article L. 123-1-2 la durée sur laquelle doit porter l'analyse de la consommation d'espace passée. Cette présentation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, porte sur les « dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme ». Cette analyse pourra s'appuyer sur les différentes sources accessibles en matière de consommation d'espace (cf. les différents liens ci-dessous sources d'information sur le sujet) et porter sur les années disponibles au moment de l'élaboration du diagnostic. La loi précise les nouvelles règles en matière de construction dans les zones A et N qui ont été modifiées par la suite par les lois LAAAF du 13 octobre 2014 et la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances pour l'économie du 6 août 2015. De plus, la loi ALUR demande désormais au PADD du PLU de fixer un objectif chiffré de modération de la consommation d'espace,

Différents liens pour aider à l'analyse de la consommation d'espaces :

- https://www.cerema.fr/fr/actualites/consommation-espaces-ses-determinants-apres-fichiers-1
- http://agriculture-urbanisme-territoiresdurhone.fr/ et sa rubrique 8

Suite à la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF) du 13 octobre 2014 et son décret du 9 juin 2015, les CDCEA sont devenues les CDPENAF qui ont élargi leurs compétences aux espaces naturels et forestiers. La CDPENAF du Rhône peut être consultée sur toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation de ces espaces.

Dans le cadre de la CDPENAF et de l'avis de l'État, une attention toute particulière est donnée à l'enjeu de préservation du foncier dans les documents de planification. En effet, l'instruction gouvernementale du 29 juillet 2019 indique l'ambition d'une trajectoire rendant applicable l'objectif de zéro artificialisation nette du territoire.

C'est pourquoi tout document d'urbanisme doit permettre (art. L. 101-1 et L,101-2 du code de l'urbanisme) :

- de gérer le sol de façon économe, par une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux ;
- d'assurer l'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures, y compris aux agriculteurs, des conditions d'emploi répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources.

Les enjeux de développement durable en lien avec l'agriculture s'expriment à travers le respect les objectifs suivants, qu'il est important de traduire dans le projet de planification :

- prendre en compte la dimension économique de l'agriculture et son rôle dans l'économie locale :
- donner une **visibilité** sur le moyen et le long termes :
- pérenniser le **foncier** agricole et son **accessibilité** ;
- assurer la préservation des terres agricoles en limitant leur morcellement, mitage et enclavement afin de permettre l'exploitation rationnelle, et garantir la gestion économe de l'espace;
- assurer la préservation de la biodiversité;
- assurer le respect du cycle de l'eau notamment pour garantir une qualité de l'eau adaptée aux usages actuels et futurs;
- prendre en compte le rôle des espaces agricoles dans la prévention des risques.

Sur le volet agricole, il faut noter l'existence d'un plan régional de l'agriculture durable (PRAD) qui présente les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l'État dans sa région, en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Lien vers le PRAD : http://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/PRAD-Rhone-Alpes

15.1 - Économie agricole : prendre en compte le rôle et l'impact de l'agriculture sur le territoire dans le projet de planification

Le PLU doit, sur la base du diagnostic réalisé, préciser les besoins répertoriés en matière d'agriculture (article L. 151-4 du code de l'urbanisme). L'élaboration ou la révision du PLU est donc l'occasion d'un travail d'analyse de la situation de l'économie agricole et du devenir des espaces agricoles.

Pour ce faire, il est tout d'abord nécessaire de recenser :

- les bâtiments agricoles et la nature de l'activité agricole exercée en vue de la prise en compte des règles de réciprocité (article L. 111-3 du code rural) ;
- des établissements d'élevage soumis à la réglementation relative aux installations classées* pour la protection de l'environnement (ICPE), qu'elles relèvent du milieu industriel ou agricole (installations classées pour la protection de l'environnement : titre le du livre V du code de l'environnement -articles L. 511-1 à L. 517-2 et R. 511-1 à R. 517-10);
- les bâtiments d'élevage et autres activités agricoles soumis au Règlement Sanitaire Départemental (RSD), hors ICPE, en vue de la prise en compte des règles d'éloignement mutuel avec les habitations occupées par des tiers ou les points d'eau (puits, sources, baignade, berges de cours d'eau...): articles 153 à 159 du RSD:

 https://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/system/files/2017-08/RSD%20du%20Rh%C3%B4ne.pdf.
- des aires de production et d'appellation d'origine contrôlées (AOC) définies aux articles L. 640-2 et L. 641-1 du code rural et L. 115-1 du code de la consommation. (Remarque : afin d'avoir les informations complètes relatives aux surfaces exploitées sous SIQO, un recensement opérateurs sous SIQO, ayant des parcelles sur la commune concernée, pourrait être effectuée au moment du diagnostic agricole)

Vous trouverez plus de précisions sur les signes de qualité au travers du site http://www.inao.gouv.fr/

Il est possible d'interroger la base de données commune par commune, ou par signe de qualité. Les parcelles dédiées à la production d'A.O.P., reconnues pour leurs aptitudes particulières, doivent impérativement être protégées de tout programme d'aménagement venant porter atteinte à leur vocation agricole. En effet, il s'agit là d'un potentiel non reproductible, à valeur agronomique remarquable, permettant une valorisation des produits qui en sont issus. Ainsi, de manière générale, les terrains délimités en AOP devraient, sauf exception très ponctuelles et justifiées, être exclus des périmètres constructibles.

- des bâtiments agricoles ayant perdu leur vocation et susceptibles de changer de destination (article L. 151-11 2°du code de l'urbanisme) ;
- si possible, des terres agricoles en fonction de leur **qualité agronomique** (une classification pourrait être produite) ;
- éventuellement, des sièges d'exploitation enclavés dans les parties urbanisées pouvant générer des problèmes techniques pour l'agriculteur ou des problèmes de sécurité (circulation des engins agricoles dans les bourgs);
- ou encore les éventuels projets de ZAP, mesures de protection des espaces naturels et agricoles périurbains ou les mesures agro-environnementales évoquées dans les points ci-après...

La réalisation d'une carte de la structure des exploitations agricoles permettra également d'analyser les impacts économiques des éventuelles réductions des zones agricoles.

Les distances opposables sont mesurées de l'extrémité des bâtiments d'élevage et de leurs annexes, au droit des locaux d'habitation et des locaux habituellement occupés par des tiers (locaux destinés à être utilisés couramment par des personnes : établissement recevant du public, bureau, magasin, atelier...).

De même, il convient de prendre en compte le « principe de réciprocité » dans la délimitation des zonages lors de l'élaboration ou de la révision du PLU. Cette approche doit également appréhender les évolutions possibles de ces bâtiments d'élevage (extension, augmentation de cheptel...)

Il est recommandé de représenter graphiquement en annexe les bâtiments d'élevage (assortis des cercles représentant les distances à respecter) afin d'avoir une meilleure vision sur les possibilités de développement, autant agricole que de l'urbanisation.

L'élaboration du PLU est l'occasion d'un travail d'analyse sur la situation de l'économie agricole et le devenir des espaces agricoles. Cela nécessite la réalisation d'un diagnostic permettant d'identifier les enjeux agricoles de votre commune et l'articulation de ces enjeux avec les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD). La réalisation d'une carte de la structure des exploitations agricoles, de la qualité agronomique des sols permettront d'analyser les impacts économiques des réductions éventuelles des zones agricoles.

Pour accompagner la collectivité pour la réalisation d'un diagnostic agricole complet, un exemple type de cahier des charges « diagnostic agricole d'un PLU » est disponible sur le lien suivant :

- http://agriculture-urbanisme-territoiresdurhone.fr/ rubrique 3

15.2 - Réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

Les différentes lois citées précédemment (point 1.1) font de la réduction de la consommation d'espaces une priorité, renforcée par l'instruction gouvernementale du 29 juillet 2019.

15.2.1 - Instance de suivi de la consommation d'espaces agricoles : la CDPENAF

Suite à la loi du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF),et au décret du 9 juin 2015, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) a remplacé la CDCEA. À ce titre, la CDPENAF du Rhône a été instaurée par arrêté préfectoral du 7 septembre 2015.

Lors de l'arrêt de votre projet de PLU avant approbation de votre carte communale, vous êtes invités à saisir la CDPENAF en application de l'article L153-16 du code de l'urbanisme. L'ensemble des informations concernant cette commission sont disponibles sur le site des services de l'État dans le Rhône : http://www.rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-urbanisme-construction-logement/Amenagement-du-territoire/Preservation-du-foncier/La-CDPENAF

ou sur le site http://agriculture-urbanisme-territoiresdurhone.fr/ rubrique 2

Dans chaque département, il est créé une **commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers**, présidée par le préfet, qui associe des représentants de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements, des professions agricole et forestière, des chambres d'agriculture et des organismes nationaux à vocation agricole et rurale, des propriétaires fonciers, des notaires, des associations agréées de protection de l'environnement et des fédérations départementales ou interdépartementales des chasseurs.

Dans les départements dont le territoire comprend des zones de montagne, les représentants des collectivités territoriales comptent au moins un représentant d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale situé, en tout ou partie, dans ces zones.

Cette commission peut être consultée sur toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole. Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. Elle peut demander à être consultée sur tout autre projet ou document

d'aménagement ou d'urbanisme, à l'exception des projets de plans locaux d'urbanisme concernant des communes comprises dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé après la promulgation de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

15.2.2 - Consultations obligatoires en cas de réduction de ces espaces

En cas de réduction des espaces agricoles, la **Commission départementale préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers** (CDPENAF) doit obligatoirement être consultée.

De plus, en cas de réduction des espaces agricoles ou forestiers dans le projet de planification, l'article L. 112-3 du code rural fait **obligation de consulter :**

- la Chambre d'agriculture ;
- l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée ;
- le cas échéant, le centre régional de la propriété forestière.

Ces avis sont rendus dans un délai de trois mois à compter de la saisine. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable. Cette consultation s'impose :

- pour le classement d'espaces agricoles ou forestiers dans une zone ou un secteur affecté à un autre usage, lors de l'établissement d'un document d'urbanisme sur un territoire non couvert par un tel document ;
- pour la réduction des secteurs protégés au titre de l'activité agricole ou forestière, lors de la modification, de la révision ou de la mise en compatibilité d'un document d'urbanisme.

15.3 - Importance de l'aménagement et du règlement de la zone agricole

Il est fondamental de **conserver la vocation strictement agricole de la zone** agricole et forestière **en stoppant le mitage** des années écoulées par différents moyens en limitant notamment le nombre de changements de destination des bâtiments anciennement agricoles pouvant être admis ainsi que les bâtiments d'habitations existants pouvant faire l'objet d'extension limitée ou d'annexes.

Pour mémoire, ces changements de destination, ces extensions et ces annexes ne doivent pas compromettre l'exploitation agricole. Le changement de destination et les autorisations de travaux sont soumis à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. (article L. 151-11 du CU) ;

La protection de certaines parcelles agricoles enclavées dans des zones urbaines peut aussi se mettre en œuvre en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme, permettant de protéger les terrains cultivés et les terrains non bâtis nécessaire au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles.

15.4 - Périmètres d'intervention pour la protection et mise en valeur des espaces agricoles et naturels péri-urbains (PENAP)

Les périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels péri-urbains (PENAP), prévus au chapitre III du titre IV du livre I^{er} du code de l'urbanisme (art. L. 113-15 à L. 113-28 et R. 113-19 à R. 113-29), sont créés sur proposition du conseil départemental, de la Métropole de Lyon ou d'un établissement public ou un syndicat mixte porteur de schéma de cohérence territorial avec l'accord des communes concernées. Ils ont pour objectif de sauvegarder ces espaces en les préservant d'une extension de l'urbanisation afin de maintenir les grands équilibres entre espaces urbanisés et territoires

agricoles et naturels. Dans ces périmètres, des terrains peuvent être acquis puis cédés ou concédés en vue d'une utilisation conforme aux fins prescrites par un cahier des charges.

Le Département du Rhône et la Métropole de Lyon ont mis en œuvre cette politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains représentant près de 50.000 hectares de zones préservées.

La commune est située dans le périmètre PENAP du Pays mornantais

Il convient de tenir compte de ce périmètre qui doit être compatible avec le schéma de cohérence territoriale et :

- ne peut être situé dans une zone urbaine ou à urbaniser délimité par un PLU
- ne peut être situé dans un périmètre ou un périmètre provisoire de zone d'aménagement différé

Voir annexe n°3 : Agriculture

Pour plus d'informations, consulter les sites :

- http://agriculture-urbanisme-territoiresdurhone.fr/ rubrique 6
- http://www.rhone.fr/developpement_innovation/environnement/les_penap

15.5 - Implications territoriales

Les espaces verts et agricoles sont représentés en annexe n°3 : Agriculture.

Le territoire de la commune de Saint André la Cote n'est situé dans aucune aire géographique AOP. En revanche elle appartient à l'aire de production IGP (Indication Géographique Protégée) « Emmental français Est-Central. Ces parcelles doivent faire l'objet d'une vigilance particulière quant à leur vocation agricole en vue de préserver le potentiel de production qui y est attaché.

	AOC-AOP	IGP	IG – Boissons spiritueuses
Emmental français Est-Central		Χ	

15.6 - Études pouvant être consultées

Les chiffres clés de l'agriculture par communautés de communes (2013-2014) et par SCOT réalisée par l'agence d'urbanisme dans le cadre de l'observatoire partenarial des espaces agricoles et naturels

Mutations et enjeux de l'agriculture dans le Rhône et la Métropole de Lyon (2015) réalisée par l'agence d'urbanisme dans le cadre de l'observatoire partenarial des espaces agricoles et naturels

Site:- http://agriculture-urbanisme-territoiresdurhone.fr/ rubrique 8

16 - Espaces forestiers

L'article L112-1 du code forestier précise le principe selon lequel sont reconnus d'intérêt général :

- 1° La protection et la mise en valeur des bois et forêts ainsi que le reboisement dans le cadre d'une gestion durable ;
- 2° La conservation des ressources génétiques et de la biodiversité forestières ;
- 3° La protection de la ressource en eau et de la qualité de l'air par la forêt dans le cadre d'une gestion durable ;
- 4° La protection ainsi que la fixation des sols par la forêt, notamment en zone de montagne ;
- 5° La fixation du dioxyde de carbone par les bois et forêts et le stockage de carbone dans les bois et forêts, le bois et les produits fabriqués à partir de bois, contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique.

PAC 2021 : PLU de Saint André la Cote

16.1 - Documents à prendre en compte

16.1.1 - Réglementations relevant du code forestier :

Dans un délai de deux ans suivant l'édiction du programme national de la forêt et du bois (PNFB de 2016 à 2026), un programme régional de la forêt et du bois adapte à chaque région les orientations et les objectifs du programme national de la forêt et du bois. Il fixe, par massif forestier, les priorités économiques, environnementales et sociales et les traduit en objectifs. Il définit des critères de gestion durable et multifonctionnelle et des indicateurs associés. Il identifie les massifs forestiers à enjeux prioritaires pour la mobilisation du bois. Il précise les conditions nécessaires au renouvellement des peuplements forestiers, notamment au regard de l'équilibre sylvo-cynégétique, en intégrant, le cas échéant, le programme d'actions mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 113-2 du code forestier. Il définit un itinéraire de desserte des ressources forestières en s'appuyant sur les référentiels géographiques et forestiers de l'Institut national de l'information géographique et forestière. Il définit les actions à mettre en œuvre dans la région.

- PNFB Programme national de la forêt et du bois : Le PNFB applicable de 2016 à 2026 a été approuvé le 8 février 2017 : http://agriculture.gouv.fr/le-programme-national-de-la-foret-et-du-bois-2016-2020
- PRFB Programme régional de la forêt et du boisement : Le PRFB est une déclinaison du PNFB au niveau régional. Il a été validé le 11 septembre 2019 : http://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/Le-programme-regional-de-la-foret,3112
- ORF Orientations régionales forestières (approuvées le 6 décembre 1999);
- Document d'orientation et de gestion forestière : Les documents d'orientation et de gestion forestière sont approuvés par le Préfet de région et fixent le cadre de l'activité forestière pour les forêts publiques et privées.
 - a) Pour les forêts publiques :

Votre territoire n'est pas concerné par une forêt publique, bénéficiant d'un document d'aménagement, rédigé par l'Office National des Forêt et approuvé par arrêté préfectoral

b) Pour les forêts privées :

<u>Schéma régional de gestion sylvicole des bois et forêts des particuliers</u> (SRGS)(approuvé le 16 juin 2005) :

Ce document, rédigé par le Centre Régional de la Propriété Forestière pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes, définit les orientations générales pour une gestion forestière durable et aborde les thèmes suivants : choix des essences, coupes et limites de propriétés, paysage et biodiversité, pistes forestières,... Ainsi le SRGS doit être pris en compte lors de l'élaboration du PLU.

https://auvergnerhonealpes.cnpf.fr/n/les-documents-de-gestion-durable-srgs-psg-cbps-rtg/n:2205

<u>Plans simples de gestion</u> (PSG) : documents concernant les forêts privées, d'une superficie supérieure à 25 ha

Pour plus de détails, consulter le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)

16.1.2 - Réglementations relevant du code rural :

■ Réglementation des boisements (article L.126.1 Code Rural) ;

Il s'agit de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables.

La réglementation des boisements au titre de l'article L 126-1 du code rural ne relève plus de la compétence du préfet, mais de celle du Conseil départemental depuis la loi 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux.

Il convient donc que vous vous rapprochiez du Conseil départemental pour obtenir les renseignements.

16.1.3 - Défrichements

Livre III – Titre IV du code de forestier, avec notamment : les articles L341-1 et suivants, L342-1, R341-1 et suivants, du code forestier.

Le défrichement relève d'une réglementation qui s'applique indépendamment de tout zonage ou classement urbanistique ou agricole. Ainsi, l'ouverture à urbanisation de parcelles peut conduire à une autorisation de défrichement préalable à tout aménagement.

Cette réglementation est liée à de nombreux paramètres tels que : l'historique des parcelles concernées, leur situation géographique, leur environnement, le statut des propriétaires, le statut des forêts (privée, publique) ...et nécessite donc une analyse pour chaque cas d'espèce.

Les grands principes :

- > Est un défrichement toute opération volontaire entraînant directement ou indirectement la destruction de l'état boisé d'un terrain et mettant fin à sa destination forestière (L341-1 du code forestier).
- > Nul ne peut user du droit de défricher ses bois et forêts sans avoir préalablement obtenu une autorisation. (L341-3)
- > Plusieurs cas d'exemption à la demande d'autorisation de défrichement existent, parmi lesquelles : les défrichements dans les bois et forêts au sein d'un massif d'une superficie inférieure à 4 ha (seuil fixé par département et par le représentant de l'Etat Arrêté préfectoral du 17 janvier 2015). (L342-1)
- > L'opération visant à remettre en valeur d'anciennes terres agricoles, aujourd'hui boisées (depuis moins de 30 ans en plaine, et depuis moins de 40 ans en zone Montagne) n'est pas un défrichement, mais un déboisement et relève du code de l'environnement. (annexe de l'article R122-2 item 47)
- > procédures appliquées au défrichement (et déboisement) :

pour la forêt privée :

Massif	Action	Superficie concernée	Évaluation environnemental e ?	Procédure
Cas des forêts incluses dans un	Défrichement (code forestier)	> ou = 25 ha (même fragmentée)	Évaluation environnementale	Autorisation au titre du code forestier
massif > 4 ha		> 0,5 ha (< 25 ha) (même fragmentée)	Examen au Cas par cas *	Autorisation au titre du code forestier
Cas des forêts incluses dans un massif <4 ha	Déboisement (code environnement)	> 0,5 ha (même fragmentée)	Examen au Cas par cas*	autorisation supplétive (si nécessité d'une évaluation environnementale) au titre du code de l'environnement

^{*:} le pétitionnaire doit déposer une demande d'examen au cas par cas dont l'instruction permettra de déterminer si le cas d'espèce nécessite ou non une évaluation environnementale.

Cerfa 13632*06 (https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/qf/cerfa 13632.do)

• pour la forêt publique :

l'autorisation de défrichement est obligatoire au premier mètre carré défriché, il n'y a pas d'exemption relative au seuil de massif (L214-13 du code forestier)

> L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois et forêts ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, est reconnu nécessaire à une ou plusieurs des fonctions de l'article L341-5. Par exemple : le maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes, la défense du sol contre les érosions, l'existence des sources, cours d'eau et zones humides, et plus généralement à la qualité des eaux, l'équilibre biologique d'une région ou d'un territoire

présentant un intérêt remarquable et motivé du point de vue de la préservation des espèces animales ou végétales et de l'écosystème ou au bien-être de la population.

16.2 - Documents complémentaires

- Schéma de desserte forestière : un schéma de desserte forestière est un outil d'aide à la décision vis-à-vis des projets de desserte : routes accessibles aux camions grumiers, pistes de débardage (tracteurs forestiers), aires de retournement, places de dépôt et de stockage des bois.
 - 1 schéma de desserte forestière sur secteur Beaujolais Vert
 - 2 projets de schémas de desserte forestière sur les secteurs des Monts du Lyonnais et Coteaux du Lyonnais

Se renseigner auprès du CRPF et de l'ONF.

■ Les Chartes forestières : (article L 123-1 et suivants du code forestier)

La Charte forestière est un outil de nature contractuelle, mis en œuvre à l'initiative des acteurs locaux (dont des élus), et qui élabore une stratégie locale de développement forestier sur un territoire donné. Elle se fonde sur un état des lieux et consiste en un programme d'actions pluriannuel visant à développer la gestion durable des forêts du territoire considéré. Cet outil n'a pas de dimension réglementaire ; il implique les partenaires sur la base du volontariat.

La Charte forestière est compatible avec le programme régional de la forêt et du bois.

Il existe deux chartes forestières dans le département du Rhône : (0 supprimer si commune non concernée)

- la charte forestière du Beaujolais vert : http://www.fibois-rhone.com/cft-massif-du-beaujolais-vert
- la charte forestière du Parc du Pilat : <u>http://www.parc-naturel-pilat.fr/</u>
- Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière doivent être pris en compte par les CC, les PLU et les SCOT

Le transport des bois ronds bénéficie depuis le décret 2009-780 du 23 juin 2009 d'un dispositif dérogatoire pérenne inscrit au code de la route. Des itinéraires de transport des bois ronds ont ainsi été définis. Ils doivent être pris en compte, à l'échelle départementale, par les schémas d'accès à la ressource forestière établis par les conseils départementaux

Il convient donc que vous vous rapprochiez du Conseil départemental pour obtenir les renseignements.

http://agriculture.gouv.fr/le-transport-de-bois

■ Pour faciliter votre prise en compte du patrimoine arboré dans les documents d'urbanisme, vous pouvez utilement vous reporter à la fiche d'accompagnement http://agriculture-urbanisme-territoiresdurhone.fr/

Par ailleurs, l'ONF et le CRPF demandent notamment de rappeler la nécessité d'éviter de classer en zones constructibles des parcelles attenantes ou proches de la forêt. En effet, un peuplement forestier est souvent la cause de préjudices importants aux habitations tels que : ombre portée avec toutes les conséquences sur les bâtiments, feuilles dans les chenaux, chute d'arbres... Il paraît donc indispensable qu'une zone « non aedificandi » d'une largeur au moins égale à la hauteur du peuplement soit mise en place.

17 - Chasse et pêche

Pour la chasse :

Depuis la <u>loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019</u> portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement, et le Décret n°

2019-1432 du 23 décembre 2019 relatif aux missions de service public des fédérations départementales des chasseurs concernant les associations communales de chasse agréées et les plans de chasse individuels, la gestion des associations communales de chasse relève des fédérations de chasseurs : Une petite partie (nord-est) est gérée par l'AAPPMA du Garon (il s'agit d'affluents du Garon). Pour tout le reste, c'est celle de Saint-Symphorien-sur-Coise.

Pour la pêche :

Votre territoire est concerné par :

- l'association agréée pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de Saint-Symphoriensur-Coise,
- l'association agréée pour la pêche et la protection des milieux aquatiques d u Garon (pour une petite partie (nord-est) en lien avec les affluents du Garon

18 - Aménagement foncier

18.1 - EPORA

L'EPORA (Établissement public foncier de l'ouest Rhône-Alpes) est un Établissement Public d'État, spécialisé dans le domaine foncier, au service des projets des collectivités territoriales. C'est l'un des douze établissements publics fonciers (EPF) d'État créés à ce jour. Il est administré par un conseil d'administration composé très majoritairement d'élus locaux. Son Directeur Général, nommé par l'État, anime une équipe de 30 professionnels.

L'EPORA met en œuvre des politiques foncières publiques, en procédant à des acquisitions foncières et immobilières et aux opérations de nature à faciliter l'usage ultérieur des terrains. Il intervient dans le cadre de conventions avec l'État, les collectivités territoriales ou leurs groupements. Ses actions s'inscrivent dans des programmes pluriannuels d'intervention, adoptés par le conseil d'administration qui déterminent les objectifs d'acquisition destinés notamment à la production d'habitat pour tous et au développement économique des territoires.

Au-delà de l'accompagnement possible des collectivités en phase de réflexion préalable, le rôle central de l'EPORA est d'acquérir, de requalifier au besoin, et de revendre du foncier à la collectivité, ou à son opérateur, afin de lui permettre la réalisation d'un projet clairement identifié. Il intervient en tant que maître d'ouvrage et les travaux de démolition, dépollution, mise en sécurité des bâtiments à conserver (interventions sur « clos-couvert ») se font dans un cadre réglementaire (code des marchés publics, principes du « pollueur-payeur », réglementation sur les installations classées ICPE et loi « déchets »).

Afin de réaliser ces diverses tâches, l'EPORA met en œuvre des outils juridiques tels que le Droit de Préemption Urbain qui peut lui être délégué par la collectivité, la Déclaration d'Utilité Publique (de la négociation amiable jusqu'à l'expropriation, le cas échéant), la ZAD pour la constitution de réserves foncières.

Les conventions d'étude

L'EPORA peut accompagner la collectivité dans sa réflexion préalable afin de définir le contour précis de son intervention future. Selon les thématiques et les problématiques posées, ces réflexions sont de type :

- référentiel foncier : stratégie foncière liée à un projet défini ;
- étude de gisements fonciers : repérage de foncier mobilisable et définition des conditions de mutabilité de ce foncier.

Les différentes conventions d'études :

- les conventions d'études avec opportunités foncières. Ces conventions s'appliquent à un périmètre large pouvant comporter potentiellement plusieurs sites d'opportunité foncière, mais dont le projet de la collectivité reste à définir. Elles permettent, par conséquent, de mener à la fois un travail d'étude et une intervention opérationnelle sous forme d'acquisitions potentielles ;
- Les conventions cadres. Ces conventions pluri-annuelles portent sur un objectif global d'aménagement du territoire concerné. Elles précisent les objectifs et les résultats attendus, la nature et l'étendue des interventions de l'EPORA en lien avec les moyens dont il dispose, le calendrier des actions à mener et le type de contractualisation souhaité avec les collectivités concernées :
- Les conventions financières. Ces conventions financières découlent des principes d'intervention budgétaire établis dans la convention-cadre. Une convention financière peut également être proposée en appui ponctuel à une opération ;
- Les conventions opérationnelles. Elles concernent des opérations ciblées notamment dans les conventions cadres et peuvent être passées avec la commune ou l'intercommunalité, selon la nature du projet. La convention opérationnelle concerne un site spécifique avec un périmètre, un descriptif du type d'intervention possible, la fixation du délai de portage et des conditions de revente à la collectivité ou à l'intercommunalité.

18.2 - Droit de préemption urbain (DPU)

L'article L. 211-1 du code de l'urbanisme permet aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale compétents d'instituer un droit de préemption urbain. Ce droit leur permet de préempter un immeuble, c'est-à-dire en devenir acquéreur avant les autres. Le droit de préemption urbain (DPU) est institué par délibération du conseil municipal.

Le DPU peut être mis en place :

- dans les zones U et AU des PLU (ou les zones NA des POS);
- dans les périmètres délimités par les cartes communales pour la réalisation d'une opération déterminée sur délibération du conseil municipal;
- dans les secteurs sauvegardés.

Le droit de préemption représente un moyen pour la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale de connaître les mutations immobilières qui s'effectuent sur son territoire et donc d'acquérir un immeuble dont l'utilité est réelle pour le développement local (article L. 210-1 du code de l'urbanisme).

Les biens soumis au droit de préemption urbain simple sont listés à l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme. L'article L. 211-4 du même code étend le champ d'application du DPU alors appelé « renforcé ».

Implications territoriales

L'élaboration du PLU est l'occasion de s'interroger sur la pertinence de la mise en place d'outils de maîtrise foncière pour s'adapter aux nouveaux enjeux (droit de préemption urbain, zone d'aménagement différé). Cette réflexion est alors à introduire dans le rapport de présentation.

18.3 - Zone d'aménagement différé (ZAD) et réserves foncières

Pour faire face au thème du « blocage foncier » et en accompagnement de l'utilisation d'un certain nombre d'outils juridiques (comme l'instauration d'une Zone d'Aménagement Différée pour bloquer la dérive des coûts fonciers et permettre l'acquisition progressive de terrains par la commune, Majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, etc..), il peut être utile pour la collectivité d'engager des procédures

d'expropriation. Ainsi, au terme de l'article L. 221-1 du code de l'urbanisme « ..., les collectivités locales ... sont habilitées à acquérir des immeubles, au besoin par voie d'expropriation, pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation d'une action ou d'une opération d'aménagement répondant aux objectifs définis à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

En d'autres termes, cela signifie que la commune a la possibilité d'utiliser la procédure d'expropriation pour la réalisation, à terme, d'une opération d'aménagement à condition, selon l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, que « les actions ou opérations d'aménagement (aient) pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale d'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels. »

18.3.1 - Réserves foncières

L'article L. 221-2 du code de l'urbanisme apporte trois précisions importantes :

« La personne publique qui s'est rendue acquéreur d'une réserve foncière doit en assurer la gestion en bon père de famille.

Avant leur utilisation définitive, les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet d'aucune cession en pleine propriété en dehors des cessions que les personnes publiques pourraient se consentir entre elles et celles faites en vue de la réalisation d'opérations pour lesquelles la réserve a été constituée. Ces immeubles ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit de renouvellement et aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive. »

19 - Équipements d'intérêt général

19.1 - Équipements sportifs

La liste des équipements sportifs par commune est disponible sur le site : http://www.res.sports.gouv.fr/Rech Equipement.aspx?mode=rf

19.2 - Station radioélectrique

L'Agence nationale des fréquences (ANFR) met à disposition du public des informations concernant les stations radioélectriques et les niveaux d'exposition environnementale, sur son <u>site internet Cartoradio</u> (https://www.cartoradio.fr) qui propose :

- une cartographie de l'implantation des installations radioélectriques de l'ensemble du territoire national. Toutes les installations radioélectriques de plus de 5 watts, faisant l'objet d'une autorisation de l'ANFR (article L.43 du code des postes et communications électroniques), figurent sur les cartes hormis celles de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'Intérieur, pour des raisons de sécurité.
- la localisation et les résultats des mesures de niveaux de champs électromagnétiques qui ont été réalisées par les laboratoires accrédités conformément à l'article L.34-9-1 du code des postes et des communications électroniques. Plusieurs milliers de mesures sont effectuées chaque année.

L'ANFR est également chargée du contrôle des valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques, fixées par le Décret n°2002-775 du 3 mai 2002. Toute personne peut faire réaliser gratuitement une mesure d'exposition tant dans des locaux d'habitations privés que dans des lieux accessibles au public (https://www.anfr.fr/controle-des-frequences/exposition-du-public-aux-ondes/la-mesure-de-champ/faire-realiser-une-mesure/).

L'article 5 du Décret n°2002-775 du 3 mai 2002 précise que des actions doivent être « engagées pour assurer qu'au sein des établissements scolaires, crèches ou établissements de soins qui sont situés dans un rayon de cent mètres de l'équipement ou de l'installation, l'exposition du public au champ électromagnétique émis par l'équipement ou l'installation est aussi faible que possible tout en préservant la qualité du service rendu. »

Par ailleurs, l'ANFR a pour mission de recenser des points atypiques, lieux dans lesquels le niveau d'exposition aux champs électromagnétiques dépasse substantiellement celui généralement observé à l'échelle nationale (>6V/m), et vérifier leur traitement, sous réserve de faisabilité technique (https://www.anfr.fr/fr/controle-des-frequences/exposition-du-public-aux-ondes/la-mesure-de-champ/recensement-des-points-atypiques/).

Une instance de concertation départementale sur les installations radioélectriques a été créée par arrêté préfectoral n°69-2019-08-22-007, qui a un rôle de médiation en veillant à un état des lieux partagé et à faciliter la résolution amiable d'un différend relatif aux installations radioélectriques.

Sites à consulter :

- ANFR: https://www.anfr.fr
- « Portail Radiofréquences Santé-Environnement » : www.radiofrequences.gouv.fr

La commune de Saint André la Cote est concernée par une station radioélectrique.

Voir annexe n°4 : Servitudes d'utilité publique

VI - SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les types de servitudes soulignés sont ceux dont l'existence a été repérée sur votre commune. En annexe 4, veuillez trouver le cahier des servitudes d'utilité publique, ainsi que le plan correspondant.

SUP	INTITULES					
A2	Pose de canalisations souterraines d'irrigation					
A 4	Terrains riverains des cours d'eau non domaniaux : exécution des travaux et entretien des ouvrages					
A5	Canalisations publiques d'eau et d'assainissement					
A9	Zones agricoles protégées					
AC1	Protection des monuments historiques 1 : Classés 2 : Inscrits Périmètre des abords					
AC2	Protection des sites et monuments naturels 1 : Classés 2 : Inscrits Périmètre des abords					
AC3	Réserves naturelles régionales					
AC4	Sites patrimoniaux remarquables					
AC4'	Plans de valorisation de l'architecture et du patrimoine					
Ar3	Magasins à poudre de l'Armée et de la Marine (zones de prohibition et zones d'isolement)					
Ar5	Fortifications, ouvrages militaires					
AS1	Périmètre de protection des eaux potables et minérales					
EL3	Halage et marchepied					
EL5	Visibilité sur les voies publiques					
EL6	Terrains nécessaires aux routes					
EL7	Alignements (se reporter aux plans d'alignements à grande échelle)					
EL11	Voies express et déviations d'agglomérations					
I1	Maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures, de produits chimiques					
12	Utilisation de l'énergie hydraulique					
	<u> </u>					
13	établissements des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures, de produits chimiques					
14	établissements des ouvrages de transport d'électricité					
15	établissements des canalisations de distribution de gaz					
16	Exploration et exploitation des mines et carrières					
Int1	Voisinage des cimetières					
JS1	Protection des installations sportives					
PM1	Risques naturels (enveloppe globale)					
PM2	Installations classées (enveloppe globale)					
PM3 PM4	Risques technologiques (enveloppe globale) Zones de rétention, de mobilité, ou stratégiques pour la gestion de l'eau					
FIVI4						
PT1	Transmissions radioélectriques - protection contre les perturbations électromagnétiques					
PT2	Transmissions radioélectriques - protection contre les obstacles					
PT3	Communications téléphoniques et télégraphiques					
T1	Chemins de fer					
T4	Aéronautiques de balisage					
T5	Aéronautiques de dégagement					
Т8	Transmissions radioélectriques: protection des installations de navigation et d'atterrissage					